

# LE CREDIT NATIONAL

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le 5 décembre 1923, à 2 heures*

PAR

**M. ROBERT BOEUF**

*Ingénieur Civil des Mines*

---

*Président* · M. Germain MARTIN.

*Suffragants* } MM. PERREAU, Professeur.  
ALLIX, Professeur.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

---

1923





# **LE CREDIT NATIONAL**

La Faculté n'entend donner aucune approbation  
ni improbation aux opinions émises dans les thèses ;  
ces opinions doivent être considérées comme propres  
à leurs auteurs.



# LE CRÉDIT NATIONAL

---

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*Présentée et soutenue le 5 décembre 1923, à 2 heures*

PAR

**M. ROBERT BŒUF**

*Ingénieur Civil des Mines*

---

*Président* : M. Germain MARTIN.

*Suffragants* } MM. PERREAU, Professeur.  
ALLIX, Professeur.

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

---

1923

*A Mon Oncle*

Le Lieutenant-Colonel GRISON

En reconnaissance de l'affection qu'il  
m'a témoignée lorsque j'ai eu l'hon-  
neur de servir sous ses ordres en  
France et dans le Proche-Orient.

(1914-1918).





## AVANT-PROPOS

Nous nous étions tout d'abord proposé de limiter notre étude au crédit à long terme, en passant en revue les différents systèmes employés à l'étranger et en les comparant aux essais qui ont été tentés en France. Nous pensions tout particulièrement au Service des Prêts du Crédit National auquel nous appartenions. Malgré l'intérêt que présente cette question, les résultats plus ou moins satisfaisants qui ont été obtenus jusqu'à présent ne nous encourageaient pas à diriger nos efforts uniquement de ce côté.

Comme le Crédit National a été créé surtout, comme son nom l'indique, « *pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre* », notre sujet, intéressant, certes, aurait été enfermé dans un cadre trop étroit. Il semblait préférable de l'élargir et de mettre en relief le double rôle que joue cet établissement ~~comme~~ payeur des indemnités de dommages de guerre et comme prêteur à long terme. Le premier est de beaucoup le plus important.

Notre présence aux sources mêmes devait nous faciliter singulièrement notre tâche. Nous tenons à remercier ici tous ceux qui ont bien voulu nous éclairer de leurs conseils.

Nous adressons également l'expression de notre gratitude à M. Germain MARTIN qui nous a suggéré l'idée de cette étude.



Digitized by the Internet Archive  
in 2026

[https://archive.org/details/IA41547513\\_0003](https://archive.org/details/IA41547513_0003)

## INTRODUCTION

Le CREDIT NATIONAL est bien connu du public par les appels fréquents qu'il fait au crédit en émettant des obligations. Ses titres jouissent d'une grande faveur auprès de la petite épargne en raison de l'attrait des lots la plupart de ses emprunts ayant été émis sous cette forme. Les nombreux souscripteurs savent qu'en apportant leurs économies au CREDIT NATIONAL ils réalisent un placement avantageux en raison de l'intérêt rémunérateur qui est servi. Ils agissent donc au mieux de leur intérêt, tout en faisant œuvre de patriotisme par la contribution qu'ils apportent au relèvement des régions dévastées.

C'est le rôle du CREDIT NATIONAL, organisme chargé du paiement des dommages de guerre que nous avons étudié dans la première partie de cette étude. Nous avons donné en premier lieu un aperçu historique de la question des dommages de guerre sous la Révolution et au cours du xix<sup>e</sup> siècle. Celui-ci nous semblait indispensable pour bien montrer l'évolution qui s'est faite lentement et qui a abouti aux lois du 16 décembre 1912 et 17 avril 1919 proclamant le droit à la « réparation intégrale ».

Nous nous sommes efforcé de bien faire ressortir toutes les discussions auxquelles donna lieu la fondation du CREDIT NATIONAL et les critiques vio-



lentes qu'opposa la Commission des Finances au vote de l'article 2 de la convention du 7 juillet, attribuant au nouvel établissement un rôle de prêteur à long terme, beaucoup moins connu il est vrai.

En tant que payeur de dommages de guerre, le CREDIT NATIONAL a accompli un grand effort et il est juste de le reconnaître. Nous avons eu cependant souvent l'occasion d'entendre des reproches assez vifs à l'égard des bureaux de la rue Saint-Dominique. Il est bien naturel que le sinistré qui attend avec impatience le paiement d'une « réquisition » pour pouvoir continuer ses travaux de reconstruction ait tout lieu d'être mécontent lorsque de longues semaines et même des mois s'écoulent avant d'avoir pu obtenir satisfaction.

En pareille circonstance le grand coupable ce n'est pas en général le CREDIT NATIONAL. Ses bureaux fonctionnent presque automatiquement et un ordre de réquisition est payé dans un délai variant de 15 jours à 3 semaines. Le plus souvent le retard provient de ce fait que le préfet n'a pas encore adressé la réquisition, soit encore de la limitation de crédits accordés.

Avant d'exposer le rôle du CREDIT NATIONAL prêteur à long terme, nous avons examiné dans notre 2<sup>e</sup> partie l'organisation de ce genre de crédit à l'Etranger : en Allemagne et en Autriche. La « ZIVNOSTENKA BANKA » en raison des résultats intéressants qu'elle a obtenus, a retenu particulièrement notre attention, aussi lui avons-nous consacré un certain développement.

Notre 3<sup>e</sup> partie est consacrée à l'organisation du crédit à long terme en France. Après avoir rappelé les idées originales qui se trouvent dans le projet de 1914 la tentative de la loi du 13 juillet 1917, nous avons exposé le fonctionnement du service des prêts du CREDIT NATIONAL tel qu'il résulte de l'article 2 du 7 juillet 1919.

Ce service occupe à l'heure actuelle un rôle de second plan, car le paiement des dommages de guerre constitue la fonction primordiale de la Société. Il a cependant son importance et les résultats obtenus jusqu'à présent, valent la peine d'être signalés. C'est en effet grâce à son appui financier, que de nombreuses industries sinistrées ont pu procéder à leur reconstitution.

Ainsi que nous l'exposons au cours de cette étude, les garanties exigées pour les prêts sont les suivantes : l'hypothèque, la caution ou des titres. Les annuités de dommages de guerre ont donné lieu à un développement considérable des avances à long terme. La procédure très simple employée dans ce cas est la suivante :

Les sinistrés qui ont une perte subie supérieure à un million ont la faculté de solliciter du ministre des Finances un paiement par annuités en 15 ou 30 années. Ils s'adressent ensuite au CREDIT NATIONAL pour lui demander un véritable escompte de ces titres.

Le taux est des plus avantageux puisqu'il ressortait en 1921, à 7 % environ en tenant compte d'une ristourne, dont nous parlons au cours de cette étude.

Quelle banque fournirait des capitaux dans les circonstances actuelles en consentant un intérêt aussi réduit?

Les opérations de prêts à long terme s'étendent à toute la France en réservant toutefois 400 millions aux régions dévastées sur le total de 500 millions accordés pour les avances. La garantie est encore dans ce cas une hypothèque, une caution ou des titres en nantissement. Jusqu'à présent, les résultats obtenus n'ont pas répondu à toutes les espérances.

Cette question est en effet essentiellement délicate si on en juge par toutes les difficultés qui ont été rencontrées à l'étranger où il existe des organisations similaires, ainsi que nous l'avons fait remarquer dans notre deuxième partie.

L'idée essentielle qui se dégage de l'expérience de la Zivnostenka-Banca et que le CREDIT NATIONAL a pratiquement fait sienne jusqu'à présent, c'est qu'en cette matière, la seule garantie qui présente de la valeur est une sûreté réelle : l'hypothèque, les sûretés personnelles étant par trop incertaines. Cette notion peut paraître un peu étroite, mais il importe de se montrer très sévère pour éviter des surprises dans les opérations de crédit à long terme.

Le risque industriel qui présente déjà une certaine importance dans le cas d'un découvert en banque, en a une bien plus grande lorsque les immobilisations doivent être de longue durée. Une extrême prudence s'impose, d'où la nécessité de sélectionner soigneusement les emprunteurs.

Cette sage mesure que nous nous sommes efforcé



de mettre en évidence a malheureusement le tort de limiter volontairement le nombre des prêts. Aussi semble-t-il difficile de prévoir à l'heure actuelle pour le service des prêts un avenir aussi brillant que celui du CREDIT FONCIER.

Notre quatrième partie a trait aux différents emprunts du CREDIT NATIONAL. Nous avons fait ressortir les avantages nombreux qu'ils offrent aux souscripteurs. Tout en étant obligé de reconnaître que l'intérêt général doit passer avant celui des particuliers, nous avons tenu à souligner les difficultés qui en résulte pour l'industrie privée qui désire se procurer des capitaux. Les emprunts d'Etat qui ont un crédit supérieur et jouissent de plus des privilèges nombreux sont d'une concurrence redoutable.

Dans notre cinquième partie nous avons comparé les différents bilans du CREDIT NATIONAL pour les trois derniers exercices écoulés. La situation financière est assurément excellente, les réserves importantes qui ont été faites et qui n'ont pas encore atteint le minimum prévu, permettront une fois constituées, d'envisager sans crainte le jour où les actions auront un marché libre. Ce sera le résultat de la sage gestion du conseil d'administration de la Société et de son président M. Louis Martin.

Versailles, novembre 1923

R. B.



# PREMIERE PARTIE

## CHAPITRE I

### *LES DOMMAGES DE GUERRE ET LEUR REPARATION.*

#### Section I.

#### HISTORIQUE DE LA QUESTION

##### *I. La question des dommages de Guerre. Sa complexité.*

Dès le début de la guerre de 1914-1918, l'Etat eut à se préoccuper d'assurer aux populations victimes des dévastations allemandes la réparation des dommages qui leur seraient causés. Il importait de déterminer d'une part, la manière dont les charges financières seraient réparties et d'autre part, les différentes catégories de sinistres qui donneraient lieu à indemnité.

Il nous semble actuellement tout à fait logique de faire supporter les réparations par l'ensemble des habitants : Tous les Français partageront les pertes provenant des hostilités et venant concourir à la restauration des régions dévastées. affirmeront leur solidarité devant les dommages de guerre.



La question des dégâts à indemniser était plus délicate car ceux-ci sont de nature et d'origine très diverses, les uns matériels ou personnels, les autres accidentels ou volontaires. Ils peuvent aussi être le résultat de la bataille, des mouvements des armées ou provenir encore de violences commises par les troupes. Devait-on faire des distinctions ou allait-on traiter tous ces dommages de la même façon ? Que ceux qui ont été occasionnés par la guerre soient réparés, voilà qui semble parfaitement équitable, mais est-ce juridiquement possible ? Malgré les désaccords fréquents entre l'équité et la justice, pouvait-on concilier l'une et l'autre et dans ce cas, quelle solution proposer ?

Tel était le problème que le législateur avait à résoudre. Il eut à l'examiner à plusieurs reprises au cours de l'histoire, en particulier sous la Révolution et au <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle. Il est intéressant d'étudier ces précédents pour connaître les principes admis et les moyens d'application proposés. Nous pourrons constater que la loi du 17 avril 1919 relative aux réparations causées par la guerre est le résultat d'une évolution qui s'est faite progressivement.

## *II. Les dommages de guerre sous la Révolution et au cours du <sup>xix</sup><sup>e</sup> siècle*

Sous la Révolution, les soldats vivaient sur le pays. Aussi le passage d'une armée, même peu nombreuse, ressemblait-elle à une véritable invasion de sauterelles.

Or, en 1792, le Gouvernement avait procédé à une

levée en masse : le peuple tout entier marchait pour la défense du pays contre l'Europe coalisée, la guerre allait entraîner des dommages importants.

A qui allait incomber le paiement des réparations? Par son décret du 11 août 1792 « relatif aux indemnités à accorder aux citoyens qui auraient perdu, dans le cours de la guerre, tout ou partie de leurs propriétés », l'Assemblée législative a formulé pour la première fois en France le principe à suivre en cette matière :

« Voulant donner aux nations étrangères le premier exemple de la fraternité qui unit les citoyens d'un peuple libre, et qui rend commun à tous les individus du corps social, le dommage occasionné à un de ses membres.

« Certaine que tous les habitants des départements frontières trouveront dans la sollicitude paternelle des représentants de la Nation un nouveau motif d'attachement à la Patrie, et de dévouement à la cause de la liberté.

« Considérant qu'il importe de proportionner aux besoins et aux ressources individuelles les secours que la situation du Trésor Public permettra d'accorder et de prendre les précautions nécessaires pour que les sommes destinées à cet usage soient équitablement réparties, — décrète qu'il y a urgence. »

Est-ce bien un sentiment de fraternité qui avait guidé le législateur comme il le croyait? Qu'un cataclysme se produise, incendie, inondation ou éruption, d'après le principe émis, la réparation sera supportée par l'ensemble des habitants. C'est là un simple fait naturel qui semble ne laisser place en au-

cune façon, à une idée de fraternité qui inciterait à indemniser les victimes de la guerre.

L'Assemblée supprime ainsi un droit de créance en indemnité, mais elle y ajoute un correctif financier : les allocations ne seront accordées que d'après la situation de fortune des victimes et d'après celle du Trésor. Elle avoue sous une forme déguisée qu'il ne serait distribué que des secours.

La Convention, par le décret du 27 février 1793 a tiré du principe émis par l'Assemblée législative, les conséquences qui en découlaient logiquement, c'est-à-dire : 1° Droit de créance en indemnité. 2° Pour toutes les victimes. 3° Pour tous les dommages. Elle reconnaissait ainsi le droit à une réparation intégrale.

« La Convention, proclame l'article premier de ce décret, déclare au nom de la nation qu'elle indemniserà tous les citoyens des pertes qu'ils ont éprouvées ou qu'ils éprouveront par une invasion de l'ennemi sur le territoire ennemi ou par les démolitions ou coupes que la défense commune aura exigées de notre part, d'après les règles qui vont être établies ».

C'était reconnaître par là un droit de créance en indemnité et non pas seulement un secours. Aucune restriction n'était non plus apportée, subordonnant l'indemnité aux ressources du Trésor ou à la situation de fortune de la victime.

La Convention a fait même davantage ; elle a étendu ce principe aux victimes de la guerre civile qui n'étaient pas visées par la loi de 1793. Par le décret du 14 Ventôse, an II, elle « accorde 20 millions pour



secourir les citoyens auxquels les ennemis intérieurs ou extérieurs ont fait éprouver des pertes ».

Il fallut cependant abandonner bien vite ces idées dont la réalisation était très désirable, mais entraînait par contre des charges financières trop considérables. Le Directoire, par la loi du 19 Vendémiaire, an VI, « abroge toutes les lois contraires à la présente » et décide de faciliter « la distribution des secours aux citoyens qui ont perdu leurs récoltes ou leurs propriétés par la guerre, la grêle, les incendies, les inondations et les épizooties pendant l'an V et années antérieures » .

La guerre est rangée parmi les fléaux naturels et on n'accorde des indemnités qu'à titre de secours.

Ce n'est pas en effet le principe de 1793 qui a inspiré l'arrêté consulaire du 3 Brumaire an XII, décidant d'indemniser aux frais de l'Etat les citoyens qui auront souffert des bombardements tentés par les Anglais. Ce que nous venons de dire s'applique également au décret impérial du 5 Prairial an XII, (25 mai 1804) qui « accorde une indemnité aux habitants des départements envahis du Pas-de-Calais, de la Seine-Inférieure, de la Manche et des Côtes-du-Nord, qui ont éprouvé des pertes par les bombardements ou les incursions des Anglais ». Dans ce but, il fut mis « à la disposition du ministre de l'Intérieur sur le fonds de réserve de l'exercice de l'an XII une somme de 44.345 francs 10 centimes ». Comme le fait remarquer M. Jèze (1) ce chiffre seul, malgré les centimes, est la

---

(1) JÈZE, La Réparation intégrale des Dommages de Guerre, p. 64.

démonstration certaine que toutes les victimes ne furent pas intégralement indemnisées.

Les Chambres de la Restauration ont continué cette politique. Elles ont considéré la réparation des dommages de guerre comme l'accomplissement d'un devoir d'assistance. Après les invasions de 1814 et de 1815, la loi de finances du 28 avril 1816 n'a prévu que des secours.

En 1870, cette idée de la guerre fléau inévitable subsiste encore. Elle est en parfaite harmonie avec la conception qu'on se fait alors des rapports qui doivent exister entre les citoyens et l'Etat. La jurisprudence du Conseil d'Etat refuse de reconnaître le droit à une réparation intégrale. Elle lui oppose énergiquement les trois arguments suivants :

1° L'irresponsabilité de la souveraineté et de la puissance publique ;

2° La théorie des actes du Gouvernement ;

3° L'irresponsabilité à raison des cas fortuits ou de force majeure, la guerre étant rangée dans cette dernière catégorie.

Lorsque M. Claude saisit en 1871 l'Assemblée nationale d'une proposition de loi « ayant pour but de faire payer le plus promptement possible par la France toute entière les réquisitions et les dommages matériels de toute nature, que la guerre et l'invasion ont fait subir aux habitants et aux communes d'une partie du territoire français » (1), M. Thiers invoqua la jurisprudence du Conseil d'Etat et de

---

(1) *Moniteur*, supplément au numéro du 9 mars, p. 59.

la Cour de Cassation pour s'opposer au droit à une indemnité : « l'Etat n'indemnise jamais des hasards de la guerre, il n'indemnise que des dommages volontaires intentionnels, réfléchis, dont il est l'auteur ».

L'Assemblée Nationale se rendit à ces arguments et la loi du 18 juillet 1874 destinée à venir en aide aux populations ruinées par l'invasion allemande, est encore une application de la théorie du « secours pour dommages de guerre ».

### III. *La réparation des dommages matériels après la guerre de 1914-1918. Evolution qui s'est produite dans les idées.*

Après la guerre de 1914-1918, les conditions se trouvaient tout-à-fait différentes. Par suite de la puissance des moyens de destruction mis en œuvre et des dévastations systématiques commises par les Allemands, dans un but non seulement militaire, mais encore économique, les dégâts étaient considérables. Ils ne pouvaient, en aucune façon, être comparés à ceux de 1870. Des indemnités allouées à titre de secours auraient été insuffisantes et cela eût paru d'autant plus injuste qu'une évolution très nette avait eu lieu dans le droit public.

Un sentiment très équitable et très juste s'est développé dans les esprits : celui de la solidarité. Il n'est pas question de fraternité, mais de mise en commun des risques sociaux. Cette idée prend une place de plus en plus large dans la législation. On tend à substituer

« comme source de responsabilité la notion de risque à la notion de faute » (1).

L'exemple le plus frappant concerne la réforme qui s'est opérée en ce qui concerne les dégâts commis en cas d'émeutes. Avant 1914, les communes en étaient rendues responsables, car on estimait qu'il y avait eu négligence dans l'exercice de la police. Mais lorsque celle-ci ne dépendait pas de la Municipalité, il fallait écarter cette solution. La loi du 16 avril 1914 estimant que, dans tous les cas, il y avait lieu à réparation, a mis cette dernière à la charge de la collectivité en raison des risques sociaux. L'Etat et la commune partagent les frais des dommages dans une proportion qui varie suivant les circonstances.

Nous voyons de même la solidarité s'introduire dans les institutions de prévoyance : l'assurance contre la vieillesse est reconnue d'intérêt public.

Une transformation s'opère parallèlement dans le droit public. La doctrine proteste contre l'idée qu'il peut y avoir des actes de Gouvernement accomplis par des services publics ou que ceux-ci négligents, ont laissé faire. La jurisprudence admet cette façon de voir ; elle nie l'existence des actes du Gouvernement et consacre le principe de la responsabilité collective à raison de dommages occasionnés par des actes d'autorité publique. Elle est allée jusqu'à mettre en jeu la responsabilité de l'Etat dans le cas de force majeure (2).

---

(1) M. BERTHÉLEMY, *Traité élémentaire de droit administratif*.

(2) *Accident de la Courneuve*, arrêt du 28 mars 1919, REGNAULT DESROSIER.



## Section II.

### I. LOIS DU 26 DÉCEMBRE 1914 ET DU 17 AVRIL 1919

#### *Le droit à la réparation intégrale*

Le terme logique de cette évolution est le vote de la loi du 26 décembre 1914 qui pose de façon non équivoque dans son art. 12, le principe du droit à la réparation des dommages matériels résultant des faits de guerre. Les 300 millions accordés ne constituent qu'un premier crédit « destiné à parer aux besoins les plus urgents ». Cette disposition est suivant l'expression de M. Aymond, dans son rapport au Sénat, l'affirmation de la solidarité nationale qui réunit tous les Français à quelque région qu'ils appartiennent.

La loi du 17 avril 1919 est venue consacrer ensuite les principes généraux admis par celle du 26 décembre 1914 (1). Elle le déclare formellement dans ses articles 1 et 2.

« ARTICLE PREMIER. — La République proclame l'égalité et la solidarité de tous les Français devant les charges de la guerre. »

ART. 2. — Les dommages certains, matériels et directs, causés en France et en Algérie aux biens immobiliers et mobiliers par les faits de la guerre, ouvrent droit à la réparation intégrale constituée par l'art. 12 de la loi du 26 décembre 1914 sans préjudice

---

(1) Nous ne parlerons pas de la loi du 24 juin 1919 concernant les dommages aux personnes. Cette question ne présente pas d'intérêt pour la suite de cette étude.

du droit pour l'Etat français de réclamer les paiements à l'ennemi. »

La réparation prend donc pour fondement la double notion de solidarité et d'égalité des charges entre tous les Français. Les dommages occasionnés par une guerre quelles qu'en soient la nature ou l'origine, constituent une charge qui, en toute équité, doit être supportée par tous les membres de la Nation. Si quelqu'un d'entre eux est victime de dévastations particulières, il lui est dû une compensation sur la fortune collective.

Le législateur de 1874 disait : « L'Etat remplira son devoir dans les limites les plus larges » que permettront les capacités financières du pays ». Les lois des 26 décembre 1914 et 17 avril 1919 achèvent l'évolution et décident d'accorder une réparation intégrale, quitte à obtenir s'il est possible de justes indemnités de l'envahisseur. L'Etat se reconnaît le débiteur des sinistrés ; il doit effectuer le paiement des dommages quels que soient les abandons que l'exécution du traité de paix l'oblige à consentir.

Le législateur s'est donc montré très généreux en ce qui concerne les réparations. Le pays étant sorti vainqueur de la lutte, il était naturel que le « Boche paie ». Le Parlement aurait peut-être été plus réservé s'il avait pu prévoir les amputations que devait subir le Traité de Versailles.

## II. PRINCIPES GENERAUX D'APPLICATION DE LA LOI DU 17 AVRIL 1919

La loi du 17 avril 1919 a décidé que les réparations consisteraient dans l'équivalent de ce qui a été perdu, mais la seule représentation ne peut pas suffire. Les régions dévastées occupaient avant la guerre une place de **premier rang dans la production nationale** ; l'intérêt général exige qu'elles soient reconstituées. Il est non seulement juste, mais utile de fournir à cet effet à ceux qui sont disposés à remettre en état leurs usines ou leurs maisons les moyens de le faire s'ils justifient du **remploi des sommes allouées**.

Ces deux idées bien loin de se contredire se complètent parfaitement. L'Etat doit au minimum ce qui a été perdu. La législation lui a fait supporter les frais supplémentaires (1) nécessaires pour la reconstitution.

Nous étudierons successivement les trois points essentiels que la loi a précisés.

---

(1) On a dit souvent que le droit aux frais supplémentaires n'est que le « reflet » de l'obligation que l'Etat s'est imposée pour assurer le relèvement économique du pays. Il est juste qu'il subordonne cette obligation à certaines conditions et lui fixe des limites. On estime que c'est là un « droit social ».

M. BERTHÉLEMY pense que l'emploi de ces néologismes « droit reflet » et « droit social » est très contestable et a pour seul effet de déguiser les notions les plus simples. Il préfère dire tout simplement que « la loi accorde à tout sinistré le droit de réclamer la valeur qu'il a perdue parce que cela est juste et qu'elle lui permet, s'il s'engage à faire le remploi, de demander ce que celui-ci coûtera parce que c'est « utile ».

1° Les dommages qui donneront lieu à réparation.

2° La mesure dans laquelle les indemnités seront accordées.

3° Les moyens et les conditions dans lesquels le sinistré pourra être indemnisé. •

a) Dommages donnant lieu à réparation :

L'art. 2 a fixé que seuls ouvrent droit à la réparation « les dommages certains, matériels et directs causés en France et en Algérie aux biens immobiliers et mobiliers pour les faits de la guerre.

Il faut toutefois signaler les exceptions suivantes : les privations de jouissance, les dommages maritimes pour lesquels l'Etat a institué l'assurance obligatoire, les fonds de commerce qui doivent faire l'objet d'une loi spéciale (art. 65).

b) Mesure dans laquelle les indemnités sont accordées :

En ce qui concerne les indemnités, il est nécessaire de distinguer deux catégories de dommages : les uns, *mobiliers*, les autres *immobiliers*. Pour les premiers, le sinistré recevra la valeur calculée au 30 juin 1914. La loi a prévu cependant à l'art. 13 certaines exceptions visant :

1° Les matières premières et approvisionnements indispensables à une exploitation industrielle, dans la mesure de la quantité nécessaire à la remise en marche normale et à la fabrication pendant une période de trois mois ainsi que les produits en cours de fabrication et les objets servant à l'exercice d'une profession. »



2° Les animaux lorsqu'ils ne sont pas considérés comme immeubles par destination ainsi que les engrais, semences, récoltes et produits divers nécessaires à la remise en culture, à l'ensemencement des terres, et à la nourriture des animaux, aux exploitations agricoles jusqu'à la prochaine récolte.

3° L'outillage servant à l'exploitation des fonds de commerce ou à l'exercice de la profession ainsi que les produits et marchandises nécessaires à assurer la marche du commerce ou de l'industrie pendant une période de 3 mois.

4° Le mobilier de l'habitation, meubles meublants, literie, linge, effets personnels, les objets d'agrément dont la valeur pour chacun ne dépassait pas 3.000 francs lors de la déclaration de guerre ».

Pour tous ces dommages, la valeur de remplacement est payée sous réserve de justifier le remplacement des meubles détruits.

Dans le cas d'immeubles, il faut distinguer suivant que le sinistré est disposé ou non à effectuer le remploi. Dans la première hypothèse, l'art. 5 § 7 de la loi prescrit « de faire le remploi en immeubles ayant la même destination ou une destination immobilière industrielle, commerciale ou agricole dans la commune du dommage ou dans un rayon de 50 kilomètres, sans sortir de la zone dévastée ».

Le bien reconstruit doit donc avoir la même importance que celui qui a été détruit. Son utilité économique sera équivalente alors même qu'elle ne serait pas identique.

La loi du 18 juillet 1922 est même allée plus loin. Par son article 4 elle permet de considérer comme remploi « un achat d'immeubles lorsque celui-ci constitue l'un des éléments d'une reconstruction d'immeubles ou d'une reconstitution d'exploitation agricole industrielle ou commerciale ».

Lorsque le sinistré est décidé à procéder à la reconstitution de ses immeubles, il lui est accordé les indemnités suivantes :

1° La perte subie qui est la valeur au jour de la mobilisation de la construction détruite. Elle s'obtient en diminuant le prix de revient d'une certaine quantité correspondant à la vétusté (1).

2° Les frais supplémentaires qui représentent la différence entre les coûts de construction en 1914 et après la guerre.

3° A titre d'avances pour tout ce qui excède 10.000 francs, le montant des sommes qui ont été déduites comme dépréciation pour vétusté (1).

---

(1) Les paragraphes 4, 5 et 6 fixent ainsi qu'il suit la dépréciation pour vétusté :

§ 4. — Sous condition de remploi, la somme correspondant à la dépréciation résultant de la vétusté est allouée en toute propriété à l'attributaire jusqu'à concurrence d'une somme de 10.000 francs et pour le surplus, elle fait l'objet sur la demande de l'attributaire, d'avances remboursables par lui à l'Etat en 25 années, à partir de l'année qui suivra le dernier versement et productives d'un intérêt de 3 %.

§ 5. — Sous la même condition, la dépréciation pour vétusté ne pourra excéder 20 % du coût de la construction à la veille de la mobilisation en cas d'immeubles servant exclusivement à l'exploitation rurale.

§ 6. — Pour le remboursement de ces avances, l'Etat jouit d'un privilège qui est inscrit au premier rang des privilèges réglementés par l'art. 2103 du Code civil.

Si le sinistré n'effectue pas le emploi, il n'a droit qu'à la perte subie. Les frais supplémentaires sont versés à un fonds commun au profit des régions dévastées.

A titre d'exemple, prenons le cas d'un industriel qui possédait à la mobilisation une usine dont la construction lui avait coûté 800.000 francs. En 1914, elle ne valait plus, compte tenu de la dépréciation pour vétusté, que 700.000 francs. Pour la reconstruire après la guerre, il faut 3.500.000 francs environ. La perte subie sera donc de 700.000 francs, les frais supplémentaires de 2.700.00 francs. Pour avoir une usine neuve, l'industriel aura besoin encore de 100.000 francs. L'Etat lui accordera 10.000 francs en toute propriété et lui fera l'avance de 90.000 francs à 3 % avec remboursement en 25 années.

c) Moyens et conditions employés pour réaliser les réparations.

L'évaluation des dommages de guerre a donné lieu à l'institution de juridictions d'un caractère spécial ; les commissions cantonales et les tribunaux de dommages de guerre.

Les commissions cantonales sont organisées par des arrêtés préfectoraux. Elles sont en nombre variable dans les différents cantons des régions dévastées, (art. 20). Aux chefs-lieux des arrondissements intéressés, se trouvent les tribunaux de dommages de guerre, véritables juridictions chargées de statuer sur les ré-

clamations formulées par les intéressés contre les décisions cantonales. (1).

D'après la loi du 17 avril 1919 sur les réparations, ces tribunaux décidaient en dernier ressort. Leur jugement n'était susceptible que d'un recours en Cassation devant le Conseil d'Etat pour excès de pouvoir ou violation de la loi.

La loi du 31 mai 1921 a apporté des changements importants à cette organisation. Elle a inauguré des inspections pour les commissions cantonales, les tribunaux de dommages de guerre et les agents administratifs (1) existant auprès d'eux. Elle a de plus créé une commission supérieure des dommages de guerre, véritable section du Conseil d'Etat, susceptible de connaître en appel des décisions des tribunaux de dommages de guerre, aucun recours n'étant plus possible, après ce dernier appel.

La procédure à suivre pour l'évaluation des indemnités est très simple. La commission cantonale est saisie par voie de requête. Le sinistré est convoqué avec le représentant de l'Etat. Il peut se faire assister ou représenter par un parent, un avocat inscrit ou un officier ministériel. Dans le cas où l'accord n'a pas pu se faire entre les parties, la décision prise est notifiée au sinistré par lettre recommandée. L'appel est possible dans le mois par simple inscription sur un registre *ad hoc*.

Lorsque cette décision de la commission cantonale

---

(1) A Paris se trouve une commission cantonale et un Tribunal spécial pour l'évaluation des dommages non localisés.



est devenue définitive, le bénéficiaire reçoit des titres de créance pour chaque catégorie de sinistre. Il ne lui reste plus qu'à toucher les indemnités auxquelles il a droit et qui sont variables suivant qu'il y a ou non remploi.

Par quel procédé et dans quelles conditions s'effectue le paiement ? C'est cette question que nous allons étudier maintenant.



## CHAPITRE II

### *Organisme chargé du paiement des dommages de guerre*

#### LE CREDIT NATIONAL

#### *Nécessité d'une institution bancaire chargée du paiement des dommages de guerre.*

La loi du 17 avril 1919 prévoyait dans son art. 48 que « le paiement des indemnités, des intérêts et des avances sera effectué directement par l'Etat ou sous sa garantie. Au cas où l'Etat ferait appel au concours d'établissements financiers, les conventions passées seront soumises à la ratification des Chambres ».

Par quels moyens de Trésorerie le Gouvernement entendait-il assurer le paiement des indemnités ? Le Traité de paix met bien la totalité des réparations à la charge de l'Allemagne, mais il admet que les versements de cette dernière n'auront lieu qu'au fur et à mesure de ses disponibilités avec des échéances réparties sur un grand nombre d'années. Il ne fallait donc pas espérer obtenir de ce côté les capitaux qui étaient nécessaires pour procéder immédiatement à la reconstitution des régions dévastées. L'avenir montrera même dans quelle mesure les dépenses dites « recouvrables » méritent cette épithète.

Il importait cependant d'appliquer l'article 44 de la loi sur les réparations. Aux termes de celui-ci, l'Etat s'engage à verser aux sinistrés faisant emploi, dans le délai de deux mois à dater de la remise du titre constatant leurs droits, un premier acompte de 25 % sur la somme allouée pour la perte subie ; que celle-ci soit égale ou supérieure à 3.000 francs, l'acompte ne peut être inférieur à ce dernier chiffre, le surplus des indemnités est touché au fur et à mesure des justifications des dépenses du emploi.

Depuis le vote de la loi du 17 avril 1919 le Trésor effectuait lui-même les paiements et le ministre des Finances M. KLOTZ, avait à cet effet recours à la dette flottante, aux bons de la Défense Nationale et aux avances de la Banque de France. Ces mesures ne pouvaient être que transitoires. Il importait de séparer les opérations du Trésor et les dépenses entraînées par la loi sur les dommages de guerre. La création d'un organisme nouveau s'imposait manifestement.

L'idée de cette institution financière n'était d'ailleurs pas nouvelle. Dès l'année 1915, sur les indications de M. RIBOT, alors ministre des Finances, un Comité avait commencé l'étude d'un établissement chargé du paiement des dommages de guerre. Les travaux parlementaires en parlent déjà en 1916.

L'année suivante, une commission extra-parlementaire fut créée par le décret du 1<sup>er</sup> octobre 1917 (1).

---

(1) Cette commission fut réunie sous la présidence du Ministre des Finances, puis de M. RAOUL PÉRET, président de la commission du Budget.



Cette commission comprenait plusieurs membres du comité précédent. Elle fut chargée à son tour d'examiner les moyens de crédit qui devaient permettre de faciliter le relèvement des régions dévastées. Les conclusions auxquelles elle s'arrêta sont les suivantes :

« La réalisation des ressources nécessitées par le paiement des indemnités, intérêts ou avances sera opérée soit directement par l'Etat, soit par les institutions financières agissant pour son compte, sous son contrôle et sous sa garantie. Il pourra être fait appel notamment :

« a) Au Crédit Foncier de France pour les dommages immobiliers.

« b) A des institutions spéciales de crédit agricole pour les dommages agricoles.

« c) A une institution de crédit industriel et commercial pour les dommages industriels, commerciaux et autres.

« Les sinistrés conservant d'ailleurs la faculté sous certaines garanties de faire appel au Crédit privé pour l'utilisation de leurs titres de créances ».

En application de ces conclusions qui reconnaissaient la nécessité de créer un établissement nouveau, M. KLOTZ signa le 7 juillet 1919 avec M. Charles LAURENT, représentant la société que l'on voulait créer une convention arrêtant les dispositions générales concernant ce nouvel organisme. Celui-ci devait prendre comme dénomination : « *Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre* ».

Un projet de loi demandant d'approuver les clauses de cette convention fut élaboré et déposé à la Chambre des Députés le 16 juillet 1919.

## Section I

### *Analyse de la Convention telle qu'elle figurait dans le projet de loi du 16 juillet 1919*

#### I<sup>o</sup> Forme de l'établissement.

L'établissement à constituer tel qu'il résulte de la convention est une société anonyme placée sous le contrôle de l'Etat et ayant beaucoup de ressemblance avec le Crédit Foncier.

Son capital initial est fixé à 100 millions de francs libéré d'un quart. Il sera souscrit en faisant appel au concours de toutes les branches de l'activité nationale : grandes sociétés de crédit, banques locales, commerce et industrie, tant des régions libérées que de celles qui n'ont pas eu à souffrir de la guerre.

« Le Crédit National » a, en effet, un rôle exceptionnel à jouer qui ne ressemble en rien à celui d'une banque ordinaire. Pour le remplir, il importe d'obtenir la participation du plus grand nombre, mais il faut veiller cependant à ce qu'aucun élément n'obtienne une prépondérance qui serait de nature à changer son caractère.

Comme dans toute société anonyme les actionnaires nommeront les membres du Conseil d'Administration.

L'intervention législative se fera seulement sentir par la nomination du directeur général et des directeurs.

Ces nominations auront lieu sur la présentation du Conseil d'administration, par décret du président de la République contresigné par le ministre des Finances.

## II. Opérations de l'établissement.

Les articles 1 et 2 de la convention définissent très nettement l'objet de la société ainsi que les opérations qu'elle est destinée à effectuer.

« ARTICLE PREMIER. — Le Crédit National effectue dans les conditions prévues par la loi du 17 avril 1919, par les décrets et arrêtés pris pour l'application de cette loi et par la présente convention les opérations suivantes :

« 1° Verser aux ayant-droit pour le compte de l'Etat et dans la limite des ressources que le Crédit National aura réalisées tout ou partie des indemnités payables en espèces et qui lui seront allouées en toute propriété en vertu de la loi du 17 avril 1919 et effectuer le service des intérêts dus à propos de ces indemnités.

« 2° Consentir pour le compte de l'Etat et dans la même limite, tout ou partie des avances complémentaires d'une durée maxima de 25 ans prévues à l'art 5 de la dite loi ainsi que celles prévues à l'art. 44 (1).

---

(1) Les avances prévues par l'article 5 correspondent à des dépréciations pour vétusté. Celles dont parle l'art. 44 sont payées aux sinistrés en déduction de leurs indemnités de dommages de guerre.

« Art. 2. — Le Crédit National peut en outre, consentir jusqu'à concurrence d'une somme globale de 500 millions des avances d'une durée maxima de 10 ans et minima de 3 ans en vue de faciliter la création, le développement ou la remise en marche d'exploitations industrielles ou commerciales établies en France et appartenant à des Français. »

Les articles 1 et 2 de la convention attribuent au nouvel établissement un double rôle de payeur et de prêteur. En tant que payeur, la société doit assurer le paiement des différentes indemnités prévues par la loi du 17 avril 1919, c'est-à-dire la perte subie avec les frais supplémentaires s'il y a lieu. Les sommes versées à titre d'avances sur les titres de créances ou allouées comme dépréciation pour vétusté. Mais il est entendu que toutes les fois que le Crédit National aura à se substituer à l'Etat, il ne pourra en résulter aucun frais mis à la charge des sinistrés entraînant une diminution des indemnités qui leur sont dues. Le règlement des dommages de guerre se trouvera de la sorte assuré sans préjudice de l'action directe de l'Etat et de l'intervention d'autres institutions (1).

Par l'article 2, la convention charge la nouvelle société de la mission de faciliter par des avances à long terme d'une durée de 3 à 10 ans la remise en marche des exploitations industrielles et commerciales.

Le rôle de prêteur confié au Crédit National est destiné à compléter l'œuvre de stricte justice que l'art. 1 laisse inachevée. Grâce à des prêts à long terme les

---

(1) Voir supra, Conclusion de la Commission extra-parlementaire, p. 21.

industriels et les commerçants des régions dévastées ou non pourront se procurer les sommes nécessaires à la remise en marche de leur exploitation qui a pu avoir à souffrir des événements de guerre. L'art. 2 vise non seulement les sinistrés, mais encore tout Français qui a dû quitter ses occupations pendant la guerre et auquel manque le fonds de roulement indispensable pour remettre en marche son industrie ou son commerce. Toutefois, l'art. 54 des statuts réserve aux sinistrés 400 millions sur le total de 500 millions prévus.

Afin de justifier cette initiative, le ministre des Finances s'exprimait en ces termes au moment de l'ouverture de la Commission extra-parlementaire :

« C'est dans des organisations de crédit appropriées que les habitants de nos départements atteints par l'invasion trouveront des moyens d'action supplémentaires soit que n'ayant pas été éprouvés matériellement dans leurs biens, ils ne puissent prétendre à un dédommagement, soit que les indemnités obtenues ne leur permettent pas une reconstitution conforme à leurs intentions.

« Les commerçants, les industriels, les artisans dont les exploitations auront été épargnées par l'ennemi ou auront pu être restaurées grâce aux indemnités reçues retrouveront leurs biens dans une situation qui n'aura pas été matériellement diminuée, mais comment pourraient-ils reprendre leur activité antérieure si le concours du crédit sans lequel il n'est point d'affaires possibles leur est refusé ?

« Comment les agriculteurs revenus sur leurs ter-



res les feront-ils valoir si le moyen ne leur est pas donné d'enfouir dans le sol des avances qui le rendront productif et d'attendre que la récolte prochaine vienne rémunérer leurs efforts ?

« Comment les uns et les autres pourront-ils distribuer les salaires qui leur procureront une main-d'œuvre nécessaire, mais hélas raréfiée ?

« Comment les propriétaires urbains quand ils auront perçu la valeur des maisons anciennes, ne répondant plus aux notions modernes d'habitation, édifieront-ils des immeubles nouveaux, bâtis conformément aux progrès de l'hygiène et du confort s'ils n'ont pas à leur disposition des facultés spéciales pour se procurer les ressources indispensables ? »

De même le Gouvernement désireux de soutenir cette idée de crédit à long terme qu'il souhaitait voir confier au Crédit national, donnait dans l'exposé des motifs de son projet de nombreux arguments destinés à vaincre une opposition possible.

« Cette dernière partie de sa tâche n'est pas moins importante que la première. Elle constitue, croyons-nous, un essai d'avenir. Elle fournit l'occasion de créer en France ce crédit industriel et commercial à long terme dont on a maintes fois proclamé la nécessité sans parvenir jusqu'ici à l'organiser pratiquement. Il convenait que l'expérience fût tentée au profit des entreprises victimes de la guerre, les 4/5 au moins de la somme de 500 millions devront leur être réservés. Mais nous avons confiance que le succès de cette expérience incitera à la développer et à l'étendre à l'ensemble du pays. Aux premiers capitaux réunis avec

résultats répondent à notre attente, l'effort pour lequel d'autres empruntés sous sa seule signature. Si les le concours de l'Etat, le Crédit national en joindra nos principales banques se seront associées en faveur du relèvement de nos départements envahis, aboutira par une création durable, à combler une lacune souvent déplorée de notre outillage bancaire » (1).

Pour bien marquer le caractère spécial du Crédit national comme Banque de dommages de guerre et éviter que les sociétés de crédit refusent de prêter leur concours à la fondation d'un organisme destiné peut-être à devenir un concurrent, il a été stipulé que le nouvel établissement ne pourrait recevoir aucun dépôt ni d'espèces, ni de titres, consentir aucune avance autre que celles visées dans la convention, escompter aucun effet de commerce ou autres, faire aucune négociation de titres, ni aucune opération de banque autre que celles nécessaires à la réalisation de son objet social.

III. Ressources de l'établissement. Garantie de l'Etat.

C'est par des appels au Crédit que la société se procurera les ressources nécessaires. Elle emploiera pour cela le procédé employé actuellement par les Compagnies de Chemins de fer. Le Crédit national empruntera en son nom propre, mais avec la garantie de l'Etat. On introduira sur le marché des titres jouissant

---

(1) Rapport de M. Laurent Eynac.

d'avantages analogues à ceux des fonds publics sans toutefois les concurrencer. On évitera de la sorte les recours aux emprunts d'Etat qui, par leur nombre, finissent par alourdir le marché des rentes

Le Crédit National émettra des titres sous la forme d'obligations à lots, genre Crédit Foncier et Ville de Paris qui jouissent d'une grande faveur auprès du public et en particulier de la petite épargne. Le placement à l'étranger sera facile, ce qui semble permettre d'envisager une amélioration possible du change. Si la société fait une émission d'obligations libellées en monnaie étrangère, le Trésor s'engage, d'après l'article 7 de la convention, à prendre à son compte les différents frais de change et autres ainsi que le paiement des impôts étrangers, s'il y a lieu.

Les charges des emprunts seront intégralement assumées par l'Etat qui les inscrira chaque année au budget et en remettra le montant à la Société. C'est donc plus qu'une garantie pure et simple.

Il n'a pas été fixé de maximum pour le montant des avances à long terme qui pourraient être consenties, mais la limitation résulte de ce fait que les engagements du Trésor ne devront pas dépasser 500 millions. Le Crédit national a toute liberté pour consentir des prêts d'un total supérieur ; il le fera, dans ce cas, avec ses ressources personnelles ou à l'aide d'obligations qu'il émettra sous sa propre signature. Cette perspective est à souhaiter car elle serait le résultat d'une évolution qui permettrait au nouvel établissement d'avoir une vie plus longue que celle que lui assure le paiement des indemnités de dommages de

guerre.

IV. Rapports de l'établissement avec l'Etat. Le partage des bénéfices.

L'Etat ayant pris à sa charge la garantie des obligations, il était juste qu'une certaine place lui soit faite dans la direction et la gestion du Crédit national.

Le seul souci de surveiller la stricte application de la loi du 17 avril 1919 dont les charges incombent à l'Etat aurait pu motiver son contrôle et son intervention.

Ceux-ci se manifestent de deux manières : par une action sur la direction et le fonctionnement de la société et par une participation aux bénéfices.

1°. Contrôle de l'Etat. — La direction des affaires de la société est exercée par un directeur général et deux directeurs ayant entrée au Conseil d'administration et nommés par décret rendu sur la proposition du ministre des Finances. La gestion et les services du Crédit national sont soumis aux vérifications de l'inspection générale des Finances. Les statuts et toutes modifications qui pourront y être apportées ne seront définitifs qu'après avoir été approuvés par un décret rendu en Conseil d'Etat. La convention passée avec l'Etat et fixant les conditions dans lesquelles seront effectuées les opérations de la société, sera soumise à l'approbation législative. Le règlement intérieur devra être approuvé par le ministre des Finances.

Ces dispositions n'ont rien de nouveau ; elles sont analogues à celles qui règlent l'organisation du Crédit Foncier.

2° Participation de l'Etat aux bénéfices. En raison du caractère spécial que présente le Crédit national, l'application de la loi sur les dommages de guerre étant une œuvre d'utilité publique, il a semblé que le nouvel établissement n'avait pas lieu d'être pour ceux qui avaient contribué à sa fondation, une source de bénéfices importants. La société a un capital-actions qui lui est propre, il doit être rémunéré. Mais le capital-obligations représente la partie la plus importante ; comme l'Etat en assume toutes les charges, il est juste qu'il participe aussi aux bénéfices.

a) Mesures destinées à couvrir les frais d'exploitation.

Les mesures indispensables permettant à la société de couvrir ses frais d'exploitation et de verser un dividende raisonnable à ses actionnaires ont été arrêtées par les art. 7, 8 et 12 de la convention.

L'art. 7 décide que les annuités à verser par l'Etat pour le service des obligations seront majorées de 0,25 % par an pendant les dix premières années et de 0,125 % les suivantes. L'art. 8 stipule toutefois que si cette majoration n'a pas permis de couvrir les dépenses d'exploitation pendant le semestre précédent, sur la demande du Crédit national, une augmentation proportionnelle à la partie non couverte pourra faire l'objet d'une révision semestrielle.

Par contre, dans le cas où la majoration de 0,25 % puis de 0,125 % excéderait avant ou après la révision le montant des dépenses d'exploitation d'une somme supérieure à 500.000 francs par semestre, 70 % du surplus feront retour à l'Etat (1).

Si un accord sur la révision n'intervenait pas, l'article 1 prévoit que la société aurait la faculté d'entrer



en liquidation, mais elle pourrait en vertu d'un nouvel arrangement, rester chargée de tout ou partie des fonctions qu'elle doit remplir d'après les conventions.

L'intérêt des avances à long terme dont parle l'article 2, devra, d'après l'article 12, comprendre une contribution de 1 % au maximum. La répartition de celle-ci sera la suivante :

0,50 % destiné à alimenter une réserve spéciale pour risque de contrats en cours.

0,50 % à la disposition du Conseil d'administration.

L'article 5 stipule que le taux des avances sera fixé par le Conseil d'administration sous la condition de n'être pas supérieur de 1 % au taux de revient en intérêts primes et lots des obligations en circulation au moment de la fixation de l'intérêt.

On pourrait craindre que le Conseil peu soucieux du préjudice qu'il causerait au Trésor consente des avances à un taux réduit. Aussi l'art. 12 est-il venu limiter cette liberté : il dispose que si, déduction faite de la contribution de 1 %, l'intérêt est inférieur de plus de 0,25 au taux de revient moyen des obligations cette nouvelle différence de 0,25 en plus de la première donnera lieu à une réduction de la contribution qui est laissée à la libre disposition du Conseil d'administration. Cette réduction est fixée à 0,10 par fraction de 0,25 pénalisée, la pénalité ne jouant que pour des fractions entières de 0,25.

---

(1) Pour appliquer ces dispositions, il convient de partager en deux les dépenses de l'exploitation : celles qui sont proportionnelles au montant des obligations gagées et celles qui ne le sont pas. Les premières seules sont couvertes par la majoration et il importe d'exclure de la révision les frais généraux correspondant aux opérations faites par la société au moyen des fonds empruntés sous sa seule responsabilité.

**b) Partage des bénéfices avec l'Etat.**

Le partage des bénéfices aura lieu d'après les dispositions prévues non par la convention, mais par les statuts (art. 64).

Les produits nets de la société sont constatés ou établis sous déduction de tous frais généraux ou de toutes charges sociales ainsi que de tous amortissements ou provisions jugés utiles par le Conseil d'administration.

Sur le bénéfice net ainsi déterminé, il est prélevé :

1° 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve prescrit par la loi. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fond de réserve atteint une somme égale au dixième du capital social ; il reprend son cours obligatoire lorsque le fonds de réserve descend au-dessous de ce dixième.

2° La somme nécessaire pour servir aux actionnaires à titre de premier dividende, 6 % des sommes dont les dites actions sont libérées et non amorties.

Après prélèvement de la somme nécessaire pour payer aux actions un dividende de 6 % et de toutes sommes que l'Assemblée générale sur la proposition du Conseil d'administration jugera utiles d'affecter à des fonds de réserve complémentaires ou de reporter à nouveau jusqu'à entier remboursement des 500 millions concernant les avances prévues à l'art. 2 de la convention, le solde divisé en deux portions proportionnellement aux capitaux provenant des obligations payées par une annuité inscrite au budget de l'Etat et à ses réserves autres que la réserve pour contrats aux réserves autres que celles pour contrats en cours,

en cours.

La première portion est répartie à raison de :

50 % à l'Etat.

50 % aux actionnaires.

La seconde est acquise en entier à ces derniers par suite des dispositions précédentes, le partage avec l'Etat doit s'opérer après le prélèvement : 1° de sommes destinées à la réserve légale ; 2° de celles qui correspondent à l'attribution des actionnaires d'un premier dividende de 6 % ; 3° de toutes sommes que l'Assemblée générale sur la proposition du Conseil d'administration jugerait utile d'affecter à la constitution de fonds de réserve supplémentaires ou de reporter à nouveau.

En ce qui concerne la division du solde du produit net en deux parties proportionnelles, d'une part aux capitaux provenant des obligations gagées par une annuité inscrite au budget de l'Etat, d'autre part au capital de la société, aux obligations non gagées et ce partage paraît très logique car il ne fait participer l'Etat qu'à la partie des bénéfices à la réalisation desquels il a contribué par sa garantie.

c) Fonds de réserve.

Le Crédit national doit consentir des avances à long terme, il importe qu'il ait « une réserve pour contrats en cours » assez importante pour parer à des surprises éventuelles. A cet effet, l'art. 15 de la convention prescrit d'y porter, jusqu'à ce qu'elle ait atteint 30 % du montant des prêts consentis : la part du Trésor dans les bénéfices et celle qui lui revient d'après l'art. 8 dans le produit des majorations sur les

annuités inscrites au budget pour le service des obligations. Toutefois, avant de verser à la réserve sa part de bénéfices, le Trésor récupérera les sommes qu'il aura versées en excédent de la majoration de 0,25 % prévues à l'art. 7.

Un fonds de réserve spécial est destiné à garantir les avances au moyen d'obligations gagées. La liquidation aura lieu par partage égal à l'époque où ces avances seront intégralement remboursées à l'Etat au plus tard au bout de 50 ans.

d) Relations du Crédit national avec le Trésor en ce qui concerne les fonds disponibles.

Ainsi qu'il est dit à l'art. 9 de la Convention, le Trésor aura la libre disposition des sommes disponibles provenant d'obligations garanties par l'Etat. Néanmoins, un fonds de roulement sera toujours maintenu égal à 10 millions de francs au minimum ; il sera augmenté d'un commun accord en proportion des besoins que la pratique fera apparaître.

En vertu des articles 10 et 11, le Crédit national reversera au Trésor les sommes que lui paieront : d'une part, ceux qui ont touché les avances consenties par l'application du paragraphe 2 de l'article 1 à titre soit d'intérêts, soit de remboursement de ces avances et d'autre part les bénéficiaires des prêts à long terme lors du remboursement du capital.

Toutefois le Trésor devra remettre à la disposition de la société, sur sa demande, les sommes correspondant à ces remboursements. Ceux-ci seront, à partir de la trentième année de la fondation de la société, définitivement acquis au Trésor à raison de 25 millions

**par an.**

e) Partage de l'actif en cas de liquidation de la société.

L'art. 67 des statuts donne les modalités suivant lesquelles aura lieu le paratage de l'actif de la société en cas de liquidation :

« Après le règlement de tous les engagements de la société et amortissement des pertes, de quelque nature qu'elles soient, il sera procédé au partage du fonds de réserve spécial pour contrats en cours à raison de :

« 50 % à l'Etat.

« 50 % à la disposition de l'Assemblée générale qui décidera de l'affectation à lui donner.

« Le surplus de l'actif net de la liquidation sera employé à amortir le capital des actions émises si cet amortissement n'a pas encore eu lieu.

« Le solde après prélèvement de l'allocation que l'Assemblée générale peut attribuer au liquidateur est divisé en deux parts proportionnelles au montant des deux catégories suivantes de capitaux engagés :

« 1° Sommes qui sont employées au moment de la dissolution et ont été procurées par les émissions d'obligations gagées par une annuité inscrite au budget de l'Etat.

« 2° Sommes représentant dans les mêmes conditions le capital, les réserves autres que la réserve spéciale et les ressources provenant d'obligations non gagées par une annuité inscrite au budget de l'Etat.

« La première part est répartie à raison de :

50 % à l'Etat.



50 % aux actionnaires.

La seconde est acquise tout entière à ces derniers ».

## SECTION II

### *Critique du projet par les Commissions du budget et des Finances*

Accord de la Chambre et du Sénat sur la nécessité de créer un nouvel organisme.

Le projet de loi du 16 juillet donna lieu à deux rapports faits l'un au nom de la Commission du budget par M. Laurent EYNAC, député, (1) l'autre par M. MILLIES-LACROIX, sénateur (2). Tous deux reconnaissent qu'il faut procéder d'urgence à la fondation du Crédit National.

« Les Etats généraux des pays dévastés, le Conseil général du Nord, les associations de sinistrés, les Chambres de Commerce se sont montrés favorables à la création du Crédit national et mettent beaucoup d'espoir dans son fonctionnement.

« Dans une récente lettre à M. le Président du Conseil, la Chambre de Commerce de Lille demandait l'adoption immédiate du projet et exprimait qu'elle en attend des résultats appréciables pour la restau-

---

(1) Séance du 17 septembre 1919.

(2) Séance du 3 octobre 1919.

ration du commerce et de l'industrie dans les pays dévastés (1) ».

Le Sénat a été forcé de reconnaître au cours des débats qu'il importait de mettre un terme au plus tôt aux avances de la Banque de France et aux ressources provenant de la dette flottante. La dernière semaine de septembre 1919, ces avances atteignaient 600 millions de francs donnant un total de 24.750 millions au 2 octobre. Il ne restait plus qu'une marge de 250 millions. Les bons de la Défense Nationale et les bons ordinaires en circulation se montaient respectivement à 40.020.553.000 francs et 2.093.136.000 francs. Il était dangereux de laisser grossir ces chiffres outre mesure. Pour toutes ces raisons, il y avait urgence ; la Chambre et le Sénat étaient parfaitement d'accord à ce sujet.

#### **I. Forme du Crédit national.**

Les fondateurs du Crédit national proposaient, d'accord avec le Gouvernement de porter à 99 ans la durée du pacte social. La Commission du budget trouvait le chiffre excessif. Assurément le délai de 50 années était court pour assurer l'amortissement des obligations, mais « il est souhaitable que le paiement des dommages de guerre soit fait avant ce terme et il serait décevant d'envisager d'ores et déjà qu'elles ne pourront l'être d'ici l'achèvement de ce délai. (1).

Certaines discussions eurent lieu au sujet de la manière dont on allait souscrire le capital. Les fonda-

---

(1) Rapport de M. Laurent EYNAC : Séance de la Chambre des Députés du 17 septembre 1919.

teurs du Crédit national et le Gouvernement estimaient qu'il n'était pas possible de laisser libre l'accès des actions au public. Il s'agissait en effet d'une émission de moyenne importance.

Si elle était rendue publique, les titres seraient cotés en Bourse. Les dividendes étant faibles les premières années, une baisse de cours s'ensuivrait inévitablement. Les obligations en ressentiraient les fâcheux effets ; il serait nécessaire d'élever le taux de l'intérêt et c'est l'Etat qui en supporterait les conséquences.

Tout en regrettant qu'une partie de la souscription ne fût pas laissée au public avec la faculté pour chacun d'obtenir un nombre limité d'actions, la commission du budget se rendit aux arguments qui lui étaient exposés et dont elle reconnaissait toute la valeur.

Pour établir entre les sinistrés et le Crédit national une certaine liaison et éviter que le nouvel organisme soit une administration fermée, un peu trop éloignée des réalités extérieures, M. Laurent EYNAC proposait la création d'un comité consultatif. Chaque département sinistré enverrait des délégués au nombre de 5 : un industriel et un commerçant désignés par les Chambres de commerce, deux membres des associations sinistrées qui ne seraient ni commerçant ni industriel, un représentant des syndicats ouvriers. Ces membres seraient réunis une fois par an un mois avant l'Assemblée générale du Crédit national par les soins de celui-ci. Ce comité tiendrait un cahier où seraient consignés les vœux des départements sinistrés et on en ferait la lecture au début de la réunion de l'Assemblée générale. Il ne fut donné aucune suite

à cette proposition.

## II. Opérations du Crédit national.

### 1<sup>o</sup> Article Premier de la convention.

L'article premier de la convention fut adopté sans difficulté, car il définissait le rôle essentiel du Crédit national, organisme chargé du paiement des dommages de guerre. Toutefois la Commission des Finances fit remarquer qu'il y avait contradiction entre l'exposé des motifs du projet et la convention. Le premier disait qu'aucun monopole ou privilège ne serait attribué au nouvel établissement, le Gouvernement se réservant de « faire appel au concours d'autres sociétés », ou groupements agissant chacun dans sa spécialité » (1).

M. KLOTZ confirma ce point de vue devant la Commission des Finances. Il déclara nettement qu'il n'hésiterait pas à poursuivre ses conversations notamment avec le Crédit Foncier pour les avances concernant les reconstitutions immobilières. Or, l'exposé des motifs mentionnait que la société emploierait les fonds qu'elle se procurerait à l'aide d'obligations garanties par l'Etat « à payer pour le compte de l'Etat et conformément aux instructions du ministre des Finances, aux commerçants et industriels sinistrés, les indemnités et les avances prévues par la loi du 17 avril 1919 ».

Voilà qui semblait nettement contraire aux termes mêmes de la convention qui ne paraissait faire aucune distinction entre les dommages immobiliers ou mobi-

---

(1) Rapport de M. Laurent EYNAC. Séance de la Chambre des Députés du 17 septembre 1919.

liers, qu'ils aient le caractère industriel, commercial ou domestique. C'est ce dernier point de vue qui l'emporta et qui fixa en définitive les attributions du Crédit national.

2° Art. 2 de la convention.

La Commission du budget avait pris nettement position en faveur de l'adoption de l'art. 2 destiné à accorder un crédit à long terme aux industriels et commerçants. Elle suivait en cela les idées du Gouvernement et les défendait énergiquement dans les termes suivants :

« On ne saurait qu'approuver la décision qui a été prise de faire de cette banque un organisme de crédit pour les exploitations industrielles ou commerciales. Ceux qui se sont intéressés aux moyennes et aux petites entreprises savent avec quelles difficultés elles trouvent du crédit à long terme. Le développement des grandes banques qui a contribué à baisser et à stabiliser le taux de l'escompte, à répandre les valeurs mobilières, à généraliser les règlements fiduciaires a malheureusement fait disparaître les banques locales qui prêtent leur appui au petit commerce et à la petite industrie. Sans doute dans les années qui ont précédé la guerre, des banques locales, ou plus exactement des unions de banques locales ont fait de gros efforts souvent couronnés de succès pour développer les industries régionales, mais l'activité de ces banques ne s'est exercée que dans leur région et au moment où dans nos pays libérés il va falloir une force prodigieuse pour remettre en marche et développer les petites industries et les petits commerces locaux, il



est permis de se demander si les banques de ces régions pourront apporter à ces exploitations le concours qui leur est nécessaire, car si la loi sur les dommages de guerre permet de reconstituer non seulement les biens détruits, mais encore les stocks de marchandises, elle n'accorde pas aux sinistrés les fonds de roulement qui leur sont nécessaires.

L'art. 56 des statuts fixe les conditions d'organisation du crédit à long terme par le Crédit National :

« Ces avances doivent être garanties par une hypothèque de premier rang ou par des titres agréés par le Conseil d'administration ou par l'engagement de caution solidaire d'un tiers et subsidiairement par un fonds de commerce ».

C'est vouloir établir par là le caractère réel et non personnel du crédit. On ne peut mieux appliquer le vieux dicton : « On ne prête qu'aux riches ». Aussi la Commission des Finances a-t-elle opposé à cela une organisation nouvelle :

« Il ne faut pas se borner à accorder un crédit réel qu'il est facile de trouver ailleurs. Il faut que celui-ci soit doublé d'un crédit personnel. Pour cela, dans chaque département sinistré, le Crédit national devra trouver un organisme qui le renseigne sur la solvabilité des commerçants et des industriels. On pourrait, dans cet ordre d'idées, créer un conseil de crédit départemental que serait composé comme le comité consultatif (1) que j'ai prévu ci-dessous et qui aurait pour mission de renseigner le Crédit national. Bien enten-

---

(1) Cf., page 5.

du, il s'agirait de simples avis, car le Conseil d'administration responsable de sa gestion vis-à-vis des actionnaires, ne saurait être engagé par un organisme qui n'aurait pas pour fonction de défendre les intérêts des actionnaires.

« Cependant, une force particulière devrait être accordée à l'avis du Conseil du Crédit départemental quand il aurait été pris à l'unanimité.

« Dans chaque département, ce conseil de crédit pourra être composé de cinq membres : un industriel, un commerçant, deux membres des associations de sinistrés, un représentant des syndicats ouvriers ».

Ces projets présentaient évidemment un certain caractère de hardiesse et il était à prévoir que l'on rencontrerait de sérieuses difficultés pour leur application.

La Commission des Finances se montra nettement hostile à cette initiative de crédit à long terme. Elle estima que l'ingérence de l'Etat dans cette question était très fâcheuse. A son avis, il était bien préférable de la laisser aux organisations financières privées et aux sociétés mutuelles qui revêtent, dans une certaine mesure, le caractère public. N'allait-on pas provoquer une certaine défiance de la part des grandes banques qui pourraient refuser de prêter leur concours à la fondation d'un établissement susceptible de devenir leur concurrent ?

Ces objections étaient dignes d'être prises en considération et il fut un moment question de supprimer l'article 32 de la convention. C'est seulement grâce à une intervention personnelle de M. KLOTZ que la

Commission des Finances le maintint, avec l'assurance toutefois que la réparation des dommages serait l'opération primordiale confiée à la nouvelle institution. M. Charles LAURENT, représentant le Crédit national, donna l'engagement écrit de cette manière de voir.

Paris, le 7 octobre 1919,

Monsieur le Ministre,

« Comme suite aux entretiens que vous avez bien voulu m'accorder et pour donner satisfaction aux observations de la Commission des Finances du Sénat, je prends au nom du Crédit national, l'engagement que vous lui demandez de se consacrer en premier lieu aux obligations résultant pour lui de l'art. 2 en tant qu'elles s'appliquent aux régions libérées et cela jusqu'à concurrence d'une somme de 400 millions, comme il avait été prévu.

« Quant aux autres avances autorisées par le même article jusqu'à concurrence de 100 millions, le Crédit national ne pourra les commencer qu'avec l'assentiment du ministre des Finances.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, les assurances de ma haute considération.

Charles LAURENT. »

L'examen des clauses relatives à la garantie de l'Etat ne donna lieu à aucune objection. Celles qui concernent le partage des bénéfices furent par contre vivement critiquées, comme nous allons le voir.

### III. Rapports du Crédit national avec l'Etat. La participation aux bénéfices.

#### 1° Partage des bénéfices avec l'Etat.

La Commission des Finances fit remarquer à juste titre que les modalités du partage des bénéfices sont fixés par les statuts. Or, ceux-ci se trouvent soumis à une approbation par décret en Conseil d'Etat qui est loin d'avoir la même force qu'une autorisation législative. C'est l'art. 64 qui fixe les conditions de la participation avec l'Etat : celle-ci n'aura lieu qu'après prélèvement d'une part, des sommes nécessaires à la constitution du fonds de réserve légal et à la distribution du dividende de 6 %, d'autre part de toutes celles de l'Assemblée générale sur la proposition du Conseil d'administration, jugera utiles d'affecter à la constitution de fonds de réserve supplémentaires ou de reporter à nouveau.

La Commission du Budget et celle des Finances étaient d'accord pour demander que les prélèvements supplémentaires ne puissent être effectués qu'avec l'autorisation du ministre des Finances, sinon ils auraient pour effet de retarder indéfiniment le jeu du partage des bénéfices.

Cette observation se justifie d'autant mieux que l'article 17 conserve au Crédit national la libre disposition de tous les bénéfices résultant des opérations qu'il ferait avec son capital ou avec celui qui proviendrait d'obligations émises sous sa seule responsabilité ainsi qu'avec ses réserves sauf celles pour contrats en cours. Il n'en fut malheureusement tenu aucun compte.

#### 2 Emploi des fonds du Crédit national.

L'emploi que la Société pourra faire de ses fonds est fixé par l'art. 9 des statuts :

« Le capital social dans la mesure où il ne sert pas à couvrir les frais de constitution, d'établissement ou d'exploitation de la société ou à effectuer les opérations prévues par les présents statuts devra être représenté par des espèces en caisse à la Banque de France ou au Trésor ou par des bons, obligations et rentes de l'Etat français ou par des titres admis en garantie des avances de la Banque de France ou par des reports pratiqués par le ministère d'un agent de change sur valeurs cotées au marché officiel.

La Commission du budget tout en approuvant pleinement les mesures favorisant le placement des fonds disponibles, en valeurs dites de « père de famille » parce qu'elles sont admises en garantie des avances de la Banque de France, estimait que malgré la tutelle nécessaire de l'Etat sur le Crédit national, celui-ci ne devait pas détourner ses capitaux des caisses qui en ont le plus besoin, c'est-à-dire les banques des régions dévastées. Cette proposition ne fut pas acceptée.

### SECTION III

*Vote de la loi approuvant la convention.*

*Constitution du Crédit National.*

La Chambre et le Sénat approuvèrent sans modifications, sinon sans discussion, la convention (1) conclue entre le ministre des Finances et les fondateurs du Crédit national. La loi fut alors promulguée



le 10 octobre 1919. Les statuts (2) de la nouvelle société déposés en l'étude de M<sup>e</sup> MOYNE, notaire à Paris, furent approuvés le 20 novembre par un décret pris en Conseil d'Etat et par l'Assemblée générale des actionnaires. Le Crédit national était constitué ; la composition du premier Conseil d'administration était la suivante :

### CONSEIL D'ADMINISTRATION

MM. MARTIN C. \* ancien Sous-Gouverneur du Crédit Foncier de France, Directeur Général. Président du Conseil ; SCHWEIGUTH, \* ancien Inspecteur des Finances, Directeur ; FRACHON O. \* Contrôleur Général honoraire de la Banque de France, Directeur.

### ADMINISTRATEURS

#### MM.

AVISSE, Administrateur-Délégué de la Cie de Fives-Lille  
AYNARD, Administrateur-Délégué à Lyon du Crédit Nat. de France.  
de BEAUCE, Secrétaire Général de la Cie de Saint-Gobain.  
BORDET, \*, Président de la Compagnie Algérienne.  
BOUDON, O \*, Président de la Banque Française pour le Commerce et l'Industrie.

#### MM.

HEURTEAU, C \*, Délégué général de la Cie des Chemins de fer de Paris à Orléans.  
LAEDERICH, \*, Régent de la Banque de France, Vice-Président du syndicat, cotonnier de l'Est.  
CH. LAURENT, GC \*, Premier Président honoraire de la Cour des Comptes, Président de l'Union des Industries Métallurgiques et Minières.

---

(1) Voir le texte en annexe.

(2) Voir le texte en annexe.

- |                                                                                                                 |                                                                                              |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------|
| BRIZON, O ✱, Ad.-Directeur général de la Banque des Pays du Nord.                                               | LEFEVRE, O ✱, Directeur général du Crédit Lyonnais.                                          |
| DARCY, C ✱, Président du Comité des Houillères de France.                                                       | LEHIDEUX, O ✱, Prés. de l'Union Syndicale des Banquiers.                                     |
| DESFORGES, O ✱, Président de la Société Nancéenne de Crédit Industriel et de Dépôts.                            | LORTHIOIS, ✱, Président de la Commission technique de la laine.                              |
| DUBAR, Président du Crédit du Nord.                                                                             | PEYTEL, C ✱, Président du Crédit Algérien.                                                   |
| GALLUT, Adm.-Délégué de la Société Centrale des Banques de Province.                                            | Georges PICOT O ✱, (Charles) Dir. de la Société Générale de Crédit Industriel et Commercial. |
| GUERNAUT, O ✱, Président de la Sté Gle pour favoriser le développement du Commerce et de l'Industrie en France. | Comte PILLET-WILL, Adm. de la Banque de Paris et des Pays-Bas.                               |
| HEINE, ✱, Régent de la Banque de France, Administrateur de la Banque de l'Union Parisienne.                     | PINOT O ✱, Vice-Président du Comité des Forges de France.                                    |
|                                                                                                                 | RAVAL, O ✱, Président de la Banque Nationale de Crédit.                                      |
|                                                                                                                 | SIMON, O ✱, Adm. du Comptoir National d'Escompte de Paris.                                   |

## CENSEURS

- |                                                                                       |                                                                         |
|---------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------|
| MM.                                                                                   | MACHART, ✱, Adm. Délégué de la Société du Louvre.                       |
| DESPAGNAT, C ✱, Président du Syndicat de garantie du Bâtiment et des Travaux Publics. | RENDU, O ✱, Secrétaire Général de la Cie des Agents de Change de Paris. |

Le Conseil d'Administration actuel comporte comme nouveaux administrateurs :

M. DUPUIS EDMOND, Vice-Président de la Compagnie Fraul gaise de Matériel de Chemins de fer ;

M. DELEBART, Président du Crédit du Nord, en remplacement de MM. AVISSE et DUBAR.



## CHAPITRE III

### *Le paiement par le Crédit national des indemnités pour dommages de guerre*

Les Instructions du 5 février (*Journal Officiel* du 23 février) du ministre des Finances (1) et du 12 février 1920 (*Journal Officiel* du 21 février) du ministre des Régions Libérées sont venues fixer le rôle du Crédit national dans le paiement des indemnités pour dommages de guerre. La première énumère à l'art. 1 les différentes opérations qui seront effectuées par le nouvel établissement pour le compte de l'Etat.

« Jusqu'à une date qui sera ultérieurement fixée, l'intervention du Crédit national sera limitée au règlement en capital et intérêts des titres de créances délivrés après fixation définitive des indemnités par les commissions cantonales d'évaluation ou les tribunaux de dommages de guerre ».

Différentes lois sont venues modifier successivement le mode de paiement des indemnités. Nous en parlerons au cours de l'étude des différents points particuliers intéressés.

---

(1) Les instructions du Crédit National en date du 5 février figurent en annexe.

## Section I

### *Le règlement des indemnités*

Ainsi que nous l'avons exposé précédemment (1), les dommages de guerre donnent lieu à une évaluation par la Commission cantonale, aussi pour bien comprendre le règlement des indemnités est-il nécessaire d'envisager trois périodes distinctes :

1° Avant la décision de la commission cantonale.

2° Entre la décision de la Commission et l'émission de titres de créances sur l'Etat.

3° Après l'émission des titres.

Première période.

Jusqu'au moment où la Commission cantonale a rendu sa décision, le sinistré a une créance dont le montant n'est pas encore fixé. Il peut obtenir de la Préfecture des avances qui, suivant leur nature, seront payées par les comptables du Trésor ou par le Crédit national. Ce dernier a dans ce cas un rôle qui se borne à effectuer le paiement sans aucun examen. L'opération se fait sans délai, le sinistré n'a donc aucune démarche à faire auprès de cet organisme.

b) Deuxième période.

Lorsque la Commission cantonale a rendu sa décision, le greffier en adresse un extrait au Préfet du département en vue de l'établissement des titres de

---

(1) Cf. page 27.



créances. Le dossier est ensuite transmis au Ministère des Régions Libérées qui requiert le Ministère des Finances (Direction de la Dette inscrite) de procéder à la confection des titres. Le Crédit national reste complètement étranger à toutes ces opérations

c) Troisième période.

Le Ministère des Finances (Direction de la Dette inscrite) établit les titres indiquant par catégories (1) A, B, C, .....M, la nature et le montant de la créance des attributaires vis-à-vis de l'Etat. Il les remet au Crédit national qui ouvre un compte au sinistré et le crédite par catégories de la valeur des créances, déduction faite des avances et acomptes payés avant l'établissement des titres. Au moment de leur remise, le Ministère des Finances adresse en même temps une notification des paiements déjà effectués.

Après l'ouverture des comptes, les titres sont transmis aux intéressés sous pli postal recommandé avec avis de réception. A partir de ce moment, le sinistré est en rapports directs avec le Crédit national.

Il importe toutefois de remarquer que le compte de dommages de guerre ne peut en aucune façon être assimilé à celui d'un dépôt en banque, où il est possible de puiser au fur et à mesure des besoins. Le règlement s'effectue dans certaines conditions qui ont été fixées par l'art. 44 de la loi du 17 avril 1919.

---

(1) Cf. Les instructions au Crédit national en date du 5 février 1920 qui figurent en annexe et donnent le détail de ces diverses catégories.

Nous allons étudier successivement de quelle façon, en application de cet article, le paiement peut avoir lieu en capital, en intérêt et les moyens que l'on emploie pour faire parvenir au sinistré les différentes indemnités qui lui sont dues. Il faut remarquer toutefois que « les paiements à faire par le Crédit national en capital et en intérêts doivent rester dans les limites de l'attribution mensuelle des fonds faite par le ministre des Finances et répartie entre les départements par les soins du ministre des Régions Libérées » (1).

## II. Principe du paiement en capital

Les paiements en capital ont tous été primitivement effectués en espèces. La loi du 28 février 1923 est venue apporter certaines restrictions à ce mode de règlement qui n'aura lieu que :

1° Pour les indemnités justifiées par la construction d'immeubles bâtis.

2° En matière immobilière autre que la reconstruction d'immeubles bâtis : la perte subie.

3° En matière mobilière sur la demande du sinistré la perte subie jusqu'à concurrence de 30.000 francs pour un même bénéficiaire.

Le chiffre est calculé en faisant masse de tous les paiements faits au titre de la perte subie sur les différents dommages.

---

(1) Instructions au Crédit national en date du 5 février 1920, art. 9.

4° En matière mobilière et immobilière autre que la reconstruction d'immeubles bâtis, sur la demande du sinistré, les frais supplémentaires dans les deux cas suivants :

a) Les titres de perte subie se montent à un total de moins de 10.000 francs. Le bénéficiaire pourra être payé en espèces des frais supplémentaires pour la différence.

b) Le sinistré a reçu déjà 50 % de ses frais supplémentaires en prestations allemandes.

Les paiements sur titres de non-emploi (série H et K) donnent également lieu à un règlement en espèces.

Toutes les indemnités autres que celles dont il est fait une mention spéciale seront payées en obligations décennales dans des conditions que nous fixons plus loin.

Supposant le sinistré en possession de ses titres de créance, nous allons indiquer quels moyens il a à sa disposition pour se faire payer. La marche à suivre varie suivant qu'il y a emploi (meubles reconstitution) ou non emploi (série H, K, L.)

1° Titres délivrés en vue du emploi :

Meubles reconstitution (titre jaune).

Immeubles emploi (titre bleu).

*Toute demande de paiement en capital sur ces titres doit être adressée au Préfet sur papier libre*

---

(1) Voir page 68 la modification apportée par la loi du 23 juillet 1921.

ou de préférence sur une formule imprimée que les Préfectures tiennent à la disposition des intéressés.

Le sinistré a droit sur simple demande et sans justification, à un acompte sur chaque titre égal à 25 % du montant de la perte subie, § A pour les meubles, § C pour les immeubles), déduction faite des avances antérieures. Ainsi que le stipule la loi du 17 avril 1919, l'acompte ne peut être inférieur à 3.000 francs si la perte subie atteint ou dépasse ce chiffre. La totalité lui est due si elle lui est inférieure. Cette somme est destinée à constituer un fonds de roulement.

Des demandes d'acompte sur le titre peuvent être demandées ultérieurement jusqu'à concurrence des dépenses de la reconstitution mobilière ou de remploi effectués. Il faut, dans ce cas, fournir des justifications de dépenses pour une somme équivalente.

Lorsque le reliquat de la créance sera réduit à une somme égale au premier acompte perçu, le sinistré devra produire, pour en toucher le solde, des pièces justificatives pour un montant égal au premier acompte augmenté de celui qui est demandé.

Si des frais de reconstitution ou de remploi ont été faits avant d'obtenir l'acompte initial, il est possible d'en solliciter un nouveau correspondant à ces dépenses. Il faudra fournir comme preuves, les factures, quittances ou mémoires acquittés.

Lorsque la demande de paiement porte sur le solde d'un titre, celui-ci doit être envoyé en même temps au Préfet.

A titre d'exemple, nous examinerons successivement le cas de deux sinistrés ayant une perte subie inférieure à 3.000 francs pour le premier, et supérieure à cette somme pour le second.

a) M. X. sinistré, s'est engagé à reconstituer son mobilier. Il est possesseur d'un titre « Meubles reconstitution » comportant une indemnité de 5.400 fr. répartie de la façon suivante :

§ A. Perte subie ..... 2.700 francs

§. Frais supplémentaires ..... 2.700 francs

En supposant qu'il ait déjà touché 1.500 francs d'avances, il peut obtenir sans justification, un premier acompte de 2.700 francs (montant de la perte subie inférieure à 3.000 francs) diminué de 1.500 francs d'avances soit 1.200 francs. Il obtiendra ultérieurement le paiement des frais supplémentaires en justifiant de  $2.700 + 2.700 = 5.400$  francs de dépenses.

M. Y. sinistré, désireux d'effectuer le emploi a reçu un titre « Meubles reconstitution » de 60.000 francs, lui accordant § A. perte subie : 30.000 francs et § E frais supplémentaires : 30 000 francs.

Il a touché 3.000 francs d'avances et a dépensé sur ses fonds personnels 45.000 francs pour la reconstitution de son mobilier.

En vertu de la loi du 17 avril 1919, il a droit à un premier acompte représentant 25 % de la perte subie, soit 7.500 francs diminué de 3.000 francs d'avances, c'est-à-dire 4.500 francs. Il peut en obtenir un second immédiatement s'il fournit des factures pour 45.000 francs de dépenses.



Pour obtenir le solde du titre, soit 7.500 francs, il lui faudra produire des justifications pour une somme de 12.000 francs représentant le reliquat et l'acompte initial.

Païement. — Après avoir instruit la demande, le Préfet invite le Crédit national à effectuer le paiement. Il y est procédé dans un délai qui ne dépasse pas trois semaines et qui ne peut en aucune façon être abrégé par des démarches quelconques, les réquisitions étant servies dans l'ordre où elles sont délivrées.

Dans le cas où le sinistré, avisé par le Préfet de la délivrance d'une réquisition, n'en recevait pas le paiement dans le laps de temps indiqué, il aurait toute latitude pour s'adresser au Crédit national en mentionnant la date de la réquisition, celle du bordereau d'envoi et son numéro. Le nécessaire est alors fait pour donner satisfaction à l'intéressé.

Modifications apportées par la loi du 23 juillet 1921 en ce qui concerne la conversion en rentes.

1° Indemnités pour meubles meublants.

En vertu de la loi du 23 juillet 1921, le titulaire de certificats de créance d'indemnités pour meubles meublants (loi du 17 avril 1919, art. 13, § 4, 4<sup>e</sup> alinéa) peut demander à être réglé par la délivrance d'un titre de rente sur l'Etat. Le capital représentera 85 % du montant de l'indemnité convertie, déduction faite des avances ou acomptes touchés précédemment. Ce mode de règlement est considéré comme un remploi et dispense le bénéficiaire de toute justification. Le

sinistré a la faculté de solliciter la conversion soit avant tout paiement sur les certificats de créance, soit après avoir reçu un ou plusieurs acomptes. Dans ce dernier cas, le calcul a lieu sur le solde. Les demandes accompagnées des pièces nécessaires doivent être adressées au préfet (1).

Les titres sont établis et délivrés par le Ministère des Finances (Direction de la Dette inscrite).

## 2° Titres délivrés en cas de non-emploi.

Les titres de la série H (prélèvements en espèces, amendes et contributions de guerre imposées par l'ennemi) ; K (pertes subies, biens meubles et non emploi) et L (pertes subies biers, meubles, n'ayant pas une utilité industrielle, non emploi) sont susceptibles de donner lieu à des paiements en capital. Les demandes doivent être adressées directement au Crédit National.

Titre H. — Ce titre est payable immédiatement en une seule fois en capital et intérêts. Il est nécessaire de le joindre à la demande.

Titres K et L. — Le règlement s'effectue sans l'intermédiaire des Préfectures. Le sinistré demande le paiement au Crédit national par une lettre ordi-

---

(1) Il est inutile d'envoyer le titre lui-même, il suffit de reproduire l'intitulé du compte c'est-à-dire le nom du département et le numéro inscrits sur le timbre rouge apposé par le Crédit national sur le certificat de créance.

naire (1) envoyée 15 jours avant l'échéance annuelle. Cette dernière est postérieure de 3 mois à la date, mois et quantième de la remise du titre. Le bénéficiaire est payé par annuités échues égales au 1/10<sup>e</sup> de la créance. Les intérêts payables annuellement en vertu de la loi du 30 avril 1921 sont soldés en même temps.

Titres I et J. — Non remploi immeubles. Les annuités de paiement relatives à ces titres sont exigibles 5 ans seulement après leur délivrance.

Conversion en rentes des certificats I et K  
(loi du 30 avril 1921)

Le décret du 13 août 1921 (*Officiel* du 17 août) rendu en exécution de l'art. 10 de la loi du 30 avril 1921 autorise le sinistré titulaire d'un certificat de créance de non remploi (série I et K) à solliciter l'échange contre un titre de rente inaliénable pendant 2 ou 5 ans suivant que l'indemnité est inférieure ou supérieure à 5.000 francs.

A cet effet, une demande accompagnée du certificat doit être adressée au ministre des Finances (Direction de la Dette inscrite). Cette administration se charge de délivrer le titre de rente.

---

(1) Les pièces à donner à l'appui de la demande sont :

1° Les certificats de créance meubles reconstitution ou série A et série E comprenant les indemnités à convertir ;

2° Les justifications d'emploi des avances ou acomptes précédemment reçus.

La partie non convertie de l'indemnité et les intérêts échus sont payés au sinistré par le Crédit national une fois que l'échange a été réalisé.

### III. *Principe du paiement des intérêts.*

Les seuls titres productifs d'intérêts sont les suivants : § A certificat « Meubles Reconstitution » § C « Immeubles Remploi » ainsi que § A « Perte subie Immeubles » et K « Perte subie meubles » relatifs au cas de « non-emploi ».

D'après l'art. 47 de la loi du 17 avril 1919, les intérêts au taux de 5 % partent du 11 novembre 1918, date de l'armistice.

Exceptionnellement, pour les dommages n'ayant donné lieu qu'à l'attribution de la perte subie à l'exclusion des frais supplémentaires, pour les marchandises, récoltes, produits et approvisionnements, les intérêts commencent à compter 6 mois après la date du dommage, et, dans le cas où celui-ci a été subi pendant l'occupation ennemie, 6 mois après le jour de l'invasion.

Depuis l'application de la loi du 17 avril 1919, le paiement des intérêts avait toujours été effectué en espèces. La loi du 28 février 1923 est venue apporter sur ce point des modifications importantes.

Aux termes de celle-ci les intérêts courus jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 1923 sur des titres de remploi ou réinvestissement ne pourront donner lieu à un paiement en numéraire que pour un montant de 1.000 francs au maximum par sinistré pour l'ensemble des titres de perte subie. Le surplus est payable en obligations de la Défense Nationale nominatives et inaliénables.

Ce même procédé de règlement est applicable aux intérêts courus à dater du 1<sup>er</sup> janvier 1923 dans le cas où l'ensemble des pertes subies inscrites au compte du sinistré dépasse 50.000 francs. Si au contraire ce total est inférieur à ce chiffre, le paiement a lieu en espèces.

Quel que soit le mode de règlement des intérêts, la liquidation se fera ainsi que nous l'exposons ci-après.

Le premier décompte arrêté à la date de l'émission du titre est établi par le Ministère des Régions libérées. Notification en est faite au Crédit national avec une note indiquant la date à laquelle ce décompte a été arrêté.

Les intérêts se paient ensuite annuellement (loi du 30 avril 1921) sur la demande qui doit être faite par l'intéressé. La date d'arrêt du premier décompte, notifié ainsi que nous venons de le dire, fixe le point de départ des années à courir.

A titre d'exemple, prenons le cas d'un sinistré qui a reçu comme certificat pour perte de meubles un titre établi le 31 mars 1920 comportant 5.000 francs de perte subie. Il recevra d'office un paiement ou crédit en compte concernant les intérêts de 5.000 francs du 11 novembre 1918 au 31 mars 1920. Une note jointe indiquera que c'est à cette dernière date que le décompte a été arrêté.

Les échéances seront fixées chaque année au 31 mars. Quelques jours avant cette date, le bénéficiaire adressera au Crédit national une demande en vue d'obtenir le paiement des intérêts échus sur les



sommes restant en compte. Les imprimés nécessaires sont à la disposition du public dans les mairies des communes des départements sinistrés (1).

#### IV. *Mode de paiement*

Ainsi que nous l'avons indiqué, la loi du 23 février a distingué deux modes de paiements d'indemnités, les uns en numéraire, les autres en obligations de la Défense nationale.

##### *a) Paiement en numéraire.*

Le Crédit national annonce au sinistré l'ouverture de son compte et lui demande en même temps d'indiquer sur un feuillet disposé à cet effet comment et où il veut être payé des sommes allouées en numéraire. Trois cas sont possibles.

Premier cas. — Le bénéficiaire a un compte-courant ouvert dans une banque, une trésorerie générale ou un bureau de chèques postaux. Le paiement peut alors être demandé par virement au crédit du compte qui doit être désigné d'une manière très précise notamment par son numéro s'il en comporte un. Ce mode de règlement est applicable aussi bien aux régions dévastées qu'au reste du territoire. Il est obligatoire pour les possesseurs d'un titre supérieur à 50.000 francs. Ces sinistrés doivent se faire ouvrir un compte s'ils n'en possèdent déjà un dans l'une des caisses de paiement que nous venons d'énumérer précédemment.

---

(1) Voir en annexe une copie de cet imprimé.

Le Crédit national porte au débit du sinistré le montant prévu et lui adresse ensuite un avis de virement. Cette façon d'opérer présente le maximum de garantie et de rapidité ; aussi est-elle vivement recommandée même lorsqu'elle n'est pas imposée.

Les titulaires de comptes-courants postaux qui ont sollicité le paiement par virement postal sont à même de retirer les fonds au fur et à mesure de leurs besoins, quel que soit le lieu de leur domicile, dans n'importe quel bureau de poste.

Deuxième cas. — Le bénéficiaire désire être payé par chèque ou ordre de paiement (1).

Le chèque peut être tiré soit sur une des banques dont la liste figure sur la circulaire accompagnant les titres (2) soit sur les trésoreries générales, soit à Paris sur la Caisse centrale du Trésor.

Dans la zone dévastée (3) il peut l'être en plus sur toutes les succursales ou agences des banques précédentes, sur les recettes des finances et les per-

---

(1) Un ordre de paiement est un chèque tiré sur une trésorerie générale et payable par les comptables du Trésor. Tout ce que nous venons de dire du chèque s'applique également à l'ordre de paiement.

(2) Voir en annexe une copie de cet imprimé.

(3) Cette zone comprend les départements suivants : Aisne, Ardennes, Nord, Pas-de-Calais, Somme, Oise, Marne, Meuse, Meurthe-et-Moselle, Haut-Rhin, Bas-Rhin, Moselle, le territoire de Belfort, les arrondissements de Meaux, Coulommiers, Provins, (S-et-M.), d'Epinal, St-Dié et Remiremont (Vosges), et les communes de Semoine, Mailly-le-Camp et Poivres (Aube).

ceptions (1). Dans les autres régions du territoire, le chèque doit être demandé uniquement sur le siège central des banques et les trésoreries générales. Il est encaissé dans les succursales ou dans les perceptions avec un léger retard provenant de l'envoi au visa pour les premières, à l'encaissement pour les secondes.

Troisième cas. — Les sinistrés ont encore la faculté de demander le paiement à leur domicile à leurs frais. Le Crédit national a alors recours au service des chèques postaux. Les frais inhérents à ce mode de règlement sont prélevés sur le montant des sommes à payer.

#### b) Paiement en obligations décennales.

La loi du 28 février 1923 a prescrit que le règlement de certaines catégories d'indemnités aurait lieu en obligations décennales.

Les obligations sont du type « Défense Nationale » créées par décret du 14 juin 1919. Elles rapportent un intérêt de 5 % et sont remboursables le 15 mai 1924.

Ces titres sont comptés pour leur valeur à l'époque du paiement. Le calcul est fait à l'aide d'un barème établi par le Ministère des Finances.

---

(1) Le règlement de ces ordres ne sera pas exigible avant l'expiration d'un délai comptant à partir de l'émission et qui sera de 48 heures pour les trésoreries générales et les recettes des Finances, de cinq jours pour les perceptions (art. 21 des instructions au Crédit National).

Comme le montant de ce qui est dû au sinistré ne représente pas en général un nombre exact d'obligations, la différence est réglée en numéraire par l'intermédiaire du comptable du Trésor (Trésorerie générale pour le chef-lieu du département, Receveur des Finances pour le chef-lieu d'arrondissement, percepteur pour les communes).

Dans cette hypothèse le sinistré reçoit un bon pour retrait d'obligations et un chèque pour paiement de solde. Ces pièces indiquent le délai à l'expiration duquel elles peuvent être présentées au comptable qui a à en effectuer le paiement.

V. — *Oppositions, Cessions, Transports, Délégations, Nantissements.*

Les articles 16 et 17 des Instructions au Crédit national ont fixé les conditions dans lesquelles doivent s'effectuer les oppositions au paiement, les cessions, transports, délégations et nantissements de titres.

Les oppositions au paiement qui sont formées entre les mains des comptables directs du Trésor, doivent faire immédiatement l'objet de la part de ces derniers d'une notification directement adressée au Crédit national, et transmise en même temps que le dossier de l'opposition avec toutes les indications utiles.

Les main-levées d'oppositions reçues par les comptables du Trésor sont communiquées au Crédit national dans les mêmes conditions.

En ce qui concerne les cessions, transports, délégations et nantissements de toutes les créances signi-

fiées à ces comptables, la notification est faite comme pour les oppositions directement faites au Crédit national.

#### VI. — *Perte des titres, modification de: libellés.*

Dans le cas où un sinistré a perdu un titre de créance, il en avise immédiatement le Ministère des Finances (Direction de la Dette inscrite) en faisant une déclaration de perte, souscrite par lui devant le maire de la commune de son domicile, en présence de deux témoins.

Le titre délivré en remplacement est transmis dans les mêmes conditions que celui qui a été perdu. Il est annoté par duplicata de tous les paiements faits antérieurement.

Dans le cas de décès du titulaire, de rectifications ou de modifications à apporter au libellé des titres, ceux-ci doivent être adressés directement au Crédit national par les intéressés.

### Section II

#### I. *L'organisation intérieure du Crédit national pour le paiement des dommages de guerre*

Le paiement des indemnités dues aux sinistrés s'effectue par le concours du service de dommages de guerre et des ordonnancements.

##### 1° Service des dommages de guerre.



Ce service comprend : 1° la section centrale 2° la section des comptes subdivisée elle-même en sous-sections correspondant chacune à un département sinistré (1).

3° le bureau du contentieux.

La section centrale se décompose en : section d'ouverture de comptes et fichier. Elle est chargée de recevoir les titres de créance remis par la Dette Inscrite et de les adresser au sinistré après avoir établi une fiche adressée à la section des comptes et contenant tous les renseignements nécessaires pour l'ouverture d'un compte. Ce procédé est tout à fait analogue à celui qu'emploient les banques pour les comptes-courants. La seule différence réside dans un détail d'application. Le Crédit national utilise, non pas un livre, mais des fiches de carton.

Dans le cas de dommages indivis, la fiche de compte doit porter la mention de la personne qui a la procuration des autres et à laquelle les indemnités doivent être payées. Elle doit également être mise au courant de tous les changements qui peuvent survenir tels que cessions ou délégations de dommages de guerre avec les jugements qui les ont autorisées.

Lorsqu'une réquisition concernant un sinistré est adressée au Crédit national par le Préfet, la section des comptes s'assure au préalable qu'il n'y a pas opposition en s'adressant au service qui en est spécialement chargé. Elle établit alors toutes les pièces

---

(1) L'énumération a été donnée précédemment. Cf. page 74 note (3).

comptables nécessaires pour effectuer le paiement et les transmet aux ordonnancements.

#### 2° Service des ordonnancements.

Ce service est chargé s'adresser aux sinistrés le montant des indemnités qui leur sont dues. Il emploie à cet effet le mode de paiement désiré par les bénéficiaires.

Toutefois, les réquisitions d'avances sont exécutées conformément aux instructions données par le Préfet.

#### 3° Rapports du Crédit national et du Préfet

Le Préfet du département du lieu du dommage notifie journellement au Crédit national le montant des cessions en nature consenties par l'Etat en paiement total ou partiel de sa dette vis-à-vis des attributaires.

Cette notification contient toutes précisions utiles pour permettre au service des dommages de guerre de porter le montant des cessions au débit des comptes ouverts dans ses écritures au nom des bénéficiaires.

Réciproquement, le Crédit national notifie journellement au Préfet intéressé toutes les indications utiles, les paiements en principal ordonnés au profit des attributaires.

#### 4° Services des titres.

Ce service comprend une section de correspondance et le service proprement dit chargé de la conservation des titres et de leur contentieux.

Ces derniers travaux sont très importants : ils comportent en effet les transferts des titres du porteur au nominatif et inversement, ainsi que l'échange des titres provisoires contre des définitifs.

Le paiement des coupons et l'échange des titres réclament un soin tout particulier ; aussi une section de T. P. G. (Trésoriers Payeurs Généraux) est-elle chargée spécialement de régler à ce sujet les rapports Crédit national avec les trésoriers généraux.

#### 5° Contrôle central.

C'est à ce service qu'est confiée la mission délicate de vérifier toute la comptabilité concernant le paiement des coupons, le remboursement des titres et le règlement des indemnités de dommages de guerre.

#### 6° Personnel.

Le personnel, très nombreux du Crédit national assure dans les moindres détails toutes les opérations concernant l'application de la loi de 1919. Le fait est dû en majeure partie à un système de primes de rendement qui donne les meilleurs résultats en même temps qu'il assure des avantages matériels aux employés les plus laborieux.

### II. Résultats généraux concernant le paiement des indemnités de dommages de guerre.

Le Crédit national a effectué sans interruption le paiement des indemnités de dommages de guerre.

Un grand effort fut fait en 1921 pour l'évaluation des dommages et eut pour résultat

l'émission de 1.557.373 titres de créance ; il a été poursuivi au cours de l'année 1922 pendant laquelle 1.450.948 titres nouveaux ont été émis.

Depuis la fin de 1922, un grand nombre de commissions cantonales ont été dissoutes, aussi remarque-t-on en 1923, une forte décroissance du nombre de ces titres ainsi que le montre le tableau récapitulatif : ci-dessous :

|                                    | Nombre<br>de<br>titres émis. | Nombre<br>de<br>comptes ouverts |
|------------------------------------|------------------------------|---------------------------------|
| 1 <sup>er</sup> Semestre 1921..... | 878.860                      | 281.689                         |
| 2 <sup>me</sup> » 1921.....        | 678.513                      | 321.063                         |
| 1 <sup>er</sup> » 1922.....        | 717.059                      | 298.237                         |
| 2 <sup>me</sup> » 1922.....        | 733.839                      | 228.474                         |
| 4 premiers mois de 1923....        | 288.149                      | 86.904                          |

Au point de vue des paiements, les résultats obtenus sont les suivants :

Au 31 décembre 1920, le Crédit national avait disposé d'une somme globale de 2 milliards 658 millions pour les dommages.

Au 31 décembre 1921, le total des paiements effectués était de 2.689.379 pour un montant de 9 milliards 805 millions.

Au 31 décembre 1922, les chiffres précédents étaient portés respectivement à 5.487.411 et 17 milliards 614 millions représentant pour la seule année 1922 2.798.032 paiements pour une somme de 7 milliards 809 millions.

Le 30 avril 1923, on totalisait 6.011.910 paiements pour un montant de 19 milliards 591 millions.

Le nombre des comptes ouverts était de 2.451 au 31 mars 1920 ; il passa à 254.000 le 1<sup>er</sup> avril 1921. Au cours de l'année 1923, la progression a été de 764.637 à 1.291.348. Le 30 avril 1923, le chiffre était de 1.378.252. On a constaté de ce fait une diminution sensible des moyennes mensuelles de paiements et avances qui tombent de 38.000 en 1921 à 20.500 en 1922, alors que pour les titres définitifs l'augmentation a été de 130.000 en 1921 à 212.000 en 1922.

Etant donné que le nombre total des comptes à ouvrir est de 1.500.000, on peut apprécier les progrès considérables qui ont été accomplis depuis deux ans, pour atteindre très probablement en 1923 le terme des opérations d'évaluation.

Le Crédit national, prévoyant pour cette année des paiements beaucoup plus nombreux et nécessitant des opérations complexes, une organisation nouvelle a été établie. Un emploi très large de machines comptable et une organisation minutieuse du travail ont permis de porter le nombre des paiements journaliers en obligations de la Défense nationale au chiffre de 2.000.

L'exécution des lois des 30 avril et 23 juillet 1921 avait donné lieu à la date du 30 avril 1923, à 50.642 demandes de conversion sur certificats de créance de non-emploi et à 43.214 demandes sur certificats de emploi mobilier, alors que les résultats avaient été respectivement de 11.300 et 8.000 le 1<sup>er</sup> avril 1922.



Des titres d'annuités de dommages de guerre prévus par la loi de finances du 31 juillet 1920 (1) ont été remis aux bénéficiaires. Ils se rapportaient au 31 mars 1923 à 719 conventions pour un capital de 6 milliards 727 millions.

---

(1) Cf. voir page      les détails concernant les annuités de dommages de guerre.



## DEUXIEME PARTIE

### CHAPITRE I

#### *LE CREDIT A LONG TERME A L'ETRANGER*

Avant d'aborder l'étude du service des prêts du Crédit national, il est utile d'exposer auparavant les différentes expériences de crédit à long terme tentées à l'étranger. C'est en effet en Allemagne et en Autriche tout particulièrement que la question a été examinée avec le plus de soin avant d'être en France l'objet des préoccupations parlementaires.

##### *I. Quelques avis de financiers allemands sur le prêt à long terme.*

M. Félix HECHT est un de ceux qui ont indiqué pour le problème du crédit à longs termes des données et une solution d'une grande ampleur et d'une rare puissance de vue.

Diverses observations ont été formulées par M. J. RIESSER, ancien directeur de la Banque de Darmstadt, M. LOEWY, banquier local et M. Ernest SONTAG, spécialiste en matière de crédit hypothécaire. Les rédacteurs économique et financier de la *Gazette de Francfort* ainsi que le professeur Charles DIEHL de l'Université de Fribourg en Brisgau ont également

apporté différentes critiques que nous signalerons en discutant les idées de M. HECHT.

L'Allemagne qui avait eu à subir une crise très grave en 1905 fut amenée à constater le danger que présentait l'immobilisation des capitaux. Elle désirait « assainir » la situation par une méthode nouvelle qui puisse mieux s'adapter aux besoins de l'industrie. En France, au contraire, les industriels éprouvaient de grandes difficultés à se procurer les capitaux nécessaires à cause de la prudence parfois excessive des banquiers. Malgré tout, le problème a dans les deux pays beaucoup de points de ressemblance.

L'un d'eux consiste dans ce fait que les grandes entreprises ont seules à leur disposition le crédit industriel en ayant recours à l'émission d'obligations. Les petites éprouvent, par contre, beaucoup de mal à obtenir des sociétés de crédit qu'elles se chargent du placement des titres à leurs guichets. Elles n'inspirent pas confiance aux banques qui sont souvent dans de très mauvaises conditions pour porter un jugement sur la valeur de leur affaire. De plus en général leur capital n'est pas assez important pour justifier une émission et profiter de « l'admission à la Cote » ; elles ne peuvent donc avoir recours qu'au crédit à court terme.

Les industriels doivent bien se garder de compter sur les renouvellements pour transformer ce crédit en un autre à longue échéance car à la première crise, ils se trouveraient soit handicapés par un taux très élevé d'intérêt exigé par les banques, soit même « étranglés ».

Suivant M. HECHT, le seul moyen de remédier à cette situation serait de fonder une institution très analogue au Crédit Foncier français et aux sociétés similaires du monde qui consentent des prêts à long terme en se procurant les fonds nécessaires par l'émission d'obligations garanties par leur capital social et par l'ensemble des engagements particuliers de leur clientèle.

Au lieu de confondre comme on l'a fait jusqu'à présent le crédit industriel et le crédit commercial et de chercher à les adapter l'un et l'autre, suivant les circonstances, le nouvel organisme se consacrerait uniquement à la première catégorie de crédit. Il serait fait appel au concours d'hommes vraiment compétents, susceptibles de juger les affaires qui leur seraient soumises.

Après s'être ainsi renseigné sur la valeur d'une entreprise, l'établissement émettrait des obligations dont il effectuerait le placement. Celui-ci serait relativement facile en raison des garanties nombreuses offertes aux souscripteurs. Ces derniers auraient d'une part, le capital de la nouvelle banque, ils sauraient, d'autre part, que les fonds ne sont prêtés qu'après une étude approfondie faite par des techniciens hors de pair. Les risques, répartis sur les différentes branches d'industrie, seraient diminuées. Enfin l'organisation empêchant les dettes de durer trop longtemps, exigerait un amortissement dans un délai assez court.

M. HECHT pense que les banques locales n'auraient rien à craindre du nouvel établissement, bien au con-



traire, car elles pourraient lui servir d'intermédiaires et même de correspondants. Les grandes banques leur laisseraient volontiers les opérations qu'elles ne voudraient pas faire ou qu'elles ne feraient qu'à regret.

Ce programme est assurément très séduisant. Il a pour principal mérite d'avoir bien mis en évidence la nécessité de se procurer des capitaux à long terme pour consentir sans trop de risques un crédit de longue durée à la moyenne industrie.

Suivant M. HECHT, ce système ne comporterait pas plus de risques que celui qui est pratiqué pour les avances à court terme. C'est une affirmation que M. J. RIESSER critique violemment. Dans son livre sur « Les grandes banques allemandes », il a montré que c'était une erreur et l'accord est maintenant complet sur ce point.

Le professeur DIEHL estime que la comparaison que l'on a essayé de faire entre le crédit industriel et le Crédit Foncier est très dangereuse, car elle semblerait permettre de porter un jugement optimiste sur une question très délicate et assez différente.

Le Crédit Foncier consent en effet des prêts sur la garantie de propriétés ayant une valeur relativement certaine en raison des recettes assez régulières ou des loyers payés périodiquement. Le Crédit Industriel, au contraire, prend en gage des entreprises dont l'importance peut diminuer dans des proportions considérables en période de crise. Le Crédit Foncier a donc la faculté de poser des principes gé-

néraux ce qui est impossible pour la nouvelle institution. Cette dernière éprouverait de grandes difficultés pour savoir ce qu'elle doit faire dans un cas particulier. Ainsi que le reconnaît la *Gazette de Francfort*, la grande diversité des affaires est un danger.

Le point faible du système est sans conteste l'incertitude de la garantie fournie par l'industriel. Une usine n'a réellement de la valeur que si elle est adaptée à une production déterminée. En cas de liquidation, les murs ne peuvent être estimés que comme matériaux, les machines comme vieux fers.

A ce sujet, M. SONTAG s'est efforcé de démontrer que l'industrie allemande pourrait obtenir du crédit hypothécaire beaucoup plus qu'elle n'en a actuellement. Ce reproche est injustifié à l'égard du Crédit Foncier de France qui consent des prêts sur les immeubles industriels dans la mesure où le terrain a une valeur intrinsèque.

Les garanties personnelles ne paraissent pas de nature à pouvoir jouer un rôle dans le crédit à long terme. Un administrateur ou un parent d'un entrepreneur n'hésiterait pas à donner sa caution pour un prêt à court terme. Dans le cas d'une échéance éloignée, il préférera être commanditaire.

Suivant M. RIESSER, le nouvel organisme serait dans une situation délicate, car il ne pourrait que difficilement se rendre compte des changements qui se produiraient dans la situation économique et

financière des industries auxquelles il aurait accordé son appui.

Cet inconvénient n'a pas lieu pour une banque centrale ayant de nombreuses succursales et des correspondants qui peuvent lui fournir tous les renseignements dont elle a besoin. Il ne faut pas compter, en effet, sur les relations qui pourraient se nouer avec les banques locales, au contraire, les intérêts étant nettement opposés, une rivalité serait inévitable. MM. DIEHL et RIESSER font en effet remarquer qu'on leur enlèverait les meilleures affaires pour leur laisser les autres. Cette dernière opinion est diamétralement à celle de M. HECHT.

Répondant à l'objection précédente, M. SONTAC dit qu'il faut considérer avant tout l'industrie et non la banque locale. Toutefois, le cautionnement de cette dernière joint à celui de la banque centrale formerait un double intermédiaire qui rendrait le crédit trop onéreux pour permettre de trouver une solution au conflit des intérêts.

M. HECHT croit que le placement des obligations serait facile. Cette question a été discutée. La *Gazette de Francfort* pense que les risques qu'on passerait au public seraient ceux que les banques ne voudraient pas, ils ne seraient donc pas négligeables et les titres pourraient paraître d'une sécurité douteuse au souscripteur.

Le capital social d'une entreprise constituée peut-être une garantie, mais c'est également un risque comme le fait remarquer M. RIESSER car il faut le rémunérer. En temps de prospérité, une industrie n'hé-

siterait pas à abuser du crédit, mais en période de crise, il y aurait des surprises désagréables.

Les spécialistes qui jouent auprès des banques le rôle d'Ingénieur-Conseil ne sont pas infailibles ; ils peuvent commettre des erreurs grosses de conséquences. Les risques dispersés sur un très grand nombre d'industries sont diminués certes, et ils empêchent bien de perdre la totalité des fonds prêtés, mais non pas une partie qui peut être importante.

Enfin les amortissements rapides ne sont possibles que dans de rares industries, et le désir d'obtenir des profits élevés pour arriver à tenir ses engagements pousse plus souvent à la témérité qu'à la sagesse.

Ces discussions que nous venons d'exposer en détail sont intéressantes parce qu'elles montrent bien toute l'importance des difficultés que rencontre l'organisation du crédit à long terme.

## II. *Le crédit à long terme dans l'ancienne Autriche*

L'Autriche a traversé une grave crise en 1873. C'est vers cette époque que les banques, après s'être remises du coup qui leur avait été porté, se sont tournées vers le commerce et l'industrie du pays, et particulièrement vers cette dernière. Elles ne changeaient en rien leur ancien programme car le *Créditanstalt* qui était le principal établissement financier, avait été fondé sous l'influence des frères PEREIRE.

Les dépôts en banque prirent peu à peu de l'importance et pour utiliser ces capitaux, il s'agissait de concilier deux choses qui semblaient incompatibles :

d'une part la nécessité de transformer ces fonds en titres ou engagements facilement réalisables, d'autre part la faculté de prêter à l'industrie des capitaux susceptibles de pouvoir être immobilisés pendant de longues années. En Autriche et en Allemagne on a pensé qu'il était possible de résoudre ce problème. Une partie des dépôts a été couverte, en apparence tout au moins, d'une façon correspondant aux engagements pris. La solution a été cependant incomplète et les crises sont venues le confirmer.

Les banques autrichiennes font en général des crédits en compte courant, c'est-à-dire à court terme et remboursables après un bref préavis, théorique il est vrai, car pratiquement, elles ne veulent pas « étrangler » le client. En période de crise toutefois, cette méthode présente des inconvénients, l'augmentation du taux de l'intérêt devenant alors une charge considérable qui survient au moment le plus grave. La banque a peur pour ses capitaux, elle se fait de plus en plus pressante et en même temps fort exigeante.

Pour faire passer à d'autres personnes les risques provenant d'entreprises industrielles, l'Autriche emploie en général les émissions d'actions. Ce procédé augmente le nombre des propriétaires des entreprises et par suite de ceux qui viennent participer aux bénéfices. L'emploi d'obligations est, par contre, très rare. C'est très regrettable car il est possible d'avoir ainsi des charges financières moins élevées puisque l'intérêt est réduit. Les capitalistes préfè-



rent courir plus de risques et recevoir des dividendes rémunérateurs.

Etant donné cette situation, comment allait-on résoudre le problème du crédit à long terme ? La solution proposée fut la suivante : émettre des obligations reposant sur des garanties spéciales et réelles fournies par l'entreprise qui emprunte et reposant aussi sur la solvabilité de l'établissement financier qui sert d'intermédiaire avec l'épargne.

On avait pensé que pour réaliser ce programme, il serait nécessaire de créer de nouveaux organes. Des financiers constatant le succès du système des obligations cédulaires auprès des capitalistes à cause de la confiance qu'inspiraient les sociétés de crédit foncier, eurent l'idée d'imiter cet exemple, et de procéder à des émissions semblables. Ils pourraient ainsi consentir des prêts à long terme à l'industrie, en ayant soin toutefois de prendre des gages.

D'après un article de M. LOPUSZANSKI dans la *Volkswirtschaftliche Wochenschrift*, une banque de Bohême eut recours à ce procédé ; elle fit même de ce genre d'opérations une branche spéciale d'activité ; les résultats obtenus furent médiocres parce qu'il n'y avait aucun contact direct avec le marché de Vienne. D'autres groupes financiers essayèrent de s'inspirer de ce même programme, mais il n'y a aucune preuve que leurs tentatives aient abouti.

C'est dans une direction différente que les principaux efforts ont été tentés. La loi du 27 décembre 1905 (Reichsgesetzblatt, 28 décembre 1905) a permis.

d'émettre des « obligations de banque avec garanties spéciales » ( fundierte Bankschulverschreibungen) en appliquant au crédit industriel les dispositions de la loi du 4 avril 1874 sur « la conservation des droits des détenteurs d'obligations hypothécaires » (Reichsgesetzblatt du 8 mai 1874).

Les banques sont autorisées à joindre à leur activité ordinaire, l'émission d'obligations industrielles. Ce sont surtout les « obligations communales, de chemins de fer, d'amélioration, de crédit industriel » qui sont visées. La constitution de gages réels est imposée comme garantie (art. 1<sup>er</sup>, § 1). Les obligataires ont un privilège sur les gages (art 2) à la condition que la mention en soit inscrite sur un « livre public » (art. 3). Si une même banque émet plusieurs catégories différentes d'obligations avec garanties spéciales, elle doit le mentionner très nettement (art. 1, §2).

Si un établissement financier a accordé des crédits à long terme à une industrie en prenant comme gage une hypothèque et si elle désire transférer les risques à d'autres, elle peut, si elle a obtenu une autorisation du gouvernement, émettre des obligations dont le remboursement sera garanti non seulement par l'ensemble de son capital social, mais par une ou plusieurs garanties réelles et spéciales qui constituent un privilège en faveur des obligataires.

La législation nouvelle a eu pour effet principal de faciliter les prêts aux circonscriptions administratives, aux établissements publics et aux chemins de fer. Elle a également permis à des banques en

relations étroites avec l'industrie de consentir des prêts à long terme en se servant d'emprunts à longue échéance.

Les banques qui furent longtemps les seules à avoir cette concession sont les suivantes : le Crédit Foncier autrichien, la Wiener Bankverein et la Zivnostenska Banka de Prague. Nous allons étudier tout particulièrement le fonctionnement de cette dernière.

### III. *La Zivnostenska Banka de Prague*

#### I. Conditions générales des prêts à long terme

Les statuts de la Zivnostenska Banka nous renseignent d'une façon très nette sur la manière dont s'effectuent les prêts à long terme consentis avec les capitaux provenant des obligations.

La seule garantie admise est l'hypothèque ; il importe donc de fixer en premier lieu la valeur de l'immeuble à donner en gage.

Les évaluations sont confiées à un seul expert si le capital à prêter n'excède pas 50.000 couronnes, à deux dans le cas contraire ainsi que pour les usines. Afin de s'assurer du soin qui a été apporté aux estimations, les bases qui ont servi pour le calcul doivent être indiquées d'une façon très claire dans un rapport détaillé. Il est stipulé également qu'il sera tenu compte des dépréciations provenant de la détérioration et de l'usure des bâtiments et des machines.

Les crédits sont accordés dans les conditions fixées par l'article 71 des statuts :

« Les prêts consentis sur les usines ne sont de nature à servir de gage aux obligations de la banque que lorsque ces usines sont de nature telle qu'elles puissent être, sans grande difficulté, transformées en maisons d'habitation ou adaptées à une autre industrie qui se trouve prospère dans la région ou qui, tout au moins, pourrait, d'après les experts, y prospérer.

« Les prêts sur théâtres, mines, ponts de pierre, ne peuvent pas servir de gages aux obligations de la banque ».

Le crédit accordé ne peut dépasser 50 % de la valeur actuelle des bâtiments, les  $\frac{2}{5}$  de celle des terrains et le  $\frac{1}{3}$  de celle des machines ; il faut cependant que les experts déclarent les machines nécessaires à l'entreprise et difficiles à en séparer. La force-motrice ne doit également servir de garantie que dans la limite du  $\frac{1}{3}$  de l'estimation qui en est faite, (art. 72).

L'article 73 prescrit que les immeubles offerts en garantie et l'ensemble de leurs accessoires doivent être assurés contre l'incendie et éventuellement contre le danger d'explosion ou contre tels autres dangers dont est menacée l'industrie. Les polices d'assurance doivent être établies au profit de la banque.

Lorsque le prêt a été consenti, il est possible de réclamer le remboursement de tout ou partie du crédit, mais seulement après un préavis de quatorze jours et dans les circonstances suivantes :

a) Lorsque les experts choisis par la banque trouvent que la valeur du gage hypothécaire a diminué d'une façon menaçante pour la sûreté du prêt.

b) Lorsque le débiteur ne fournit pas la preuve, dans le délai fixé du paiement de la prime pour l'assurance en cours, de celui des intérêts et de la prime d'amortissement des créances hypothécaires antérieures au prêt de la banque, de celui des impôts et des autres taxes publiques, ou lorsque le délai à lui accordé par la banque pour commencer ou pour terminer les bâtiments ou les machines atteints par le feu ou une explosion, n'est pas respecté.

c) Lorsque le débiteur personnel ou hypothécaire a reçu, sans en tenir compte, des observations de la banque trois fois au cours des deux dernières années.

d) Lorsque la réalisation forcée du gage a été décidée judiciairement à la demande d'un créancier.

e) Lorsque le créancier personnel ou hypothécaire tombe en faillite.

f) Lorsque le gage a été vendu ou qu'il est intervenu une modification dans les conditions de possession ou de propriété, qu'il s'agisse du gage ou de la raison sociale, du créancier personnel ou hypothécaire.

Enfin, en vertu de l'article 75 (avant-dernier §) le débiteur peut rembourser le prêt en totalité ou en partie au bout de six ans à la condition de prévenir la banque six mois à l'avance.

La Zivnostenska Banka a accordé à l'industrie et aux travaux publics des crédits qui se montaient à 26.674.000 couronnes au 31 décembre 1911 ; à la date du 1<sup>er</sup> septembre 1912, elle n'avait pas perdu 1 heller;



Si des surprises avaient eu lieu par suite de l'insolvabilité de certaines entreprises, les garanties fournies avaient toujours été suffisantes. C'est là un résultat intéressant car il repose sur une expérience de 4 années.

Avant la guerre, la Zivnostenska Banka prêtait ses capitaux au taux de 5 1/2 %, soit 1 % en plus de l'intérêt des obligations émises, ce qui était peu dans un pays où l'argent est aussi rare et cher qu'en Autriche. La banque prélevait toutefois une commission importante pour l'émission des obligations.

Il pourrait sembler étrange que cette branche d'activité qui aurait dû être accessoire soit devenue la principale. En réponse à cette objection, un fondé de pouvoir d'une banque de Bohême s'exprimait de la façon suivantes : Il est possible d'accorder ainsi du crédit avec une connaissance précise de la situation, de surveiller le débiteur et de trouver dans les relations ordinaires de banque une compensation aux bénéfices qui sont réalisés dans ces opérations.

## II. Obligations avec garanties spéciales

La Zivnostenska Banka émet des obligations avec garanties spéciales de deux catégories. Les unes sont gagées par des travaux publics exécutés pour l'Etat ou pour un des pays de l'Empire. Ces placements sont considérés comme étant de « père de famille » les titres peuvent servir à l'emploi des fonds de mineurs, à la constitution des cautionnements.

Les autres obligations proviennent de crédits hy-

pothécaires qui ont été accordées les uns à des entreprises industrielles ou commerciales les autres sur les créances résultant de travaux publics des villes, communes ou autres corporations publiques.

Pour donner aux obligataires l'assurance qu'ils peuvent compter sur la garantie personnelle de la banque, les statuts ont établi à l'article 63, § 8 :  
« L'ensemble de toutes les obligations se trouvant dans la circulation ne peut jamais dépasser trois fois le montant du capital versé de la banque. »

Les intérêts des souscripteurs sont sauvegardés par l'article 63, §§ 1 à 4 qui spécifient que :

« Les obligations de la banque ne peuvent être émises que pour le montant des sommes que doivent les débiteurs de la banque du fait des prêts autorisés par les statuts et elles doivent être faites d'une façon permanente, complètement couvertes par des créances de cette nature. Aussi la banque est-elle obligée de retirer de la circulation un nombre correspondant d'obligations lorsque le montant des créances existantes se trouve diminué par des remboursements. »

« Le montant total des obligations émises de chaque catégorie ne peut pas être supérieur à la somme des créances servant à leur couverture et les garantissant réellement. »

« La banque est cependant autorisée à émettre des obligations particulières d'un montant maximum de : 2.000.000 couronnes à la condition de conserver dans ses caisses le montant des obligations émises en espèces ou en valeurs servant à l'emploi des fonds de

mineurs au cours du jour, pourvu que celui-ci ne dépasse pas la valeur nominale des titres, pour servir à couvrir les obligations jusqu'à ce que cette garantie puisse être remplacée par des créances propres à gager les obligations de la banque ».

« Les espèces ou titres servant de garantie spéciale aux obligations doivent être séparés des autres éléments d'actif de la banque ».

Le remboursement des obligations se fait, soit au pair, après préavis, soit par tirage au sort ; la banque peut également racheter des titres sur le marché (art. 63).

L'article 60, § 11 prescrit que le remboursement des obligations aura comme garanties :

« a) Toutes les créances de la banque sur la base desquelles les obligations sont émises.

« b) Le « fonds des intérêts », des obligations, qui a pour but d'assurer le paiement des coupons d'intérêt des obligations ; ce fonds est constitué par tous les intérêts perçus du chef des prêts garantissant les obligations.

« c) Le « fonds d'amortissement » des obligations, qui a pour but de garantir le remboursement des obligations à l'échéance. Ce fonds est constitué par toutes les sommes versées pour amortir les prêts garantissant les obligations.

« d) Les obligations de même catégorie que la banque a acquises jusqu'à leur destruction.

« e) Le « fonds de réserve spéciale pour pertes résultant de ces prêts » qui servent à garantir les obligations du groupe. A ce fonds de réserve spécial, la

banque a affecté dès « l'ouverture de ce genre d'opération, la somme de 200.000 couronnes ».

Les statuts prévoient également la constitution d'un « fonds de réserve notable jusqu'à ce que celui-ci atteigne 5 % au moins des obligations émises ; D'après les résultats de l'exercice ,les fonds de réserve doivent exister, soit en espèces, soit en valeurs servant à l'emploi des capitaux des mineurs. »

Si l'on consulte le bilan de la Zivnostenska Banka au 31 décembre 1911 (1) on peut constater que celle-ci avait émis au 31 décembre 1911, 26.674.700 couronnes d'obligations avec garantie spéciale de la seconde catégorie. Le poste « fonds des intérêts » de ces obligations atteignait 300.090 couronnes, le « fonds d'amortissement » 1.431.284 couronnes, et le « fonds de réserve spécial » 700.000 couronnes.

Ce sont là des résultats intéressants à signaler et qui prouvent dans une certaine mesure, le succès de cette organisation. Le rapport annuel de l'année 1911 faisait remarquer d'ailleurs que les « obligations, avec garanties spéciales forment parmi les placements nationaux, un de ceux que l'on préfère ». Les cours élevés en bourse constituaient l'indice le plus significatif à ce sujet.

D'après toutes ces considérations, on peut dire que la Zivnostenska Banka a organisé le crédit à long terme dans les meilleures conditions possibles.

---

(1) Les renseignements que nous avons pu nous procurer, sont assez anciens. Nous n'en avons pas eu de plus récents à notre disposition.

Il faut bien mettre en évidence que cette banque ne présente aucun caractère spécial; elle ressemble à toutes les autres malgré la présence d'un commissaire nommé par le Gouvernement selon les dispositions du droit autrichien. Le fait que cette institution est due à l'initiative privée sans que l'intervention gouvernementale se fasse sentir est une des raisons principales du succès de ses efforts.

Signalons aussi qu'en Bohême, les crédits à long terme sont accordés par des banques ordinaires analogues à la Zivnostenska Banka. Ainsi que nous l'avons dit précédemment, cette façon de procéder a l'avantage de permettre de mieux suivre les débiteurs. De plus, les frais généraux ne sont pas supportés par une seule catégorie de clients, le crédit peut être accordé dans des conditions raisonnables parce que la banque a d'autres occasions de réaliser des bénéfices.

Ce qui est à retenir c'est que la Banque de Bohême a admis comme seule garantie l'hypothèque; elle n'accepte en aucune façon les obligations d'entreprises même avec des gages supplémentaires. Son succès est certainement dû en grande partie à la sévérité dont elle a fait preuve.



## CHAPITRE II

### *LE CREDIT A LONG TERME EN FRANCE*

En exposant comment le problème du crédit à long terme a été résolu dans l'ancienne Autriche, nous avons signalé toutes les difficultés que rencontraient les petites et moyennes entreprises pour se procurer les capitaux qui leur étaient nécessaires.

En France, avant la guerre, les banques d'affaires et certaines banques-régionales pratiquaient bien le prêt à long terme, mais seulement au profit d'organisations assez puissantes pour se permettre l'émission donc à sa disposition l'aide qui lui était nécessaire. d'actions ou d'obligations. La grosse industrie avait

Il n'en était pas de même des entreprises modestes auxquelles faisaient défaut les ressources financières indispensable pour s'agrandir.

En 1911, l'occasion semblait favorable pour organiser le crédit à long terme en faveur de la petite et de la moyenne industrie. La Banque de France venait en effet de payer le renouvellement de son privilège d'une nouvelle avance gratuite de 20 millions qui pouvaient être affectés à la nouvelle institution.

M. CAILLAUX alors ministre des Finances réunit une commission extraparlamentaire en vue d'étudier les lacunes de notre organisation bancaire et de la compléter. Un projet très remarquable fut déposé,

M. KLOTZ l'adopta, M. RENOULT le reprit et le présenta en 1914 à la Chambre des Députés.

*1. Tentative d'organisation des prêts à long terme.*

*Le projet de 1914*

S'inspirant des idées de M. HECHT les auteurs du projet ont voulu organiser le crédit à long terme au commerce et à l'industrie en profitant de l'expérience du crédit foncier.

L'institution nouvelle consentirait des prêts d'une durée assez longue. Elle se procurerait des ressources en émettant des actions sous sa propre signature et en utilisant des dépôts de longue durée. Elle serait ainsi à même de souscrire et de conserver un temps suffisant dans son portefeuille les titres concernant les entreprises nouvelles auxquelles elle s'intéresserait. C'est l'idée que les frères Péreire avaient appliquée au Crédit Mobilier et que les banques d'affaires ont repris depuis au profit des firmes importantes. Il restait à élargir son champ d'activité, c'est ce que le Gouvernement proposait.

L'organisation nouvelle devait comprendre un établissement central appelé « Crédit à l'industrie et au commerce de France » ainsi que « des banques auxiliaires » locales.

**1. Etablissement Central**

La fonction du premier organisme est définie dans l'article 15 § 1 :

« Cette société aura pour objet de consentir des prêts destinés à faciliter principalement l'aménage-

ment, la transformation et l'amélioration d'une entreprise ou d'un outillage industriels, et accessoirement la création d'entreprises industrielles ou l'exploitation de brevets ainsi qu'à aider les entreprises commerciales (1).

Le paragraphe 2 fixait ensuite les conditions qui permettrait d'obtenir du crédit :

« Les prêts doivent avoir une durée d'un an au moins et de vingt-cinq ans au plus. Ils ne peuvent être consentis sans hypothèque (2) ou autre sûreté réelle ou constitution de caution, ils doivent être garantis par un contrat d'assurance en cas de décès (3).

---

(1) C'est M. G. BERRY qui a demandé à la Chambre d'ajouter ces derniers mots (note de M. NOGARO).

(2) La commission a ajouté ce dernier mot en mentionnant l'hypothèque comme la plus importante des sûretés réelles.

L'avant dernier § de l'art. 15 du projet ajoutait que « l'établissement central pourra consentir des prêts sous forme d'acquisition d'obligations, mais à la condition que ces obligations soient accompagnées des mêmes garanties que les prêts ordinaires ». La commission a réglé cette disposition, les deux parties lui paraissant incompatibles. En souscrivant des obligations, le Crédit Industriel de France ne pourrait, en effet, exercer ses droits qu'en concurrence avec les autres porteurs d'obligations (note de M. NOGARO).

(3) Ce mode de garantie avait été déjà expérimenté dans l'organisation du crédit en faveur des habitations à bon marché. Après la discussion à la Chambre le 19 mars 1914, la formule « ou garantie d'un contrat d'assurance » a été remplacée par « et doivent être garantis » ; il s'agit donc d'une garantie supplémentaire ; on peut ainsi éviter d'avoir à réaliser le gage de l'emprunteur en cas de décès prématuré. Une disposition additionnelle prévoit que l'assurance au décès pourra être prise moyennant le versement d'une prime unique avancée à l'emprunteur en même temps que le principal du prêt.

C'était vouloir réaliser un crédit réel et enlever par conséquent à l'institution toute l'élasticité qu'on aurait pu être en mesure d'attendre d'elle. Cette condition parut devoir être imposée en raison du caractère officiel de cette banque.

En ce qui concerne la valeur des prêts susceptibles d'être consentis, elle est subordonnée à la capacité du demandeur :

« Le montant des prêts consentis à une même entreprise ne pourra jamais dépasser la moitié de l'actif net dont l'emprunteur justifiera, ni excéder 5 % du capital total (actions et obligations du crédit à l'industrie et au commerce de France).

Comme le capital était fixé à cinq millions les sommes disponibles pour les prêts se montaient à 150.000 francs, ce qui restreignait considérablement la puissance d'action de la société.

En dehors de son capital, le « Crédit à l'industrie et au commerce de France » devait disposer : 1° d'une somme de cinq millions remise gratuitement par l'Etat et provenant de la Banque de France (1) ; 2° des ressources fournies par l'émission d'obligations amortissables au maximum en cinquante ans. Le montant ne pourra dépasser ni le total des prêts ni le quintuple du capital actions ; 3° des dépôts à terme d'une échéance minima de trois ans.

---

(1) En 1911, en même temps qu'elle consentait 20 nouveaux millions d'avances gratuites, la Banque de France remettait à l'Etat 5 millions correspondant à des billets non présentés au remboursement. C'est cette somme qui a été donnée au « Crédit de l'Industrie et du Commerce de France ».

L'organisme dont on proposait la création devait donc présenter beaucoup d'analogies avec la Banque de France et le Crédit Foncier. Ces sociétés ont un capital qui leur est propre mais elles sont soumises à un certain contrôle et à une certaine ingérence de l'Etat notamment par la nomination des président et vice-président du Conseil d'administration ainsi que du directeur et des trois censeurs.

## 2. Banques Auxiliaires

Les banques auxiliaires étaient appelées dans le projet « Banques de participations industrielles et commerciales ». Certaines exceptions fiscales leur étaient accordées à la condition de s'intéresser à des affaires exclusivement françaises. L'Etat ne participant pas à leur gestion, elles devaient présenter un caractère plus souple que le « Crédit à l'industrie et au commerce ».

Leur organisation ressemblait beaucoup à celle de l'établissement central. Elles tiraient leurs ressources de leur capital, d'obligations et de dépôts d'un minimum de trois ans. Le projet se montrait plus large à leur égard en ce qui concerne les garanties à fournir ; elles pouvaient accorder du crédit personnel. Leurs opérations consistaient à « consentir des prêts de plus de deux ans d'échéance ou à cautionner des emprunts d'une durée égale » et « à souscrire des actions, obligations et parts commanditaires ».

L'organisation proposée était établie d'une façon très logique : elle assurait la corrélation nécessaire qui devait exister entre la nature des ressources et



L'emploi qui devait en être fait. De plus, il était possible d'appliquer le procédé des banques d'affaires ; souscrire à l'émission les titres des différentes entreprises industrielles et les garder ensuite en portefeuille. Le capital nécessaire serait fourni par les obligations que les banques auxiliaires émettraient sous leur propre signature. L'épargne française pourrait ainsi s'intéresser à l'industrie nationale toute en bénéficiant de la division des risques.

## II. Critique du Projet

Ce projet fut vivement discuté et les principales objections qui ont été soulevées sont en tous points identiques à celles que formula le professeur DIECHL et que nous avons exposées précédemment au sujet de l'instabilité du gage dans le cas du crédit industriel.

M. André LEBON (1) s'exprimait en ces termes :

« Je raisonne sur le prêt à très long terme, le prêt à soixante-quinze ans qui est le prêt courant du Crédit Foncier. Etes-vous absolument convaincus que toutes les constructions que l'on fait à l'heure actuelle à Paris aient une durée sûre et certaine de soixante-quinze ans et qu'on retrouvera, à l'expiration du prêt foncier de soixante-quinze ans l'immeuble sur lequel on a prêté aussi ferme et aussi solide que les immeubles construits au début du XVIII<sup>e</sup> siècle, ou même au début du XIX<sup>e</sup> siècle ? Si vous en êtes convaincus, j'en-

---

(1) Bulletin de la Fédération des Industriels et Commerçants, février 1913.

vie votre confiance... ou votre naïveté, mais personnellement je n'en suis pas absolument convaincu. En tout cas ce n'est pas un débat sur la solidité de la construction que je veux instaurer, c'est simplement une indication de l'instabilité du gage financier lui-même que je retiens pour les besoins de la discussion.

« Quoiqu'il en soit, par le fait seul que l'on a jeté dans une masse commune, un très grand nombre de gages extrêmement variés, les uns construits, les autres en exploitation rurale, les uns dans le Nord les autres dans le Midi, on est arrivé à une sécurité des gages qui, on peut le dire, est plus grande que la sécurité de la rente française elle-même, parce que la rente française est soumise aux fantaisies parlementaires, qu'elle est exposée à voir s'effectuer une consolidation comme au temps de la Révolution tandis que la multiplicité des débiteurs du Crédit Foncier ne pourra pas se livrer à des fantaisies du même genre.

« Dans l'industrie et le commerce, trouvons-nous quelque chose d'analogue ? .....  
..... une industrie, c'est sa situation géographique, c'est la fantaisie de la mode, c'est la qualité de l'industriel qui la mène qui font sa solidité et déterminent sa valeur. Mais il y a un autre élément que entre en ligne de compte : c'est la science elle-même.

« J'ai vu dans une industrie à laquelle je m'intéresse des outillages électriques faits en 1907 ou 1908. devenir absolument inutiles au bout de deux ou trois

sans par le fait d'une invention nouvelle et toutes les dépenses — elles étaient considérables — qui avaient été faites en 1907 et 1908 étaient bonnes à passer par profits et pertes. L'outillage ne valait plus rien, il fallait le renouveler entièrement si on voulait arriver, comme ce doit être l'objectif de tous les industriels, à diminuer le prix de revient pour faire tête à la concurrence.

« Est-ce que vous allez pouvoir asseoir du crédit à long terme dans ces conditions ? Il ne peut en être question et je dirai même que là où on s'imagine que l'industrie jouit d'un crédit qui lui est propre et à long terme même dans la région de l'Est, c'est en réalité d'un crédit personnel qu'il s'agit, et en outre, ce crédit n'est pas du crédit à long terme.

« Parce que l'on sait que telle aciérie a des réserves énormes qui lui permettent, par ses propres moyens et sans appel au crédit, de renouveler de fond en comble son outillage, on est arrivé à lui constituer, sous forme d'obligations, quoi ? Son fonds de roulement et pas autre chose. Et, on est arrivé à placer ces obligations, où ? Dans la clientèle qui vit dans l'Est et dans laquelle on s'est créé une espèce de confiance personnelle du porteur de l'obligation vis-à-vis de telle ou telle grosse métallurgie qu'il est inutile de désigner ici, pour ne pas nous exposer à la critique de faire de la réclame commerciale, mais ce n'est pas du crédit réel au sens étroit du mot.

« Et voilà pourquoi tout en étant partisan de l'essai qu'on cherche à faire en ce moment, je ne me fais

pas de grandes illusions sur les résultats que l'organisme nouveau pourra donner. »

Ce projet était intéressant par toute la nouvelle organisation qu'il voulait créer. Il n'eut malheureusement aucun résultat pratique car il ne fut pas voté.

### III. *La loi du 13 mars 1917. Les banques populaires.*

La question du crédit au petit et moyen commerce ainsi qu'à la petite et moyenne industrie fut reprise à nouveau, mais sous une autre forme pendant la guerre. Le Parlement vota la loi du 13 mars 1917 sur les sociétés dites de « caution mutuelle » (1) et les banques populaires (2). Le but était d'organiser le crédit indispensable au fonctionnement normal et au développement des petites entreprises que les conditions sévères de la Banque de France ou des grands établissements de crédit éloignent de leurs guichets.

Le rapporteur de la Commission du budget s'exprimait ainsi : « Les banques locales (dont se servait autrefois cette petite clientèle) ont été étouffées par le développement prodigieux des grands établissements et ces derniers ont des exigences qui opposent au papier des petits clients une barrière à peu près infranchissable ; il demandent pour escompter leurs effets des signatures que ces petits clients ne peuvent se procurer qu'à des conditions très onéreuses..., transformant ainsi l'escompte qui devrait au premier

---

(1) Le projet de 1914 voulait déjà organiser ces sociétés de caution mutuelle. Nous n'en avons pas parlé, cette question étant en dehors du cadre de cette étude.

(2) Les Banques populaires existaient depuis 1913. Leur création est due uniquement à l'initiative privée. La loi de 1917 leur a donné un caractère officiel.

chef être un crédit personnel en un véritable crédit réel.

La loi du 13 mars 1917 est venue apporter aux industriels et commerçants :

Un complément du fonds d'installation ;

Un complément du fonds de roulement ;

La mobilisation des créances.

Les « Banques populaires » chargées de remplir ce triple rôle bénéficièrent d'immunités fiscales et purent recevoir de l'Etat des avances à l'aide des 12 millions de francs versés au Trésor par la Banque de France (convention du 11 décembre 1911).

Cette même loi du 13 mars 1917 a créé, ainsi que nous l'avons dit, des sociétés de caution mutuelle destinées à « avaliser » c'est-à-dire à garantir la signature commerciale de leurs membres pour leur faciliter ainsi l'accès des guichets d'escompte des « Banques populaires » dont nous venons de parler.

La loi du 24 octobre 1919 est venue compléter l'œuvre que la précédente laissait inachevée. Cette dernière ne visait en effet que le crédit populaire à court terme, c'est-à-dire d'une durée inférieure à une année. Un nouveau progrès fut réalisé par l'institution du crédit à long terme au profit des petits industriels, petits fabricants et artisans démobilisés. Le soin de réaliser ces opérations fut confié aux banques populaires qui y sont elles-mêmes encouragées par l'attribution d'avances gratuites de l'Etat.

Il y a lieu de remarquer que la loi de 1919 est moins une loi organique qu'une loi de circonstances.



Il avait été reconnu en effet que le crédit à court terme procuré par les banques populaires était insuffisant tant en importance qu'en durée pour mener à bien l'œuvre de reconstitution nécessaire après la guerre. Il fallait pour cela des capitaux dépassant la valeur d'un simple fonds de roulement et un amortissement s'étendant sur une période de temps suffisamment longue.

Pour que les banques populaires puissent remplir la mission qui leur était confiée, le Parlement mit à leur disposition un crédit de 50 millions de francs et ce sont ces seuls fonds qui peuvent servir pour les prêts à long terme.

Le montant global des avances que les banques populaires peuvent consentir à chacun de leurs sociétaires démobilisés a été fixé à 10.000 francs par l'article 3 de la loi. Le délai de remboursement est de 10 années, la banque se réservant le droit d'apprécier la durée maximum. Toutefois la loi a porté ce délai de 12 années dans le cas où le remboursement doit être effectué au moyen d'annuités et lorsque l'amortissement ne commence qu'à l'expiration de la période de 2 ans suivant l'attribution.

Les garanties demandées sont : hypothèque, nantissement, caution solidaire ou souscription par l'emprunteur d'une police d'assurance sur la vie au bénéfice de la banque populaire prêteuse pour le cas où l'emprunteur viendrait à décéder avant d'avoir entièrement remboursé sa dette. Ces différentes sûretés peuvent être annulés.

Les Banques populaires sont nées et elles fonc-

tionnent. Elles ont eu le 24 et le 25 juin 1923 leur réunion plénière sous la présidence de M. le ministre du commerce.

Les sociétés de « caution mutuelle » n'ont pas pris le même développement aussi peut-on penser que sans elles les Banques populaires seraient capables de prendre un grand essor.

#### IV. *La convention du 7 juillet 1919..*

##### *Le Service des Prêts du Crédit National.*

Les Banques populaires ont été créées pour venir en aide au petit commerce et à la petite industrie. Or, après la guerre il semblait indispensable d'élargir les cadres du crédit à long terme en vue de fournir aux industriels et aux commerçants ayant eu à souffrir de la guerre les fonds de roulement qui leur étaient nécessaires pour remettre en état leurs affaires. C'est pour répondre à ce besoin que le Crédit National fut chargé par l'article 2 de la Convention du 7 juillet 1919 de consentir des avances à long terme.

Ainsi que nous l'avons signalé, des discussions très vives eurent lieu. La Commission des Finances était nettement hostile à la création de ce service des Prêts aussi ne pouvait-il être question de réaliser l'œuvre que le projet de 1914 désirait accomplir. L'institution doit être considérée comme un essai d'organisation de crédit à long terme, établi surtout au profit des sinistrés puisque sur les 500 millions qui doivent servir aux avances, l'article 54 des statuts en a réservé 400 aux régions dévastées.

## CHAPITRE III

### *ETUDE DU SERVICE DES PRETS DU CREDIT NATIONAL*

#### *I. Son fonctionnement.*

##### *1° Conditions générales des prêts.*

Les seuls bénéficiaires possibles sont les industriels et les commerçants français qui désirent obtenir des prêts pour créer, développer ou remettre en marche leurs exploitations établies en France. Ces prêts ne concernent donc, ni les exploitations agricoles, ni l'achat ou la construction d'immeubles à simple usage d'habitation.

Pour bien montrer que ce crédit à long terme a été institué pour venir en aide aux entreprises de modeste importance, l'article 60 des statuts prévoit que le montant maximum des avances consenties à un même emprunteur ne pourra dépasser deux millions.

Le taux de l'intérêt était initialement de 7 % ; il a été porté successivement à 7.50, 7.80, et 8.10 ; il est en septembre 1923 de 8,25 %. Cette progression est due à l'augmentation croissante du taux de revient des emprunts qui procurent au Crédit National les capitaux dont il a besoin.

L'article 18 du règlement intérieur concernant l'intérêt des prêts le fixe de la manière suivante :

« L'intérêt des prêts fixé par le Conseil d'administration d'accord avec le ministre des Finances et qui pourra toujours être modifié dans les mêmes conditions pour les affaires non encore traitées comprend une contribution de 1 % au maximum par an se décomposant ainsi qu'il suit :

0.50 % pour alimenter une réserve spéciale pour risques de contrats en cours et 0.50 % au maximum à la disposition du Conseil d'administration.

Les prêts sont remboursables dans le délai de 3 ans au plus tôt et de 10 ans au plus tard, soit en une seule fois, soit par versements échelonnés. Cette durée maxima a été prévue pour deux raisons : d'une part, elle correspond à l'amortissement normal du matériel et d'autre part, au bout de cette période, il est nécessaire de procéder au renouvellement de l'inscription hypothécaire.

En ce qui concerne les gages qui doivent être donnés, l'article 56 des statuts stipule que : « Les avances doivent être garanties par une hypothèque de premier rang ou par des titres agréés par le Conseil d'administration ou par l'engagement de caution solidaire d'un tiers et subsidiairement par un nantissement de fonds de commerce ». Cette clause affirme très nettement le caractère réel du crédit.

Ds titres d'un caractère un peu spécial ont été acceptés par le Crédit National et ont servi à gager des avances à long terme : ce sont les certificats provi-

soires de dommages de guerre (1) et les titres nominatifs d'annuités (2) qui sont prévus par la loi de finance du 31 juillet 1920. Les premiers ont été admis en nantissement jusqu'au mois d'octobre 1921.

---

(1) La loi de finances du 31 juillet 1920 prévoit ainsi la délivrance de ces titres :

Art. 150. — En vue de faciliter aux sinistrés les moyens de crédit nécessaires à la promptre reconstitution des biens détruits, le ministre des Régions libérées pourra délivrer aux ayant-droits, sur leur demande, avant fixation des indemnités dues et sur évaluation administrative sommaire, un certificat provisoire de dommages, en conséquence des dispositions de l'art. 44, alinéa 7, de la loi du 17 avril 1919.

Art. 151. — L'autorisation du Tribunal civil prévue à l'article 243 de la loi du 17 avril 1919 n'est pas obligatoire en ce qui concerne les transports, obligations ou remise en nantissement de certificats provisoires prévus par l'article précédent.

(2) Ces titres sont délivrés dans les conditions fixées par les articles suivants :

Art. 152. — Tout sinistré ou groupement de sinistrés dont le montant des indemnités a été fixé et dont les pertes subies sont égales ou supérieure à un million de francs, pourra, sur sa demande, recevoir pour tout ou partie des indemnités dues un paiement par annuités en nombre égal au moins à quinze et au plus à trente.

Art. 153. — Les annuités sont déterminées en prenant pour bases, d'une part, un taux d'intérêt de 6 %, d'autre part, une date conventionnelle d'exigibilité de l'indemnité correspondant à l'époque moyenne de la reconstitution envisagée. Cette date sera fixée par le ministre des Finances, suivant la nature du sinistre, après avis du ministre des Régions libérées et le sinistré entendu. La partie non payée et la perte subie seront productives d'intérêt à 5 % jusqu'à cette date.

La première annuité sera exigible un an après la date de la convention prévue à l'article 152.

Art. 154. — Il sera remis aux intéressés des titres nominatifs munis de coupons correspondant à la valeur des immeubles.

Les titres ainsi délivrés peuvent être cédés ou donnés en garantie dans les conditions prévues par le Code civil.



Il importe de remarquer que les 3 garanties, hypothèque, caution ou titres, peuvent se combiner mutuellement. Le nantissement de fonds de commerce ne pourra être admis qu'à titre subsidiaire et pour servir d'appoint à une des sûretés que nous venons de citer.

2° Etablissement de la demande par les intéressés et constitution des dossiers. — La section du courrier.

Par l'intermédiaire de la section du courrier, le Crédit National se met en relations avec les industriels ou commerçants et leur fournit toutes les indications utiles pour constituer un dossier concernant l'affaire proposée.

L'article 15 du règlement intérieur fixe les pièces que doit comprendre le dossier :

1° Une demande (1) de l'emprunteur appuyée de toutes pièces justificatives de sa nationalité, de son identité, et s'il y a lieu, du préjudice que lui a causé la guerre (2).

2° Un bilan certifié conforme par l'emprunteur de sa situation active et passive avec l'indication détaillée de ses créanciers et des garanties qu'il leur a données.

3° Un relevé du cadastre et des hypothèques ainsi que des nantissements pouvant frapper le fonds de

---

(1) L'usage des formules imprimées est recommandé.

(2) Les particuliers associés en nom collectif ou en commandite fournissent un certificat de nationalité délivré par le maire du domicile et une copie complète de l'acte de naissance. Les sociétés joignent à leur demande les statuts et les pièces constatant leur constitution et la publicité donnée.

commerce ou le matériel de l'emprunteur.

Un délai maximum de trois mois est accordé aux intéressés à dater de leur demande pour fournir leurs pièces ; passé ce délai, la demande est considérée comme non avenue » (1)

### 3° Etude de la demande et estimation des garanties.

#### L'inspection des prêts.

Après un examen préliminaire du dossier, le Crédit National envoie sur place un ingénieur attaché à son service des prêts. Ce technicien est chargé de mettre au point toutes les questions de détail et de donner **aux emprunteurs toutes indications utiles**. La mission de beaucoup la plus importante consiste à déterminer la valeur totale de l'actif et des garanties offertes. C'est le point délicat qui nécessite beaucoup d'attention et une grande prudence dans les estimations. Nous étudierons tout particulièrement cette question à propos des prêts hypothécaires.

En vue de n'accorder des fonds qu'à des industriels présentant toutes garanties aussi bien matérielles que morales, l'ingénieur fait une enquête discrète auprès des banques de la région afin de connaître le crédit dont jouit l'emprunteur. Ces renseignements pourraient sembler superflus pour un prêt sur titres d'annuités de dommages de guerre qui sont garantis

---

(1) L'article 15 du règlement intérieur stipule également que le dossier doit comprendre une quatrième pièce : un rapport d'un agent de la direction. Nous en parlerons plus loin au cours de l'examen des demandes et de l'estimation des garanties.

par l'Etat. Ils sont cependant utiles, même dans ce cas, car ils permettent de n'accorder des fonds qu'à bon escient.

L'inspection donne lieu à un rapport dans lequel l'affaire est étudiée sous ses différents aspects : historique, financier, économique. Un historique détaillé permet de se rendre compte des difficultés qui ont été surmontées pour permettre un développement progressif de l'entreprise. Les indications qui sont intéressantes à signaler sont notamment : la superficie de l'usine, la surface couverte, le nombre des ouvriers.

La discussion du bilan présente un grand intérêt car elle permet de se rendre compte de la situation financière des emprunteurs. Il importe d'examiner avec soin si les valeurs portées n'ont pas été exagérées en vue de grossir l'actif social. Ce dernier élément ainsi que l'estimation des garanties offertes sont d'une importance capitale pour le prêt à obtenir, car l'article 17 du règlement intérieur prescrit que :

« La somme pouvant être avancée à un même emprunteur ne devra pas dépasser 60 % de la valeur estimative des garanties réelles offertes par cet emprunteur et au maximum 30 % de la valeur totale de son actif (1). Toutefois, cette dernière condition peut être

---

(1) Pratiquement, on prend l'actif net, c'est-à-dire l'actif social duquel on retranche d'une part, les éléments de l'actif qui tout en représentant des débours ne représentent pas un élément tangible de l'avoir et d'autre part les postes exigibles du passif.

supprimée, dans le cas où une hypothèque est donnée en garantie, si la valeur de l'immeuble hypothéqué indépendamment de son affectation commerciale ou industrielle représente au moins le double du montant du prêt. Dans le cas de prêts sur titres, la proportion du prêt varie avec la nature des titres et est fixée par le Conseil d'administration. Enfin lorsqu'il s'agit d'une caution solidaire, son montant peut être cumulé avec l'avoir de l'emprunteur en vue du calcul de la proportion de 30 % ci-dessus fixée ».

L'inspecteur fixe un chiffre pour la valeur des garanties offertes, il donne son impression personnelle ainsi que les renseignements qu'il a pu recueillir sur l'affaire et ses dirigeants. Tous ces éléments servent à justifier les conclusions du rapport tendant à accorder ou à rejeter le prêt demandé.

4° Décision relative à la demande. Le Comité des Prêts.

Le rapport est soumis à la direction du Crédit national qui, après avoir étudié soigneusement l'affaire admet les conclusions qui lui sont proposées ou en adopte de nouvelles.

La décision à intervenir est prise ensuite par un Comité des Prêts dont le fonctionnement est réglé par les articles 13 et 14 du règlement intérieur.

Art. 13. — Ce Comité composé d'industriels et de commerçants répartit ses membres en sections comprenant chacune de trois à sept membres et groupant autant que possible des industries ou commerces analogues.

Art. 14. — Chaque section du Comité des Prêts examine les demandes de prêt que le directeur général lui renvoie en tenant compte de la nature de l'industrie ou du commerce des demandeurs. Un administrateur préside chaque séance de section ; il lui est adjoint un chef de service. La présence d'au moins deux membres du Comité est nécessaire pour la validité de la **délibération**.

Les membres présents touchent un jeton de présence dont la valeur est fixée par le Conseil.

Le Comité des Prêts comprend huit sections dont les membres étaient en 1919 les suivants :

#### COMITE DES PRETS

*Industries électriques, Forces hydrauliques, Eclairage*

MM. CORDIER, Président de la Chambre Syndicale des Forces hydrauliques ;

PETSCHÉ, Président de l'Union Gazière de Crédit ;

MAGAUD, Ingénieur en Chef au Corps des Mines, Administrateur-délégué de la Société du Gaz de Saint-Etienne ;

MERCIER, Ingénieur en Chef du Génie Maritime, Administrateur-délégué de l'Union d'Electricité ;

LAURAIN, Président de la Société Technique de l'Industrie du Gaz ;

#### *Métallurgie, Constructions Mécaniques :*

MM. FOULE, Administrateur de la Société des Hauts-Fourneaux, Forges et Aciéries de Pompey ;

PETIN, Président de la Société des Etablissements Carnaud et Forges de Basse-Indre ;



VERGNIAUD, Président de la Société des Etablissements  
Jacob Holtzer ;

DARDEL, Administrateur-délégué de la Société Alsacienne de Constructions Mécaniques ;

LE SOUFACHE, des Etablissements Le Soufaché et Félix.

*Entreprise et Matériaux de Construction :*

MM. BAUCHERE, Directeur général de la Société des  
Ciments Français ;

MUSSAT, Président de la Chambre Syndicale des  
Fabricants de Plâtre ;

REBUFFEL, Président de la Société des grands Travaux de Marseille ;

TRIQUET, Président du Consortium de la Verrerie.

*Industrie Sucrière*

MM. DELLOYE, Président du Syndicat des Fabricants  
de Sucre de France ;

BEGHIN, Raffineur et Fabricant de Sucre, à Thumeries

HERSCHER, Ingénieur au Corps des Mines, Président  
de la Société de Bourdon.

*Textiles :*

MM. FLIPO, Président du Syndicat des Filateurs de  
Roubaix ;

WALLAERT, Président du Syndicat des Filateurs et  
Retordeurs de Coton ;

MOTTE, Manufacturier à Roubaix ;

MARESCAUX, Directeur de la Commission Technique  
de la Laine ;

RASSON, Manufacturier à Roubaix ;

GIBERT, Associé des Etablissements Michau et Cie à Beauvois-en-Cambrésis.

*Produits Chimiques :*

MM. DUCHEMIN, Président de la Chambre Syndicale des Fabricants de Produits Chimiques ;

MARLIO, Ingénieur en Chef des Ponts-et-Chaussées, Directeur Général de la Compagnie des Produits Chimiques d'Alais et de la Camargue ;

ROCHE, Administrateur-Délégué des Etablissements Poulenc Frères.

*Brasserie :*

MM. KARCHER, Président de la Chambre Syndicale des Brasseurs de Paris ;

KREISS, Président de l'Union Générale des Syndicats de la Brasserie Française, Administrateur-Délégué des Brasseries de la Meuse ;

COURTIN, Président du Syndicat de la Brasserie et de la Malterie Françaises.

*Hôtellerie et Divers :*

MM. DUHAMEL, Président du Syndicat des Grands Hôtels de Paris ;

BARRIER, Président de la Chambre Nationale de l'Hôtellerie Française ;

LEQUIME, Vice-Président de la Chambre Nationale de Bijouterie, de l'Orfèvrerie et de la Joaillerie.

TEMPLIER, Président de la Chambre Syndicale de la l'Hôtellerie Française ;

A la suite de la décision favorable ou non du Comité, le Conseil d'administration statue définitive-

ment sur la demande confirmant la mesure qui a été prise ou la rejetant. La communication en est faite à l'intéressé qui, s'il a déposé son dossier au début du mois peut être fixé dans un délai de 30 jours, les réunions du Comité des Prêts ayant lieu en général à la fin du mois.

## 2° Réalisation du prêt. Service des actes.

Si la demande est acceptée, le Crédit National procède sans délai aux formalités nécessaires à la mise au point du contrat. Il réclame à l'emprunteur ou à son notaire les justifications complémentaires que peuvent comporter les différents gages (1).

Lorsque le contrat de prêt peut être passé dans la forme sous seing privé, par exemple en matière de caution solidaire et pour certains prêts sur titres, l'emprunteur est avisé directement du jour de la signature qui a lieu dans les bureaux du Service des Prêts. Les fonds peuvent être versés aussitôt après (2).

Dans le cas d'un contrat notarié, c'est-à-dire en matière d'hypothèque, et de certains prêts sur titres, le Crédit National se met en rapport avec le notaire du demandeur qui avise lui-même le client et le fait signer en son étude. Les sommes mises le même jour à la disposition du notaire sont versées par les soins de ce dernier après l'accomplissement des formalités d'usage.

---

(1) Certificat de emploi, modèle K dans le cas de prêts sur titres de dommages de guerre.

(2) Voir page 139 la réalisation dans le cas spécial d'un sur titres de dommages de guerre.

## 6° Remboursement du Prêt.

Les articles 19 et 20 du règlement intérieur fixent les conditions dans lesquelles s'opère le remboursement des prêts :

Art. 19. — Les prêts peuvent être stipulés remboursables soit par fractions, soit en une fois, suivant les stipulations que contiendra chaque acte.

Art. 20. — Les débiteurs peuvent se libérer par anticipation en totalité ou en partie.

Ils paient dans ce cas une indemnité suffisante pour que la Société puisse faire face au service de ses obligations correspondantes jusqu'à l'expiration de la durée de l'avance (1).

Art 21. — Tout remboursement en capital et tout semestre d'intérêts non payés à l'échéance portent intérêt de plein droit, et sans mise en demeure au profit de la société, à un taux supérieur de 1 % à celui auquel le prêt a été fait.

Les frais de poursuite faits par la Société pour arriver au recouvrement de ses créances porteront le même intérêt et ce, à partir du jour où ils ont été avancés.

Le défaut de paiement de deux semestres rend exigibles, un mois après la mise en demeure, le remboursement de la totalité de la somme restant due et le paiement de l'indemnité pour remboursement anticipé prévu à l'article 120.

---

(1) Le remboursement a un caractère spécial dans le cas d'un prêt sur titres. Nous en donnons les conditions p. 139.

## II. *Etude des différentes catégories de prêts consentis par le Crédit National*

### 1° Prêts consentis sur hypothèques.

Le Crédit National a consenti de nombreux prêts en prenant comme garantie une hypothèque de premier rang. C'est une sûreté réelle qui présente le maximum de sécurité au point de vue du crédit à accorder. Mais elle comporte des risques qu'il est impossible de dissimuler et qui rendent très difficile la solution du problème du crédit à long terme. Nous avons signalé toutes les difficultés que la Zivnostenska Banka de Prague s'est efforcée de vaincre et les objections très nombreuses formulées contre le projet français du crédit à long terme de 1914.

La risque industriel est important, il faut en tenir compte. Si un **immeuble à usage d'habitation** a une valeur intrinsèque qui n'est pas susceptible de variations brusques, il n'en est pas de même d'une usine. Dans le cas où le prêteur se trouve contraint de réaliser son gage, il peut le faire sans doute dans des conditions défavorables, à la suite d'une crise économique par exemple. S'il faut effectuer des travaux pour adapter l'usine à une nouvelle industrie, les dépenses qui seront faites viendront encore diminuer la valeur de la garantie. Le matériel immeuble par destination pourra être d'un placement plus ou moins facile suivant qu'il est vendu en bloc ou en détail.

Pour toutes ces raisons, il importe d'être très pru-



dent et de se montrer très sévère à l'égard des emprunteurs.

Un procédé assez efficace pour sélectionner soigneusement les affaires et ne conserver que les bonnes, consiste à étudier soigneusement la marche du commerce ou de l'industrie au cours des 10 années précédant la demande. Les bilans et comptes de profits et pertes sont à ce sujet des documents précieux susceptibles de fournir des renseignements intéressants. En connaissant les bénéfices réalisés on peut suivre le développement de l'entreprise et se rendre compte de la manière dont elle a supporté les crises, tous ces indices permettant de préjuger un avenir plus ou moins prospère.

La garantie réelle comprend trois éléments distincts : les terrains, les immeubles et le matériel immeuble par destination. Pour chacun d'eux les évaluations devront être plus ou moins sévères.

#### a) Terrains.

Les terrains ont une valeur que l'on peut estimer assez facilement. En dehors du prix d'achat qu'il est facile de connaître par les titres de propriété, les notaires sont à même de donner très exactement le prix du mètre carré en se basant sur des ventes récentes faites dans le voisinage. A moins de circonstances exceptionnelles qui permettent de prévoir une moins-value probable, il est en général possible de fixer pour la garantie la valeur actuelle (1).

---

(1) On a vu que la Zivostenska Banka prête sur les 2/3 de la valeur des terrains. Le chiffre est donc très voisin

b) Bâtiments.

L'évaluation des bâtiments est plus délicate. L'article 28 du règlement intérieur prescrit que « l'estimation des biens immobiliers offerts a lieu d'après les titres, baux et autres renseignements fournis par le propriétaire qui demande à contracter un emprunt.

« La Société a le droit en outre de faire procéder à une estimation par experts. Dans tous les cas, l'estimation est faite sur la double base du revenu et du prix vénal ».

Pour les maisons d'habitation, le mieux est de procéder par comparaison comme pour les terrains, en tenant compte toutefois de la nature des matériaux de construction : meulière, pierre de taille, briques, moellons, ainsi que de la couverture : tuiles, ardoises, zinc.

En ce qui concerne les immeubles industriels la question est différente, ce sont, soit des bâtiments à plusieurs étages, soit des ateliers à rez-de-chaussée s'étendant en surface. Pour fixer la valeur vénale, on peut prendre dans l'un et l'autre cas le prix du mètre carré de la surface développée. Suivant les circonstances, le chiffre sera variable ; il est en général voisin de 60 francs et ne dépasse guère 100 francs.

On peut contrôler les résultats obtenus dans le cas où le demandeur donne le montant des dépenses qu'il a effectuées pour son installation ou ses reconstructions. L'estimation proposée varie suivant la vétusté ; elle doit être en général du tiers de la valeur de ces travaux afin de conserver une marge de sécurité suffisante.

c) Matériel.

Le demandeur fournit une liste détaillée de son matériel et outillage, en indiquant les prix d'achat. On ne tient compte que des machines immeuble par destination ayant une certaine valeur. Les évaluations sont faites en se basant sur les prix de vente des constructeurs. On en prend le tiers ou le quart suivant (1) l'état du matériel, sa durée d'amortissement et les possibilités de vente en cas de réalisation forcée.

Le chiffre obtenu par ce procédé doit être inférieur à celui qui figure au bilan après amortissement; on dispose ainsi d'un moyen de contrôle.

Il reste à faire ensuite la somme des valeurs vénales proposées pour les terrains, bâtiments et matériel. Les 60 % de ce résultat donnent le montant du prêt qui peut être consenti si celui-ci est supérieur à 30 % de l'actif net.

Les articles 22, 23 et 24 du règlement intérieur prescrivent au sinistré de tenir le Crédit National au courant des changements qui seraient susceptibles de diminuer la valeur du gage hypothécaire.

Art. 22. — L'emprunteur hypothécaire est tenu de dénoncer à la Société, dans le délai d'un mois, les aliénations totales ou partielles qu'il peut avoir consenties sur les biens hypothéqués.

A défaut de dénonciation de ces faits dans ce délai, la Société peut exiger de lui le remboursement intégral. En outre, l'emprunteur est tenu de payer une indemnité calculée comme il est dit à l'article 20.

---

(1) La Zivnostenska Banka prête sur le 1/3 de la valeur des machines.

Art. 23. -- L'emprunteur hypothécaire doit également dénoncer dans le délai sus-indiqué, les détériorations que les biens hypothéqués peuvent avoir subies et tous les faits de nature, soit à troubler sa possession, soit à porter atteinte à son droit de propriété.

A défaut de dénonciation ou, dans tous les cas, si les faits ci-dessus compromettent les intérêts de la Société, elle peut exiger le remboursement et l'indemnité prévue à l'article 20 sera due.

Art. 24. — La dette devient également exigible, et l'indemnité déterminée par le dernier alinéa de l'article 20 est acquise à la Société en cas de dissimulation par l'emprunteur hypothécaire des causes d'hypothèques légales, de résolution ou de rescision qui peuvent grever les biens hypothéqués à la Société.

Les biens servant de gage doivent être assurés contre l'incendie.

Art. 25. -- Les biens susceptibles de périr par le feu doivent être assurés contre l'incendie, aux frais de l'emprunteur hypothécaire.

L'acte de prêt contient transport de l'indemnité en cas de sinistre.

L'assurance doit être maintenue pendant toute la durée du prêt.

La Société peut demander que l'assurance soit faite en son nom, et le montant des charges annuelles acquitté par ses mains.

Dans ce cas, le chiffre des annuités ou des semestres d'intérêts est augmenté d'autant.

Art. 26. — En cas de sinistre, l'indemnité est touchée directement par la Société.

Dans le délai d'un an, à partir du règlement du sinistre, le débiteur a la faculté de rétablir les biens dans leur état primitif.

Pendant ce temps, la Société conserve l'indemnité à titre de garantie jusqu'à concurrence de ses droits calculés à l'expiration de l'année.

Après la reconstruction des biens, elle remet l'indemnité au débiteur, déduction faite de ce qui est exigible.

Toutefois, la Société pourra, après entente avec son débiteur, lui consentir des avances pour le règlement des travaux en cours à condition qu'hypothèque lui soit donnée.

Si, à l'expiration de l'année, le débiteur n'a pas usé de son droit de rétablir les biens ou, si avant cette époque, il a notifié son intention de ne pas en user, l'indemnité est définitivement acquise à la Société et imputée sur sa créance comme paiement fait par anticipation.

Art. 27. — Les remboursements anticipés qui proviennent de sinistres ne donnent pas lieu à l'indemnité prévue par l'article 20.

La Société, si elle juge que, par le fait du sinistre, ses sûretés sont compromises, peut exiger le paiement de ce qui lui reste dû.

## 2° Prêts sur caution.

Ces prêts sont l'exemple-type du crédit personnel qui est si difficile à organiser. Ils ne sont malheureu-



sement pas exempts de dangers ; l'expérience est là pour le confirmer.

La caution est en effet une garantie essentiellement fragile qui expose le prêteur à bien des risques. On peut citer des banques ou des industries qui semblaient présenter une surface financière considérable et n'ont pu faire face à leurs engagements. Le cas de la Banque Industrielle de Chine et de la Banca di Sconto engage à beaucoup de prudence.

On peut dire qu'une Société telle que le Crédit National ne se trouve pas placée dans d'excellentes conditions pour consentir du crédit à long terme en prenant la caution comme garantie unique. Seules, les banques telles que le Crédit du Nord qui ont des renseignements sur place et peuvent diviser les risques sont susceptibles de le pratiquer avec succès quand les immobilisations ne sont pas de trop longue durée.

La caution doit plutôt, à notre avis, être considérée comme une garantie subsidiaire analogue au nantissement de fonds de commerce. En cas de prêt hypothécaire lorsque l'affaire ne paraît pas avoir un avenir parfaitement assuré, mais présente malgré tout de l'intérêt, si les administrateurs ont une certaine fortune personnelle et s'ils acceptent de donner leur caution solidaire, le Conseil d'administration du Crédit National peut être encouragé à accorder les fonds nécessaires à la création ou au développement d'une entreprise.

### 3° Prêts sur titres.

Les seuls titres sur lesquels le Crédit National a prêté jusqu'à présent, sont ceux de dommages de guerre, certificats provisoires et titres nominatifs d'annuités.

Une inspection sur place semblerait dans ce cas superflue étant donné la valeur de la garantie offerte. Elle s'impose cependant car il importe de n'accorder un appui financier qu'aux entreprises bien conduites et dignes d'intérêt. Dans ce but, il faut procéder avec la même prudence que dans le cas d'un emprunt hypothécaire, la question du gage mise à part.

#### a) Certificats provisoires de dommages de guerre.

Ainsi que nous l'avons signalé précédemment, le Conseil d'administration du Crédit National a accordé des prêts à long terme en prenant des certificats en nantissement. Cette garantie a été supprimée depuis le mois d'octobre 1921.

Le sinistré fournissait à l'appui de sa demande un bulletin de situation de compte provisoire modèle B, qui lui était délivré par le Préfet. Il était possible de connaître ainsi la situation exacte de ses dommages de guerre.

Le nantissement du titre avait pour effet de bloquer le compte du sinistré pour le montant du certificat.

Les avances consenties pouvaient être de 75 % dans le cas d'un certificat immobilier unique et de 100 % de l'immobilier dans le cas de deux : un immobilier et un mobilier.

Ces prêts étaient d'une grande utilité pour les sinistrés qui désiraient faire le remploi (1) puisqu'ils pouvaient obtenir rapidement des fonds moyennant le paiement d'un intérêt peu élevé. C'était aussi un placement présentant beaucoup de sécurité pour le Crédit national, aussi croyons-nous qu'il est regrettable d'avoir supprimé cette catégorie de prêts (1).

*b) Titres nominatifs d'annuités.*

Nous avons dit que ces titres sont délivrés sur la demande de l'intéressé dans le cas d'une perte subie, supérieure à un million. Il suffit d'adresser une demande à la Préfecture du département du lieu du dommage et de passer une convention avec le ministre des Finances, ce qui permet de recevoir des titres d'annuités au nombre de 15 ou 30. Il est possible de les céder ou de les donner en garantie dans les formes prévues par le Code civil.

Le Crédit national consent des prêts sur ces titres. Certaines compagnies d'assurance emploient également leurs capitaux à des placements de ce genre analogues à des fonds d'Etat.

Le montant des avances qui peuvent être consenties est évalué d'après des barèmes établis. La proportion

---

(1) Les fonds n'étaient délivrés qu'en fournissant les certificats justificatifs d'emploi, modèle K.

(1) Cette suppression a été décidée à la suite d'une surprise : une Société dont les dommages de guerre étaient sérieusement exagérés avait donné en nantissement un certificat provisoire dont le montant fut diminué à la suite d'une vérification faite par un expert de l'Etat .

est approximativement de 80 % du capital nominal des annuités de dommages de guerre (1).

Nous donnons ci-après un tableau pour un intérêt de 8,25 %.

---

(1) Si la série d'annuités dont dispose l'emprunteur portait sur un capital de dommages de beaucoup supérieur à 2 millions, il conviendrait d'en demander au Ministère des Finances la division en deux séries partielles pour ne déléguer au Crédit national qu'une série exactement suffisante pour gager le prêt envisagé.





# B A R Ê M E

Fixant la proportion des PRÊTS sur ANNUITÉS

| Pour<br>un capital<br>de | Amorti en 30<br>ans à 6 % par<br>1 annuité de | LE CREDIT NATIONAL PEUT PRÊTER A : |         |         |         |
|--------------------------|-----------------------------------------------|------------------------------------|---------|---------|---------|
|                          |                                               | 7,50 %                             | 7,80 %  | 8,10 %  | 8,25 %  |
| 1.000                    | 72,64                                         | 840                                | 800     | 790     | 780     |
| 5.000                    | 363,24                                        | 4.200                              | 4.050   | 3.950   | 3.900   |
| 10.000                   | 726,49                                        | 8.400                              | 8.150   | 7.950   | 7.800   |
| 20.000                   | 1.452,98                                      | 16.800                             | 16.300  | 15.900  | 15.650  |
| 30.000                   | 2.179,47                                      | 25.200                             | 24.450  | 23.800  | 23.500  |
| 40.000                   | 2.905,96                                      | 33.600                             | 32.650  | 31.800  | 31.350  |
| 50.000                   | 3.632,45                                      | 42.000                             | 40.800  | 39.750  | 39.200  |
| 60.000                   | 4.358,93                                      | 50.400                             | 48.950  | 55.700  | 47.050  |
| 70.000                   | 5.085,42                                      | 58.800                             | 57.100  | 47.700  | 54.900  |
| 80.000                   | 5.811,91                                      | 67.200                             | 65.300  | 63.700  | 62.750  |
| 90.000                   | 6.538,41                                      | 75.600                             | 73.450  | 71.650  | 70.600  |
| 100.000                  | 7.264,89                                      | 84.000                             | 80.600  | 79.600  | 78.450  |
| 200.000                  | 14.529,78                                     | 168.000                            | 163.250 | 159.300 |         |
| 300.000                  | 21.794,67                                     | 252.100                            | 244.850 | 238.900 | 156.950 |

|           |            |           |           |           |           |
|-----------|------------|-----------|-----------|-----------|-----------|
| 400.000   | 29.059,56  | 336.100   | 326.500   | 318.700   | 313.950   |
| 500.000   | 36.324,45  | 420.100   | 408.150   | 398.400   | 392.450   |
| 600.000   | 43.589,34  | 504.200   | 489.750   | 478.000   | 470.950   |
| 700.000   | 50.854,23  | 588.200   | 571.400   | 557.700   | 549.450   |
| 800.000   | 58.119,12  | 672.200   | 653.050   | 637.900   | 627.900   |
| 900.000   | 65.384,01  | 756.300   | 734.650   | 717.100   | 706.400   |
| 1.000.000 | 72.648,91  | 840.300   | 816.300   | 796.800   | 784.900   |
| 1.100.000 | 79.913,80  | 924.350   | 897.950   | 876.600   | 863.400   |
| 1.200.000 | 87.178,69  | 1.008.400 | 979.550   | 956.200   | 941.900   |
| 1.300.000 | 94.443,58  | 1.092.400 | 1.061.250 | 1.035.900 | 1.020.400 |
| 1.400.000 | 101.708,47 | 1.176.450 | 1.142.850 | 1.125.700 | 1.098.900 |
| 1.500.000 | 108.973,36 | 1.260.500 | 1.224.550 | 1.195.300 | 1.177.350 |
| 1.600.000 | 116.238,25 | 1.344.500 | 1.306.100 | 1.275.000 | 1.255.850 |
| 1.700.000 | 123.503,14 | 1.428.350 | 1.387.750 | 1.354.700 | 1.334.350 |
| 1.800.000 | 130.768,03 | 1.512.600 | 1.469.350 | 1.434.300 | 1.412.850 |
| 1.900.000 | 138.032,92 | 1.596.600 | 1.551.000 | 1.514.000 | 1.491.350 |
| 2.000.000 | 145.297,82 | 1.680.650 | 1.632.650 | 1.593.700 | 1.569.850 |
| 2.100.000 | 152.562,71 | 1.764.700 | 1.714.250 | 1.673.400 | 1.648.350 |
| 2.200.000 | 159.827,60 | 1.848.700 | 1.795.900 | 1.753.700 | 1.726.800 |
| 2.300.000 | 167.092,49 | 1.939.750 | 1.887.550 | 1.832.800 | 1.805.300 |
| 2.380.000 | 172.904,40 | 2.000.000 | 1.942.857 | 1.896.414 | 1.868.131 |
| 2.400.000 | 174.357,38 | 2.016.800 | 1.959.150 | 1.912.500 | 1.883.800 |
| 2.450.000 | 177.989,83 | 2.058.800 | 2.000.000 | 1.952.400 | 1.923.050 |
| 2.500.000 | 181.622,27 | 2.100.800 | 2.040.816 | 1.892.031 | 1.962.323 |
| 2.509.722 | 182.328,57 | 2.109.000 | 2.048.752 | 2.000.000 | 1.967.991 |
| 2.548.000 | 185.109,40 | 2.141.150 | 2.080.000 | 2.030.278 | 2.000.000 |

Le barème a été établi en tenant compte de la manière dont s'opère le remboursement. Par application de l'article 57 des statuts, le Crédit National ne pouvant se rembourser que 3 ans au plus tôt après la réalisation du prêt, les premières annuités rentrant dans le délai sont payées à l'emprunteur qui doit solder les intérêts pour la période correspondante. Dès le semestre précédant l'échéance de la première annuité déléguée au Crédit national (en général l'annuité n° 4) le paiement des intérêts et le remboursement en capital sont réglés automatiquement sur cette annuité et les suivantes sans que l'emprunteur ait à faire de décaissement.

Le calcul est fait d'une façon très stricte par le service des annuités qui est chargé de ce travail et y apporte toute son attention. Toute somme qui doit revenir à l'emprunteur après paiement en principal et intérêt est portée à son crédit. C'est ce qui se produit pour la ristourne résultant de l'application de l'article 2 de la loi du 24 mars 1921 qui exempté les obligations du Crédit National de toute quotité égale au montant des prêts consentis sur la garantie des annuités .

Les emprunts ont eu de ce fait le bénéfice d'une ristourne qui, pour le deuxième trimestre de 1921, n'a pas été inférieure à 1,23 %.

Par application de l'article 156 de la loi du 31 juillet 1920, et pour garantir le remboursement par le Trésor des annuités constituant la sûreté du Crédit National les prêts sont faits sous forme d'ouverture de crédit. Les fonds demeurent déposés rue St-Dominique et

n'en sont retirés que sur présentation des certificats de justification d'emploi (modèle K) délivrés par les services préfectoraux.

Le montant total des certificats fournis en une ou plusieurs fois doit être égal à 90 % du chiffre du capital nominal des annuités. C'est ce qui a été décidé par l'article 15 de la loi du 31 mars 1923.

### III. *L'œuvre du service des prêts au point de vue du relèvement national*

#### 1° Résultats généraux pour les différentes industries.

Le Crédit National a consenti en juin 1920 les premiers prêts aux industriels et commerçants. Alors qu'en décembre 1920, leur montant dépassait à peine 31 millions, on peut voir d'après le tableau suivant la progression rapide qui s'est effectuée.

| <i>Sections</i>                                         | <i>Au<br/>31 décembre<br/>1921</i> | <i>Au<br/>31 décembre<br/>1922</i> |
|---------------------------------------------------------|------------------------------------|------------------------------------|
| Alimentation .....                                      | 72.095.000                         | 70.564.899,03                      |
| Entreprise et maté-<br>riaux de construc-<br>tion ..... | 24.697.000                         | 29.728.762,03                      |
| Hôtellerie et divers .                                  | 2.370.000                          | 12.281.500.00                      |
| Industries électri-<br>ques .....                       | 3.700.000                          | 4.168.000. »                       |
| Métallurgie .....                                       | 66.676.500                         | 94.175.500. »                      |
| Produits Chimiques                                      | 11.375.000                         | 18.635.000. »                      |
| Textiles .....                                          | 75.360.000                         | 124.417.400. »                     |
| Totaux. fr. ....                                        | 256.269.500                        | 353.971.061,23                     |

Le développement des prêts est une image fidèle bien que très réduite de l'activité de l'industrie française. Pour plus de moitié, les avances ont été consenties à l'industrie textile dont la prospérité s'est affirmée au cours de l'année 1922.

La métallurgie occupe le second rang. Son relèvement s'est manifesté très nettement jusqu'au moment de la gêne provoquée par la défaillance de l'Allemagne.

Le chiffre relativement élevé de prêts consentis aux industries chimiques est dû à l'effort considérable qui est tenté pour essayer de se libérer des produits étrangers.

A la date du 31 décembre, les garanties données par les emprunteurs se répartissent de la façon suivante :

|                                                       |                  |
|-------------------------------------------------------|------------------|
| — Prêts sur hypothèque.....                           | fr. 31.310.000 » |
| — Prêts sur caution solidaire....                     | 12.796.687,50    |
| — Prêts sur hypothèque et<br>caution solidaire.....   | 7.933.999,20     |
| — Prêts sur hypothèque et fonds<br>de commerce.....   | 8.771.200,00     |
| — Prêts sur caution en attendant<br>les annuités..... | 21.800.000,00    |
| — Prêts sur certificats provisoires..                 | 17.589.174,53    |
| — Prêts sur annuités.....                             | 253.620.000,00   |

On voit par le tableau précédent que les annuités de dommages de guerre comptent pour la plus grosse part dans le portefeuille des prêts. C'est là une chose très normale, car les industries des régions dévastées



sont en train de renaître. Elles disposent dans les annuités d'un moyen de crédit commode.

Beaucoup de prêts sur caution solidaire et sur certificats provisoires ont été transformés ultérieurement en prêts sur annuités dans l'intérêt même des emprunteurs, pour leur éviter les ennuis du remboursement et les faire profiter en même temps de la ristourne.

Les sommes versées aux emprunteurs ont rapporté pour l'exercice 1922 un total de 15.128 fr. 13 d'intérêts qui reviennent à l'Etat, déduction faite de la participation prévue par l'article 12 de la convention du 7 juillet 1919.

2° Résultats généraux pour les différentes catégories de garanties.

#### 1° Prêts sur hypothèque.

Le Crédit national a consenti de nombreux prêts sur hypothèque dans les régions dévastées. Après avoir demandé l'assentiment du ministre des Finances, il a, dès le mois de mai 1921, étendu son concours à certaines entreprises de l'intérieur tout en s'imposant de maintenir pour chaque exercice le total des avances à long terme consenties en dehors de la zone dévastée dans la proportion de 1 à 5 établie par l'article 2 de la convention du 7 juillet 1919.

En fait, cette limite a été bien loin d'être atteinte puisque sur 314.582.500 francs de prêts consentis au 31 mai 1922, 10.185.000 seulement concernaient la catégorie des industriels dont nous venons de parler.

Si les prêts sur hypothèques sont les moins importants, ils ont cependant rendu de grands services à de nombreuses industries qui ont pu, de cette manière, se procurer des capitaux à des conditions avantageuses.

Dans le cas d'un emprunt contracté au Crédit national, les frais sont approximativement de 3 % (1) : le taux effectif ressort en septembre 1923, pour la première année seulement, à 11 % environ.

Or, pour une émission, il faudrait porter ce chiffre à 12 ou 15 % suivant le crédit de la firme. L'économie est donc appréciable.

## 2° Prêts sur annuités.

Nous avons vu que l'œuvre la plus intéressante du service des prêts du Crédit National est incontestablement l'organisation des avances à long terme sur titres d'annuités de dommages de guerre.

C'est en s'adressant au Crédit national que le groupement des brasseurs sinistrés, le groupement de l'in-

---

(1) Les frais afférents à un prêt sur hypothèque sont :

1° Les droits qui se montent à 1 % et les décimes 0,25 % soit au total 1,25 %.

2° Les frais de notaire qui varient suivant les cours d'appel. A Paris, pour une obligation pure et simple sans cautionnement, le tarif est de :

1,25 % de 1 franc à 200.000 francs.

0,625 % de 200.000 fr. à 500.00 francs.

0,3125 % au-dessus sans limitation.

3° Le coût de l'inscription hypothécaire ; soit 0,40 % ainsi que le salaire du conservateur qui varie suivant l'état qu'on lève.

L'ensemble de ces frais représente 3 % environ au total.

industrie sucrière en reconstitution (2) et certains tissages du groupement alsacien ont pu obtenir les capitaux qui leur étaient indispensables pour hâter la reconstruction de leurs usines.

De nombreux industriels qui avaient fait procéder aux travaux de remise en état de leur entreprise, soit en payant de leurs deniers personnels, soit en ayant recours à l'aide financière des banques, ont réussi grâce à la cession de leurs titres d'annuités, à rentrer dans les sommes qu'ils avaient dû avancer ou emprunter. Si, en effet, on tient compte de ce fait que le taux normal des capitaux prêtés par les banques est de 10 % environ alors que le Crédit National consent des avances à long terme à 8.25 %, et fait de plus une ristourne d'un montant de 1.23 environ, on peut juger de l'économie possible permettant de donner une élasticité nouvelle à la trésorerie d'une entreprise.

Afin de pouvoir apprécier l'importance des prêts à long terme consentis à l'industrie et au commerce au cours de l'année 1921, nous donnons ci-après un tableau donnant la progression des prêts au cours de l'année 1923.

---

(2) L'emprunt du groupement de l'industrie sucrière devait, par ordre du ministre des Finances, être souscrit dans un délai très limité. Il fallait 200 millions, on n'en recueillit que 150 environ. Le déficit fut comblé grâce à l'appui financier du Crédit national.

# MONTANT DES PRÊTS A LONG TERME PAR LE C

|                                                   | TOTAL<br>AU<br>31 décembre 1921<br>(4) | EXERCICE   |            |           |            |            |            |
|---------------------------------------------------|----------------------------------------|------------|------------|-----------|------------|------------|------------|
|                                                   |                                        | JANVIER    | FÉVRIER    | MARS      | AVRIL      | MAI        | JUN        |
|                                                   |                                        |            |            |           |            |            |            |
| Alimentation . . . . .                            | 72.095.000                             | 2.780.000  | 2.680.000  | "         | "          | 3.099.000  | 2.780.000  |
| Entreprise et matériaux de construction . . . . . | 24.697.000                             | 1.700.000  | "          | "         | 135.000    | 3.495.000  | 1.700.000  |
| Hôtellerie et divers . . . . .                    | 2.370.000                              | 1.505.000  | 2.150.000  | "         | 2.930.000  | 1.030.000  | 1.505.000  |
| Industries électriques . . . . .                  | 3.700.000                              | "          | "          | "         | 90.000     | 62.000     | "          |
| Métallurgie . . . . .                             | 66.672.500                             | 2.435.000  | 4.640.000  | 1.470.000 | 2.305.000  | 5.690.000  | 2.435.000  |
| Produits chimiques . . . . .                      | 11.375.000                             | "          | "          | "         | "          | 2.300.000  | "          |
| Textiles . . . . .                                | 75.360.000                             | 4.000.000  | 1.572.000  | 5.830.000 | 8.082.000  | 13.492.000 | 4.000.000  |
|                                                   | 256.262.500                            | 12.420.000 | 11.042.000 | 7.320.000 | 13.562.000 | 29.168.000 | 12.420.000 |

N.-B. — A la date du 6 mai 1923, le montant des prêts consentis atteint 375.505.123 fr. 19 c

# ONSENTIS AU COMMERCE ET A L'INDUSTRIE

TIONAL

| 922    |            |            |           |           |               | TOTAUX<br>des<br>COLONNES 1 ET 2 | A DEDUIRE<br>REMBOURSEMENTS<br>ET RETRAITS | TOTAUX<br>GENERAUX<br>AU<br>31 DECEMBRE 1962 |
|--------|------------|------------|-----------|-----------|---------------|----------------------------------|--------------------------------------------|----------------------------------------------|
| OUT    | SEPTEMBRE  | OCTOBRE    | NOVEMBRE  | DECEMBRE  | TOTAUX<br>(2) |                                  |                                            |                                              |
| 00.000 | 3.225.000  | 250.000    | 338.000   | 2.430.000 | 18.422.000    | 90.547.000                       | 19.952.100 80                              | 70.564.899 20                                |
| 00.000 | 462.000    | 174.400    | "         | 832.000   | 10.448.400    | 35.145.400                       | 5.416.637 97                               | 29.728.762 03                                |
| "      | 1.138.000  | 2.000.000  | 1.200.000 | "         | 11.970.000    | 14.340.000                       | 2.058.500 "                                | 12.281.500 "                                 |
| 86.000 | "          | "          | "         | "         | 4.318.000     | 5.018.000                        | 850.000 "                                  | 4.168.000 "                                  |
| 40.000 | 8.298.000  | 2.500.000  | 3.064.000 | 1.785.000 | 34.827.000    | 101.499.300                      | 7.324.000 "                                | 94.175.300 "                                 |
| "      | 2.785.000  | "          | "         | 2.000.000 | 9.085.000     | 20.460.000                       | 1.825.000 "                                | 18.635.000 "                                 |
| 10.000 | 2.437.000  | 5.193.000  | 3.824.000 | 2.112.000 | 53.834.000    | 129.194.000                      | 4.776.600 "                                | 124.417.400 "                                |
| 16.000 | 18.402.000 | 10.116.400 | 8.426.000 | 8.879.000 | 139.904.400   | 396.173.900                      | 42.202.828 77                              | 353.971 061 23                               |



## CHAPITRE IV

### *LE SERVICE DES ETUDES*

#### *DU CREDIT NATIONAL.*

Etant donné que les industries ou commerces que les inspecteurs du service des prêts ont à examiner, sont d'ordres très variés, une documentation très importante s'imposait. C'est pour fournir aux divers services du Crédit National et tout particulièrement au Service des Prêts des renseignements financiers économiques et techniques que le Service des Etudes fut créé.

La tâche était essentiellement délicate. Il fallait prendre comme directeur un technicien de valeur capable de rechercher soigneusement soit dans les ouvrages parus soit dans les revues scientifiques, soit même par ses relations personnelles avec des industriels des renseignements susceptibles d'être d'une utilité quelconque pour la rédaction des rapports fournis par les inspecteurs.

M. Louis MARTIN confia ce poste à un collaborateur dévoué dont il avait pu apprécier toutes les qualités : M. le général JULLIEN. Nous espérons qu'il voudra bien nous excuser d'avoir fait sortir son nom de l'anonymat.

1°. — *Extraits de la presse et renseignements généraux.*

En premier lieu pour tenir journellement l'administration au courant des nouvelles financières, économiques et politiques, le Service des Etudes rédige chaque matin une analyse de la presse qui contient un exposé succinct et complet de tous les faits du jour.

Il publie également chaque semaine un bulletin hebdomadaire divisé en quatre parties : financière, économique, technique et juridique, comprenant un nombre variable d'articles qui en raison de leur développement n'ont pu trouver place dans l'analyse de la presse.

Deux fois par mois un supplément au bulletin hebdomadaire donne les cours officiels ou commerciaux des céréales, des combustibles minéraux et liquides, des métaux, des textiles, des matériaux de construction et des cuirs et peaux.

En dehors de ces documents le service des Etudes qui est abonné à la plupart des revues techniques (1) en fait des extraits nombreux et tient le haut personnel du Crédit national au courant de toutes les nouveautés industrielles et scientifiques.

2°. — *Etudes Techniques.*

Soit spontanément, soit sur la demande du Service des prêts qui, ainsi que nous l'avons dit, peut être saisi par des demandes venues de toutes les branches

(1) Revues Françaises : *La Technique Moderne, Chimie et Industrie, Le Génie Civil.*

Revue étrangère : *Stahl und Eisen.*

de l'industrie, le service rédige des études techniques accompagnées souvent de devis estimatifs.

Nous donnons ci-après une nomenclature abrégée des quelques études parues en ne retenant que les plus importantes.

« Le tannage des cuirs, procédés divers et leurs avantages respectifs ».

« La fabrication de l'ammoniaque synthétique ».

« Chaux et Ciments, répartition des diverses usines sur le territoire, leur capacité de production ».

« Prix de revient d'installations métallurgiques diverses ».

« La Sucrierie (installation et prix de revient d'une sucrierie moderne) ».

« La Brasserie (organisation d'une brasserie moderne), (prix de revient d'une brasserie produisant 50.000 hectolitres de bière par jour) ».

« La fabrication de l'alcool d'industrie (étude théorique suivie de renseignements sur le prix de revient de distilleries de capacités diverses de production) ».  
etc. etc.

### 3° — *Documentation sur les Sociétés.*

En outre, le Service des Etudes conserve un très grand nombre de renseignements sur les différentes industries ainsi que les dossiers des principales Sociétés anonymes (banques, chemins de fer, métallurgie, etc.) qui lui permettent, à tout moment, de procurer très rapidement des indications précises sur les questions qui peuvent lui être posées.

4°. — *Visites d'usines.*

Pour pouvoir contribuer à donner au service de l'Inspection des idées générales sur les Usines types concernant les différentes catégories d'industries, le Service des Etudes a pris l'initiative d'organiser des visites qui sont d'une très grande utilité. Les inspecteurs ont eu l'occasion de visiter les Ateliers Electriques de Saint-Ouen, l'usine Renault à Billancourt, la fabrique de Ciment de Gargenville, de la firme Poliet et Chausson etc.

C'est là, à notre avis, une méthode excellente pour compléter les enseignements théoriques que l'on peut puiser dans des ouvrages ou revues. Il est à souhaiter qu'elle tende à se généraliser.



## TROISIEME PARTIE

### CHAPITRE I

#### *LES EMPRUNTS DU CREDIT NATIONAL*

Pour assurer le paiement des indemnités de dommages de guerre, le Crédit national a recours à des emprunts dont toutes les charges sont assurées par l'Etat qui inscrit chaque année une annuité à son budget et la remet à la Société.

Dans quelles conditions et à quel moment procède-t-on aux différentes émissions ? C'est l'étude de cette question qui va faire l'objet de ce chapitre.

##### *I. Emission des emprunts du Crédit national*

Lorsque les fonds provenant d'un emprunt doivent normalement être épuisés dans un délai de plusieurs mois, l'assemblée générale des actionnaires du Crédit national est invitée à accorder des émissions nouvelles jusqu'à concurrence d'une certaine somme. Une loi de finances ou de douzièmes provisoires vient ensuite ouvrir de nouveaux crédits pour une période de six mois ou un an.

Afin de déterminer les conditions qui paraissent les meilleures pour assurer le succès de l'émission prévue, le ministre des Finances invite les principaux directeurs de banques à se réunir rue de Rivoli.



Il importe de se renseigner sur l'allure générale du marché en bourse, afin de connaître le loyer normal de l'argent à ce moment. Les banquiers en contact constant avec la clientèle sont en mesure de donner des indications sur ses préférences. Leur avis, purement consultatif, est donc digne d'être pris en considération.

Après avoir eu connaissance de l'opinion des financiers, le Conseil d'administration du Crédit National étudie les modalités de l'emprunt. Il doit fixer la nature des titres à émettre. Généralement le recours aux obligations à lots s'impose à cause de la faveur dont elles jouissent auprès de la petite épargne.

Le taux est déterminé par la loi de l'offre et de la demande à ce moment, il n'est pas possible de le fixer arbitrairement. Le prix d'émission est toujours inférieur au remboursement de manière à attirer les souscripteurs par le bénéfice de la prime ; il est très souvent calculé de manière à être de quelques francs meilleur marché que l'emprunt antérieur acheté en bourse ex-coupon, mais cette règle n'a rien d'immuable.

Dans le cas d'obligations à lots, la société doit faire entrer en ligne de compte les charges financières provenant des tirages, il faut connaître le « taux effectif ». Ce travail est confié à des actuaires spécialisés dans ce genre d'opérations.

Des souscriptions du Crédit National sont presque toutes limitées, il s'agit de recueillir les fonds dans un délai qui varie de 10 à 25 jours suivant le nombre de titres à placer.

Une fois les diverses modalités déterminées, le projet est soumis au ministre des Finances qui autorise l'émission par un arrêté.

L'impression des titres est confiée à l'Imprimerie Nationale. Lorsqu'elle est terminée, on centralise les obligations au Crédit National qui charge ensuite les différentes banques d'en effectuer le placement, la répartition étant faite au prorata des capacités. Les grands établissements de crédit qui disposent de nombreuses succursales dans toute la France ont des moyens d'action puissants pour agir auprès de leur clientèle, leur concours est très appréciable pour assurer le succès de la souscription.

Les principales banques qui jouent un rôle des plus actifs dans cette opération sont par ordre d'importance, en premier rang, le Crédit Lyonnais, puis la Banque de France, la Société Générale, le Comptoir National d'Escompte, le Crédit Industriel et Commercial, etc.

En rémunération du service rendu au Crédit national, chaque Société reçoit une commission, qui est destinée pour une très faible partie, à couvrir les frais de publicité (1). Des affiches sont mises à la disposition des différents établissements financiers qui se chargent eux-mêmes d'attirer les souscripteurs.

Il faut signaler à ce sujet toute l'importance de cette propagande et l'effet qu'elle produit lorsqu'elle

---

(1) Seuls, les emprunts d'Etat et ceux du Crédit national sont dispensés des frais de publicité qui sont normalement à la charge des sociétés industrielles ou commerciales.

est faite judicieusement (1). Dans le but d'assurer le succès de l'emprunt, il est en effet d'intérêt national de faire connaître le plus possible les avantages nombreux accordés aux souscripteurs.

En plus de l'affichage, les banques chargent à Paris les maisons de publicité, Dufayel par exemple d'envoyer des circulaires aux industriels, avocats et en général toutes les personnes présentant une surface financière assez importante. En province, ce sont les succursales qui, bénéficiant de la commission, se chargent elles-mêmes d'attirer les souscripteurs.

Le Crédit National place également ses titres par l'intermédiaire des agents du Trésor, des percepteurs, des bureaux de poste ainsi que des notaires et des agents de change qui exercent une influence prépondérante par les conseils qu'ils peuvent donner à leurs clients dans le placement de leurs capitaux disponibles. Tous ces intermédiaires sont des auxiliaires précieux dont il ne faut pas mépriser le concours.

Une fois la souscription close, les sociétés de crédit centralisent à Paris les sommes qu'elles ont recueillies. Comme ce travail donne lieu à un mouvement de trésorerie assez important, un délai d'une huitaine de jours est accordé pour assurer le règlement (2).

---

(1) Signalons l'affiche de René Lelong relative au premier couleur rouge attire les regards et est d'un heureux effet remettant au travail pour réparer les régions dévastées. La emprunt du Crédit National. Elle symbolise la France se pour la publicité.

(2) Comme il s'écoule un certain délai entre le moment où les sociétés de crédit reçoivent l'argent des souscripteurs et celui où elles versent au Trésor, l'intérêt de ces capitaux constitue une bonification supplémentaire qui peut atteindre

Les fonds sont alors versés au Trésor au compte du Crédit National, déduction faite de la commission.

Les banques ont encore un certain rôle à jouer, car les souscripteurs n'ont reçu qu'un certificat provisoire en raison du temps qui est nécessaire pour l'impression des titres définitifs. L'échange n'a lieu que dix-huit mois environ après l'émission. Il importe à ce moment d'assurer la conformité des numéros qui ont leur importance pour les tirages.

## *II. Etude d'ensemble des différents emprunts.*

Ainsi que nous l'avons dit, les différentes émissions du Crédit National ont eu lieu presque toutes sous la forme d'obligations à lots. Nous allons en étudier les principales caractéristiques.

### **1° Emprunt 5 % 1919.**

Cet emprunt a été émis aussitôt après la fondation du Crédit National en vue de procéder le plus rapidement possible au paiement des indemnités pour dommages de guerre dont l'Etat s'était lui-même chargé jusqu'alors.

L'émission a été autorisée par arrêté ministériel en date du 21 novembre 1919. Elle comportait le placement de 8 millions d'obligations 5 % de 500 francs représentant un capital nominal de quatre milliards de francs. La souscription a eu lieu du 12 au 23 décembre 1919.

Chacun des titres rapporte un intérêt annuel de 25 francs payable par moitié le 1<sup>er</sup> janvier et le 1<sup>er</sup> juillet de chaque année, le premier coupon venant à échéance le 1<sup>er</sup> juillet 1920.

Le remboursement a lieu soit au pair augmenté d'une prime de 100 francs, c'est-à-dire à 600 francs, soit par lots, en soixante-quinze ans au plus tard, par tirages au sort. Ceux-ci ont lieu chaque année les 1<sup>er</sup> mars, 1<sup>er</sup> juin, 1<sup>er</sup> septembre et 1<sup>er</sup> décembre. Les titres remboursables sont payés le 1<sup>er</sup> du mois suivant. Ils ne donnent pas droit au coupon en cours.

Les lots annuels forment un total de 10 millions de francs ; ils sont répartis de la façon suivante :

|                                       |           |            |
|---------------------------------------|-----------|------------|
| 4 obligations remboursées à 1.000.000 | soit      | 4.000.000  |
| 4 — — — — —                           | 500.000 — | 2.000.000  |
| 20 — — — — —                          | 100.000 — | 2.000.000  |
| 40 — — — — —                          | 50.000 —  | 2.000.000  |
| <hr/>                                 |           | <hr/>      |
| 68                                    |           | 10.000.000 |

Une annuité inscrite au budget de l'Etat assure le service de l'emprunt. Mention en est faite sur les titres.

Le Crédit National prend à sa charge tous impôts français présents et futurs portant sur les coupons, primes et lots. Il a toute faculté pour rembourser par anticipation à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1940 tout ou partie des obligations restant en circulation.

Le prix d'émission fut fixé à 495 francs payables en un seul versement du 12 au 23 décembre 1919 au plus tard. Les souscriptions pouvaient être acquittées en espèces, mandats de virements ou chèques.



Le calcul du taux effectif pour cet emprunt conduit au chiffre de 5.50 % (1). La valeur actuelle (2) des lots ressort à 22.60.

La probabilité de gagner un lot de un million varie de 1 au début de la première année à

2.000.000

1 environ au début de la soixante-quinzième.  
84.000

En supposant le taux effectif constant, les obligations auraient dû avoir un cours augmentant progressivement avec l'amortissement et atteindre 615 francs au début de la soixante-quinzième année.

L'augmentation du loyer de l'argent a déjoué les prévisions et a provoqué une baisse probablement momentanée.

## 2° Emprunt 5 % 1920.

Ce second emprunt est très analogue au précédent. Il a été autorisé par arrêté du Ministère des Finances en date du 20 mai 1920 et comporte un capital nominal de 4 milliards divisé en 8 millions d'obligations de 500 francs. La souscription s'effectua du 31 mai au 26 juin 1920.

L'intérêt nominal est de 25 francs, payable par moitié le 15 juin et le 15 décembre de chaque année.

---

(1) Journal des Economistes, juin 1920. Emprunt des obligations émis par le Crédit national par MM. BARRIOL et BROCHU.

Le taux effectif calculé ne tient pas compte de la commission accordée pour le placement des titres. Il s'agit donc du taux effectif pour le souscripteur.

(2) La valeur actuelle est calculée au moment de l'émission.



Le remboursement s'opère, soit au pair à 500 francs (1), soit par lots en soixante-quinzeans par tirages au sort. Ces derniers, au nombre de huit, ont lieu chaque année les 2 janvier, 1<sup>er</sup> février, 1<sup>er</sup> avril, 1<sup>er</sup> mai, 1<sup>er</sup> juillet, 1<sup>er</sup> août, 1<sup>er</sup> octobre et 3 novembre.

Les 104 lots annuels constituent un capital de 20 millions de francs au lieu de 10 pour l'emprunt précédent. Ce dernier avantage est destiné à compenser la prime de remboursement de 100 francs de l'émission 1919.

La répartition des lots est la suivante :

|                                             |                  |
|---------------------------------------------|------------------|
| 8 Obligations remboursées à 1.000.000, soit | 8.000.000        |
| 8 — — — à 500 000, —                        | 4.000.000        |
| 16 — — — à 200.000, —                       | 3 200.000        |
| 24 — — — à 100.000, —                       | 2.400.000        |
| 48 — — — à 50 000, —                        | 2.400.000        |
| <hr/> 104                                   | <hr/> 20 000.000 |

Le remboursement des obligations tirées au sort se fait dans les mêmes conditions que pour l'emprunt précédent. Le Crédit National se réserve également le droit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1940, de rembourser les titres à 500 francs.

Le prix d'émission fut fixé à 485 francs payables en un seul versement en souscrivant. Le taux effectif de l'emprunt ressort à 5,81 % (1) de la valeur à l'émission des lots est de 42.90.

---

(1) Au lieu de 600 francs pour l'emprunt 1919.

(1) Journal des Economistes, janvier 1920. Emprunt en obligations émis par le Crédit national par MM. BARRIOL et BROCHU.

La probabilité de remboursement à un million  
varie de 1 au début de la première année à

---

1.000.000

1 environ au début de la cent-cinquantième.

---

50.000

L'emprunt 1920 est donc d'un prix de revient plus élevé que celui de 1919. Ce fait est dû à la hausse générale de l'intérêt. Les lots ont sensiblement doublé d'importance. Leur valeur à l'émission est en effet de 42.90 contre 26.60, pour l'emprunt précédent. Les bons qui rapportent déjà un intérêt de  $25 = 5,16 \%$

---

485

constituent ainsi de véritables billets de loterie permettant d'attirer les souscripteurs.

### 3° Emprunt 6 % 1921.

L'émission a été autorisée par un arrêté du ministre des Finances en date du 24 septembre 1921. Le capital nominal est de 3 milliards réparti en 6 millions de bons 6 % de 500 francs, formant six séries de 1 millions de bons chacune.

Le taux a dû être élevé à 6 % en raison de l'insuffisance des capitaux disponibles pour satisfaire à toutes les demandes. Ces bons rapportent un intérêt annuel de 30 francs, payable par moitié le 1<sup>er</sup> mai et le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année. Le remboursement

---

(1) Cette dénomination de « bons » pour désigner des obligations est impropre à notre avis. Le mot bon doit plutôt être réservé aux effets de commerce à court terme.

a lieu uniquement par lots au cours des années 1921-1930. Il sera effectué concurremment avec le pair de 1931 à 1936.

Dans la première période, il y a quatre tirages par an, le 1<sup>er</sup> décembre, le 1<sup>er</sup> mars, le 1<sup>er</sup> juin et le 1<sup>er</sup> septembre. Le premier a eu lieu le 1<sup>er</sup> décembre 1921 (le dernier le 1<sup>er</sup> septembre 1936).

La liste des lots annuels comprend :

|                                    |            |
|------------------------------------|------------|
| 2 bons remboursés à 500.000, soit  | 1.000.000  |
| 24 — — — 100.000, —                | 2.400.000  |
| 24 — — — 50.000, —                 | 1.200.000  |
| 96 — — — 10.000, —                 | 960.000    |
| 96 — — — 5.000, —                  | 480.000    |
| 6.960 — — — 1.000, —               | 6.960.000  |
| <hr/>                              |            |
| 7.902 lots par an pour un total de | 13.000.000 |

Cet emprunt se caractérise donc par un nombre de lots plus grand que pour les précédents. Les deux de 500.000 francs sont désignés, le premier : au tirage du 1<sup>er</sup> mars, le second, à celui du 1<sup>er</sup> septembre. Les 7.200 autres répartis entre les quatre tirages annuels se trouvent également divisés entre les six séries d'un million de bons avant la période d'amortissement au pair.

A cet effet, il est fait usage de deux roues, une première contient 100 numéros et sert à désigner la tranche bénéficiaire du lot à attribuer à chacune des six séries ; une deuxième renferme 10.000 numéros

et a pour objet de déterminer le numéro gagnant de cette tranche.

Comme il y a 300 lots à attribuer à chaque série, à chaque tirage, on tire successivement de la roue les 100 numéros, puis on les remet de la même façon pour procéder à une deuxième, puis à une troisième opération.

Chaque tranche de 10.000 titres reçoit ainsi 3 lots à chaque tirage, soit 12 lots par an. L'importance de ces derniers est très variable, elle peut osciller entre :

$4 \times 100.000 + 4 \times 50.000 : 4 \times 10.000 = 640.000$   
et  $12 \times 1.000 = 12.000$  francs.

Cette façon de procéder a été instituée en vue de corriger dans une certaine mesure les effets du hasard. Mais cette répartition par tranches ne donne pas plus de chances au souscripteur, il n'a aucun avantage à prendre ses titres dans la même tranche plutôt que dans plusieurs différentes.

Comme pour les émissions antérieures, les bons remboursables par des lots sont payés un mois après la date du tirage : ils ne donnent pas droit au coupon en cours à ce moment.

Les tirages de remboursement au pair ont lieu le 1<sup>er</sup> septembre de chacune des années 1931 à 1936, pour l'amortissement des bons restant en circulation sur une série de un million désignée.

Les bons remboursés à 500 francs sont payés le 1<sup>er</sup> novembre suivant la date du tirage, ils ont droit au coupon en cours.

L'emprunt jouit des mêmes avantages que les précédents en ce qui concerne les exemptions d'impôts

présents et futurs relatifs au paiement des intérêts, ainsi qu'au remboursement de bons en capital, primes et lots.

Le prix d'émission fut fixé à 498 fr. 50 payable en un seul versement. Le paiement était possible soit en numéraire (billets de banque, espèces, chèques, virement), ou en bons de la Défense Nationale émis avant le 24 octobre 1921 et repris soit pour leur valeur nominale, s'ils étaient échus avant le 10 novembre 1921, soit pour celle qu'ils devaient avoir à cette date dans le cas contraire.

L'émission ouverte le 24 octobre 1921 fut close le 10 novembre. Les bons furent délivrés avec jouissance du 1<sup>er</sup> novembre 1921.

Le taux effectif de l'emprunt ressort à 6.25 % (1) et la valeur actuelle des lots est de 21 francs par titre, soit 4.21 % du prix d'émission.

La probabilité de gagner un lot de 500.000 francs varie de 1 au début de la première année à

$$\frac{3.000.000}{1 \text{ au début de la dernière.}}$$
$$\frac{487.600}{}$$

#### 4<sup>e</sup> Emprunt 6 % de février 1922.

Cet emprunt a été autorisé par un arrêté du ministre des Finances du 12 janvier 1922. Contrairement à ce qui avait eu lieu antérieurement, la souscription fut illimitée. L'émission se fit sous la forme de bons décennaux de 500 francs, 6 %.

---

(1) Journal des Economistes, novembre 1921. L'émission du Crédit national en 1921 par MM. BARRIOL et BROCHU.

L'intérêt annuel de 30 francs est payable par semestre et d'avance, le 5 août et le 5 février.

Le remboursement a lieu au gré du porteur, soit à 500 francs le 1<sup>er</sup> février 1924, soit à 507 fr. 50 le 1<sup>er</sup> février 1927, soit à 525 francs le 1<sup>er</sup> février 1932.

La souscription ouverte le 1<sup>er</sup> février 1922 fut théoriquement close le 1<sup>er</sup> mars 1922 et donna lieu au placement de 9.420.000 bons.

Le taux effectif pour la souscription ressort à :  
6,67 % pour les bons remboursés le 1<sup>er</sup> février 1924.  
6,72 % pour les bons remboursés le 1<sup>er</sup> février 1927.  
6,76 % pour les bons remboursés le 1<sup>er</sup> février 1932.

Pour le Crédit National, le taux est sensiblement différent. En supposant que pendant toute la durée de l'emprunt, les impôts frappant les valeurs mobilières ne varient pas, les différentes causes qui interviennent sont : la proportion de titres nominatifs et au porteur, le cours moyen de la bourse servant à fixer l'impôt de circulation et le montant des commissions accordées aux intermédiaires.

Dans l'hypothèse où tous les titres sont au porteur, le cours en bourse restant constant et égal à 500 francs et la commission étant nulle, MM. BARRIOL et BROCHU donnent comme résultats pour le taux effectif :

|                                                       |        |
|-------------------------------------------------------|--------|
| Bons remboursés le 1 <sup>er</sup> février 1924 ..... | 7,69 % |
| Bons remboursés le 1 <sup>er</sup> février 1927 ..... | 7,94 % |
| Bons remboursés le 1 <sup>er</sup> février 1932 ..... | 8,02 % |

5<sup>e</sup> Emprunt 6 % juillet 1922.

L'émission a été autorisée par un arrêté du ministre des Finances en date du 10 juin 1922 pour un



capital de 3 milliards 290 millions de francs. Cet emprunt est très analogue au précédent à part le mode de remboursement qui peut avoir lieu à 500 francs le 1<sup>er</sup> juillet 1928, à 515 francs le 1<sup>er</sup> juillet 1934, à 530 francs le 1<sup>er</sup> juillet 1940.

Le taux effectif est pour le souscripteur :

6,21 % pour les bons remboursés le 1<sup>er</sup> juillet 1925.

6,30 % pour les bons remboursés le 1<sup>er</sup> juillet 1928.

6,30 % pour les bons remboursés le 1<sup>er</sup> juillet 1934.

6,31 % pour les bons remboursés le 1<sup>er</sup> juillet 1940.

Ces valeurs sont inférieures à celles de l'emprunt de février 1922 ; de plus, le taux qui est naturellement le plus faible dans le cas de remboursement à 3 ans reste sensiblement le même pour 6, 11 et 18 ans. Le Crédit National a pensé que le loyer de l'argent, très élevé actuellement, correspond à une situation anormale ; il est fort probable que l'on verra plus tard une diminution progressive de l'intérêt ; par conséquent, il est inutile de favoriser d'une façon excessive les porteurs de bons à longue échéance. Ceux-ci auront tout avantage à ajourner le plus possible le remboursement.

En adoptant les mêmes hypothèses que précédemment, on trouve que le taux effectif de cet emprunt pour le Crédit National a pour valeurs respectives :

7,46 pour les bons remboursés le 1<sup>er</sup> juillet 1925.

7,55 pour les bons remboursés le 1<sup>er</sup> juillet 1928.

7,55 pour les bons remboursés le 1<sup>er</sup> juillet 1934.

7,55 pour les bons remboursés le 1<sup>er</sup> juillet 1940.

La majoration due aux impôts est donc de 1,25 % (1) environ, soit une augmentation de 20 % par rapport au taux du souscripteur.

#### 6° Emprunt 6 % janvier 1923.

Un arrêté du ministre des Finances en date du 6 janvier 1923 a autorisé le Crédit national à émettre un emprunt d'un capital nominal de 3 milliards, sous la forme de bons de 500 francs, 6 % répartis en six séries comprenant chacune 1 million de titres.

L'intérêt annuel est de 30 francs. Il est payable par moitié les 1<sup>er</sup> février et 1<sup>er</sup> août de chaque année, le premier coupon venant à échéance le 1<sup>er</sup> août 1923. Les bons participent chaque année à partir du 2 mai 1923 à un tirage de lots par trimestre (mai, août, novembre, février). Chaque série de titres comporte 1,200 lots par an : la répartition est la suivante :

|                                                              |   |                           |             |
|--------------------------------------------------------------|---|---------------------------|-------------|
| Tirage<br>de<br>Mai                                          | { | 1 lot de 500.000 fr. soit | 500.000 fr. |
|                                                              |   | 2 lots de 10.000 fr. —    | 20.000 -    |
|                                                              |   | 8 lots de 5.000 fr. —     | 40.000 -    |
|                                                              |   | 289 lots de 1.000 fr. —   | 289.000 -   |
| Total : 300 lots                                             |   | 849.000 -                 |             |
| A chacun des ti-<br>rages d'Août,<br>Novembre et<br>Février. | { | 1 lot de 100.000 fr. soit | 100.000 fr. |
|                                                              |   | 1 lot de 50.000 fr. —     | 50.000 -    |
|                                                              |   | 2 lots de 10.000 fr. —    | 20.000 -    |
|                                                              |   | 8 lots de 5.000 fr. —     | 40.000 -    |
|                                                              |   | 288 lots de 1.000 fr. —   | 288.000 -   |
| Total : 300 lots                                             |   | 498.000 -                 |             |

---

(1) Nous avons signalé que la ristourne faite par le Crédit National à ses emprunteurs sur titres d'annuités de dommages de guerre se montait à 1,23 pour l'année 1921. Les résultats sont donc sensiblement concordants.

On a donc au total par année et pour chaque série de titres 1.200 lots représentant 2.343.000 francs, soit pour les six séries :

7.200 lots pour 14.058.000 francs.

Les bons remboursables par lots sont payés un mois après la date du tirage, c'est-à-dire les 1<sup>er</sup> juin, 1<sup>er</sup> septembre, 1<sup>er</sup> décembre et 1<sup>er</sup> mars ; ils n'ont pas droit au coupon en cours.

Les bons non sortis au tirage seront tous amortis au pair le 1<sup>er</sup> février 1948. Toutefois, le Crédit national se réserve la faculté de rembourser l'emprunt, à partir du 1<sup>er</sup> février 1923, en totalité ou en partie par tranches de 500 millions de francs.

Le prix d'émission fut fixé à 498 fr. 50 payable intégralement au moment de la souscription en billets de banque, espèces, chèques ou virements.

La souscription commença le 8 janvier 1923 et fut close le 10 février (1).

### III. *Calcul du taux effectif des emprunts.*

#### *Application à l'emprunt 6 % 1923*

Au cours de l'étude de l'émission des emprunts, nous avons signalé toute l'importance qu'il y avait à connaître le taux effectif en vue de déterminer les charges financières qui allaient en résulter. A titre documentaire, nous donnerons la méthode employée par MM. BARRIOL et BROCHU pour arriver à ce résultat en prenant comme exemple l'emprunt 6 %, janvier 1923.

---

(1) Nous donnons ci-après la valeur du taux effectif et celle des lots concernant cet emprunt.

Soit  $X$  la valeur cherchée. L'équation qui nous permettra de la déterminer sera obtenue en écrivant qu'il y a équivalence entre le montant total des sommes versées et la valeur escomptée à la date moyenne du 1<sup>er</sup> février 1923, des coupons, lots et amortissements au pair.

Les six séries de titres étant identiques, il suffira de n'en considérer qu'une seule, pour laquelle le montant de la souscription s'élève à :

$$498,50 \times 1.000.000 = 498.500.000 \text{ francs.}$$

Le second membre de l'équation comprend d'après ce que nous venons de dire, les 3 éléments suivants :

1° La valeur des lots.

2° La valeur des coupons.

3° La valeur des remboursements au pair.

Nous évaluerons chacune d'elles séparément.

a) Valeur des lots :

Le montant des lots sera obtenu en retranchant du total des tirages la valeur des remboursements à 10 francs qui sera reportée à un paragraphe spécial c.

Si nous désignons par  $y$  le taux semestriel équivalent au taux effectif annuel  $x$ , la valeur à l'émission des lots, pour les différents tirages de mai, août et no-

---

(2) Nous rappelons que le taux effectif est calculé ici en supposant que le Crédit National réserve le montant intégral de la souscription, ce qui n'est pas, en raison de la commission accordée aux intermédiaires. Le taux effectif réel est légèrement supérieur, nous n'en indiquerons pas la valeur, ces indications devant rester confidentielles.

vembre, s'obtient d'après les formules du calcul des annuités en tenant compte du fait que le remboursement a lieu un mois après le tirage :

Tirages  
de  
mai,

$$\begin{aligned} & (849\,000 - 300 \times 500) \left[ \frac{1}{(1+y)^{\frac{1}{2}}} + \frac{1}{(1+y)^{\frac{3}{2}} (1+y)^2} + \dots \right] \\ & \quad + \frac{1}{(1+y)^{\frac{5}{2}} (1+y)^{48}} \Big] \\ & = \frac{699\,000}{(1+y)^{\frac{1}{2}} (y+2)} \frac{(1+y)^2}{y(1+y)^{50}} - 1 \\ & = 699\,000 \frac{(1+y)^{\frac{5}{2}}}{(y+2)} \frac{(1+y)^{50} - 1}{y(1+y)^{50}} \quad (1) \end{aligned}$$

Tirages  
d'août.

$$\begin{aligned} & (498\,000 - 300 \times 500) \left[ \frac{1}{(1+y)^{\frac{1}{3}}} + \frac{1}{(1+y)^{\frac{2}{3}} (1+y)^2} + \dots \right] \\ & \quad + \frac{1}{(1+y)^{\frac{5}{3}} (1+y)^{48}} \Big] \\ & = 348\,000 \frac{(1+y)^{\frac{5}{3}}}{y+2} \frac{(1+y)^{50} - 1}{y(1+y)^{50}} \end{aligned}$$

Tirages  
de  
novembre.

$$\begin{aligned} & (498\,000 - 300 \times 500) \left[ \frac{1}{(1+y)^{\frac{1}{6}}} + \frac{1}{(1+y)^{\frac{5}{6}} (1+y)^2} + \dots \right] \\ & \quad + \frac{1}{(1+y)^{\frac{5}{6}} (1+y)^{48}} \Big] \\ & = 348\,000 \frac{(1+y)^{\frac{1}{6}}}{y+2} \frac{(1+y)^{50} - 1}{y(1+y)^{50}} \end{aligned}$$

(1) La progression géométrique de 25 termes de raison  $\frac{1}{(1+y)^2}$   
a en effet pour somme  $\frac{\left(\frac{1}{(1+y)^2}\right)^{25} - 1}{\frac{1}{(1+y)^2} - 1}$

c'est l'application de la formule a :  $\frac{9^2 - 1}{9 - 1}$

$$\begin{aligned}
 \left. \begin{array}{l} \text{Tirages} \\ \text{de} \\ \text{février.} \end{array} \right\} & (498\,000 - 300 \times 500) \left[ \frac{1}{(1+y)^{\frac{13}{6}}} + \frac{1}{(1+y)^{\frac{13}{6}}(1+y)^2} + \dots \right. \\
 & \left. + \frac{1}{(1+y)^{\frac{13}{6}}(1+y)^{46}} \right] \\
 & = 348\,000 \frac{(1+y)^{-\frac{1}{6}}(1+y)^{48} - 1}{y+2} \\
 & = 348\,000 \frac{(1+y)^{-\frac{1}{6}}(1+y)^{50} - 1}{y+2} - 348\,000 \frac{(1+y)^{-\frac{4}{6}}}{(1+y)^{50}}
 \end{aligned}$$

En définitive, la valeur actuelle des lots s'écrit :

$$\begin{aligned}
 L = \frac{(1+y)^{50} - 1}{y(1+y)^{50}} \frac{1}{y+2} & \left[ 699\,000(1+y)^{\frac{4}{6}} + 348\,000 \left[ (1+y)^{\frac{5}{6}} + \right. \right. \\
 & \left. \left. + (1+y)^{\frac{1}{6}} + (1+y)^{\frac{1}{6}} \right] \right] \\
 & - \frac{348\,000(1+y)^{-\frac{1}{6}}}{(1+y)^{50}}
 \end{aligned}$$

● B) *Valeur des coupons.* — En désignant cette valeur par  $C$ , on a :

$$\begin{aligned}
 C = (1\,000\,000 - 300) \frac{15}{1+y} & + (1\,000\,000 - 900) \frac{15}{(1+y)^2} + \\
 & + (1\,000\,000 - 1\,500) \frac{15}{(1+y)^3} + \dots \\
 & \dots + (1\,000\,000 - 29\,700) \frac{15}{(1+y)^{50}}
 \end{aligned}$$

c'est-à-dire en appliquant la formule des sommations d'annuités en progression arithmétique (1<sup>er</sup> terme : 999 700 ; raison : 600 ; nombre de termes : 50).



$$C = 15 \left[ \frac{(1+y)^{50} - 1}{y(1+y)^{50}} \left[ 999\,700 - 50 \times 600 - \frac{600}{y} \right] + 50 \times \frac{600}{y} \right]$$

$$C = 15 \left[ \frac{(1+y)^{50} - 1}{y(1+y)^{50}} \left[ 969\,700 - \frac{600}{y} \right] + \frac{30\,000}{y} \right]$$

c) Valeur des remboursements au pair.

Le calcul de cette valeur s'obtient en distinguant deux sortes de remboursements : les uns au pair inclus dans les lots et les autres concernant les titres qui ne sont pas sortis au tirage à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1948

En la désignant par A, on a par suite :

$$A = \frac{(1+y)^{50} - 1}{y(1+y)^{50}} \times \frac{150\,000}{y+2} \left[ (1+y)^{\frac{4}{3}} + (1+y)^{\frac{5}{6}} + (1+y)^{\frac{1}{3}} + (1+y)^{-\frac{1}{6}} \right] \\ - \frac{150\,000(1+y)^{-\frac{1}{6}}}{(1+y)^{50}} + \frac{(1\,000\,000 - 29\,700) \times 500}{(1+y)^{50}}$$

Equation donnant y.

Nous obtiendrons la valeur de y par l'équation :

$$498.500.000 = L + C + R$$

La résolution s'obtient par approximation en prenant deux taux Y1 et Y2 donnant au second membre deux valeurs, l'une inférieure, l'autre supérieure au premier membre.

Les calculs faits avec la table d'Arnaudeau (taux par dixièmes) permettent d'obtenir les résultats suivants :

$$\begin{array}{ll} y1=0,031 & L + C + R = 497.088.559,23 \\ y2=0,032 & L + C + R = 509.508.726,26 \end{array}$$

Une interpolation proportionnelle donne :

$$y = 0,03189$$

Le taux effectif est donc :

$X = (1 + y)^2 - 1 = 0.0648$ ,  
c'est-à-dire, 6,48 % alors qu'il était de 6,52 % pour  
l'emprunt 1921, il est donc très voisin.

Importance des lots.

Le taux de 6,48 % permet de calculer la valeur L.  
des lots.

En arrondissant à 10 francs, on trouve :

$$L = 21.730.040$$

ce qui donne par titre 21,73, soit 4,36 % du prix d'émission. Les conditions sont donc sensiblement les mêmes que celles de l'emprunt 1921.

#### IV. Résultats des emprunts du Crédit National.

##### *Leur répercussion économique.*

##### 1° Le succès des emprunts du Crédit National.

Les emprunts du Crédit National ont remporté un vif succès auprès du public. Ce sont en effet des placements présentant une grande sécurité puisqu'ils jouissent de la garantie de l'Etat. De plus, l'intérêt payé est assez élevé et les lots constituent pour la petite épargne un attrait alléchant. Ce fait nous a été signalé à plusieurs reprises par les directeurs de succursales de grandes banques. Lors d'une émission nouvelle, l'un d'eux nous posait la question suivante : « Le nouvel emprunt comporte-t-il des lots ? » En nous interrogeant ainsi, il nous prévenait des goûts.

de la clientèle qui, en souscrivant aux guichets, pense bien, non seulement faire un bon placement, mais encore acquérir un billet de loterie.

C'est uniquement pour assurer le succès de ses emprunts que le Crédit National a choisi cette forme d'obligations à lots. Seules, les émissions de février et juillet 1922 sont d'un type différent, elles ont été faites dans le but de satisfaire aux goûts variés des souscripteurs.

Les cours des titres du Crédit National sont en général assez soutenus en bourse. Au moment d'un nouvel emprunt, l'Etat désireux de provoquer une certaine hausse, donne des ordres d'achat à la Caisse des Dépôts et Consignations ou aux Caisses d'épargne qui ont leur portefeuille bourré de fonds d'Etat. Le tableau suivant permet de se rendre compte des variations de cours pendant les années 1921, 1922 et le début de 1923.

| Nombre<br>de<br>Titres | Valeur<br>nominale | Période<br>d'amortiss. | Tirages                                             | Epoque de<br>jouissance |         | Jouissance<br>courante | Derniers<br>coupons bruts<br>Impôts | Intérêts et<br>Dividendes |
|------------------------|--------------------|------------------------|-----------------------------------------------------|-------------------------|---------|------------------------|-------------------------------------|---------------------------|
|                        |                    |                        |                                                     | Acompte                 | Solde   |                        |                                     |                           |
| 8.000.000              | 500                | 1920-1945              | Mars-Juin<br>Sept.-Déc.                             | Janvier                 | Juillet | Janv.<br>1923          | 12,50                               | 25                        |
| 8.000.000              | 500                | 1920-1945              | Janv.-Févr.<br>Avril-Mai<br>Juil.-Août<br>Oct.-Nov. | Juin                    | Décemb. | Juin<br>1922           | 12,50                               | 25                        |
| 6.000.000              | 500                | 1921-1936              | Mars-Juin<br>Sept.-Déc.                             | Mai                     | Novemb. | Nov.<br>1922           | 15,00                               | 30                        |
| 9.420.000              | 500                | 1932                   |                                                     | Février                 | Avril   | Avril<br>1923          | 15,00                               | 30                        |
| 6.580.000              | 500                | 1940                   |                                                     | Janvier                 | Juillet | Janv.<br>1923          | 15,00                               | 30                        |
|                        | 500                |                        |                                                     |                         |         |                        | 15,00                               | 30                        |

| Valeurs                      | Cours<br>au<br>15 Mai | Cours<br>en 1921 |             | Cours<br>en 1922 |             | 1 <sup>er</sup> Semestre<br>1923 |             |
|------------------------------|-----------------------|------------------|-------------|------------------|-------------|----------------------------------|-------------|
|                              |                       | Plus<br>haut     | Plus<br>bas | Plus<br>haut     | Plus<br>bas | Plus<br>haut                     | Plus<br>bas |
| Crédit Obl. 8 % 1919         | 478                   | 430              | 481         | 451              | 495,75      | 458                              | 492         |
| National                     |                       |                  |             |                  |             |                                  |             |
| » 5 % 1920                   | 475                   | 440,25           | 483         | 456,50           | 495         | 460                              | 482,50      |
| » Bons 6 % 1921              | 501                   | 500              | 508         | 498,50           | 522         | 500                              | 509         |
| » Bons décennaux<br>6 % 1922 | 488,75                |                  |             | 480,15           | 501         | 479                              | 497,15      |
| » Bons décennaux<br>6 % 1922 | 493,50                |                  |             | 490,             | 504         | 482                              |             |
| » Bons 6 % 1923              | 500                   |                  |             |                  |             |                                  | 500         |

On voit d'après les indications précédentes que les emprunts 5 % 1919 et 1920 se sont capitalisés au taux de 6 % ce qui est tout-à-fait normal. Le premier a un cours légèrement supérieur au second en raison du remboursement à 600 francs.

Les bons de février et juillet 1922 présentent un écart de 15 francs correspondant au prix d'émission. Quant aux emprunts 6 % 1921 et 1923, ils ont dépassé le pair, témoignage de la faveur dont ils jouissent auprès du public.

Si nous recherchons les cours des valeurs analogues à celles du Crédit National et garanties également par l'Etat (1) nous pouvons constater qu'ils sont bien inférieurs. Seules, les usines sinistrées ont des cours assez soutenus, mais leur taux d'intérêt est de 6,50 %, leur crédit est donc inférieur, c'est le résultat de la concurrence qui s'exerce en bourse. Le fait est encore plus net lorsqu'il s'agit d'industries privées qui ne peuvent pas présenter des garanties aussi sérieuses que celles de l'Etat.

On ne peut contester la nécessité des emprunts du Crédit National, ceux-ci sont destinés à la reconstitution des régions dévastées, ils correspondent à des dépenses qui seront productives. Certaines Chambres de commerce ont néanmoins fait remarquer les inconvénients qu'il pouvait y avoir pour l'Etat de drainer tous les capitaux disponibles au grand détriment de l'industrie nationale.

## *2° Les difficultés pour les industriels de se procurer des capitaux*

M. CHARPENAY, Président de la Chambre de Commerce de Grenoble est un des premiers qui a jeté le cri d'alarme en attirant l'opinion publique sur ce danger. Après la victoire, une ère d'optimisme a encouragé tous les industriels à augmenter leur production. Dans ce but, ils ont perfectionné leurs outillages et procédé à de vastes agrandissements. Pour payer tous

---

(1) La garantie est constituée en général par les titres d'annuités de dommages de guerre de différents groupements.



ces travaux, des capitaux étaient indispensables, il fallut se les procurer par un recours au crédit.

« Dans ces conditions déjà difficiles par le jeu même de la libre concurrence entre elles des entreprises privées, la partie devient intenable lorsque le tout-puissant Etat abusant de son omnipotence se lance lui-même sans ménagement dans l'arène et prétend râfler tout d'abord par l'appât d'avantages qu'alimentera à son gré, la compression des contribuables, tous les capitaux nécessaires à ses inépuisables besoins.

« Alors que tous les éléments producteurs de la nation s'efforcent au prix de difficultés sans cesse renaissantes de maintenir en mouvement leur activité, le Gouvernement par les conditions insoucieusement onéreuses dans lesquelles il fait ses émissions répétées, attire à l'Etat tous les capitaux et n'en laisse plus suffisamment de disponibles pour alimenter cette activité économique à laquelle ils sont indispensables et dont l'anémie se propagera rapidement jusqu'à l'Etat lui-même ». (1)

Pour appuyer son argumentation, M. CHARPENAY passe en revue les différents emprunts qui ont eu lieu au cours de l'année 1922, et au moyen desquels l'Etat a absorbé les capitaux par sa « pompe tourbillon » :  
1° au mois de février, émission de bons 6 % du Crédit National. Avec tous les avantages afférents, le taux ressort à 6,67, 6,72, ou 6,76 suivant le moment du remboursement.

---

(1) L'industrie pâtit de l'accaparement des capitaux par l'Etat. Journée Industrielle du 28 décembre 1922.

2° En juillet, nouvel emprunt 6 % du même genre que le précédent, avec un intérêt variant de 6,21 à 6,31 suivant les échéances.

3° Au mois d'octobre, placement de bons du Trésor 6 %, à 3 et 5 ans, émis à 497 francs. En tenant compte de la portion de coupon couru et de la prime d'amortissement, sans compter celle de la souscription dont ils seraient avantagés au prochain emprunt d'Etat, le taux de rendement net de ces bons est de 6,28 ou de 6,44 suivant qu'ils sont à 3 ou 5 ans.

4° En décembre 1922, émission d'obligations communales 6 % du Crédit Foncier avec de nombreux lots.

En pareille circonstance, il est bien difficile aux entreprises industrielles de se procurer des capitaux à des conditions avantageuses, car leur crédit est loin de valoir celui de l'Etat. Leur situation financière en subit les effets désastreux.

« L'Etat a tort de se désintéresser de la situation critique dans laquelle se trouve l'industrie. Il devrait voir le danger qui menace non seulement les producteurs, mais lui-même indirectement en diminuant la valeur de la matière imposable. Le vieux proverbe est toujours vrai qui dit qu' « où il n'y a rien, le roi perd ses droits ».

Les industriels font tous leurs efforts pour parer aux difficultés de toutes sortes qu'ils rencontrent. Ils ont des charges écrasantes par suite de la loi sur les bénéfices de guerre, de la journée de 8 heures, des surtaxes sur les charbons, il importe donc de ne pas

aggraver leur situation en créant une hausse inconsidérée du loyer de l'argent.

M. CHARPENAY formule ses conclusions de la façon suivante :

« Un abaissement du taux des emprunts et des bons n'empêchera pas le Trésor de trouver des ressources puisqu'il y aura toujours des disponibilités auxquelles ne convient pas une longue immobilisation ; de plus, en diminuant l'intérêt de sa propre dette, l'Etat permettrait à la Banque de France d'abaisser le taux de son escompte ; les charges de l'industrie s'en trouveraient fortement diminuées ».

### *3° Critique des idées de M. Charpenay*

Toutes ces revendications semblent parfaitement légitimées ; il est incontestable que l'Etat doit apporter à l'industrie toute l'aide qui lui manque pour pouvoir se développer, mais le remède proposé paraît d'une application difficile. Le taux de l'intérêt est fixé par la loi de l'offre et de la demande, il est très malaisé d'user d'artifices pour le diminuer. L'exemple des bons de la Défense nationale est assez significatif : le taux primitivement fixé à 5 % pour un an, fut abaissé à 4,50 %. L'Etat fut obligé de le ramener à 5 %, car il a besoin de ressources et il a constaté qu'il serait dangereux pour lui de s'exposer à être obligé de rembourser une partie de sa dette flottante.

Sans vouloir discuter l'opportunité des emprunts publics émis à jet continu et qui sont d'un effet désastreux puisqu'ils sont destinés à rétablir l'équilibre

du budget, les émissions du Crédit National correspondent à une nécessité. Il est d'intérêt national que les régions dévastées soient reconstruites ; dans ce but, il faut se procurer des capitaux par un recours à l'emprunt. Pour recueillir les fonds nécessaires et éviter un insuccès qui serait fâcheux, il est indispensable d'accorder des avantages importants aux souscripteurs : intérêt élevé, primes de remboursement, exemption d'impôts (1).

Le seul moyen d'obtenir une diminution de l'intérêt, c'est de pratiquer une politique financière saine. Si l'Etat n'était pas obligé de combler le déficit budgétaire par des emprunts continuels, il y aurait, malgré les régions dévastées, assez de capitaux disponibles pour que l'industrie puisse faire appel au crédit, à des conditions qui ne soient pas trop onéreuses.

---

(1). — La loi du 30 juin 1923, art. 19, est même venue interdire aux industriels d'émettre des emprunts avec le bénéfice de l'exemption d'impôts :

Art. 19. — A partir de la promulgation de la présente loi, sont interdites et nulles de plein droit toutes clauses, conventions, décisions ou délibérations qui seraient prises soit lors des émissions soit à l'occasion des distributions de dividendes, intérêts ou tous autres produits des titres au porteur de toute nature et qui auraient pour objet :

1° De supprimer le recours accordé par l'article 7 de la loi du 23 juin 1857 aux sociétés, compagnies, entreprises, départements, communes et établissements publics des Français tenus d'avancer la taxe annuelle de transmission instituée par le paragraphe 2 de l'article 6 de la même loi.

2° De mettre à la charge des dites collectivités le droit de conversion des titres nominatifs en titres au porteur.

Toute contravention à la disposition qui précède est punie d'une amende de 10.000 francs à 100.000 francs en principal.

Les dispositions du présent article ne concernent pas les émissions d'obligations ou bons du Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre.

A quel moment sera-t-il possible de réaliser un équilibre des recettes et des dépenses ? C'est là une question qui est liée non seulement à la politique intérieure, mais aussi extérieure. L'Allemagne se décidera-t-elle à effectuer le paiement des réparations ? C'est de ce côté qu'il faut, à notre avis, essayer de trouver la solution du problème.

## CHAPITRE II

### *BILANS ET COMPTES DE PROFITS ET PERTES*

Le Crédit National, organisme chargé par l'Etat de jouer le rôle de banque de dommages de guerre doit mettre en évidence dans ses bilans (1) le rôle tout particulier qu'il est appelé à jouer.

La situation financière distingue de façon très nette deux comptes : celui des fonds propres de la Société et celui des fonds d'emprunts (1).

*1° Compte d'exploitation ou compte de fonds propre.*

A l'actif, les « Espèces en Caisse et dans les banques et valeurs du Trésor » sont en 1922 presque le double de ce qu'elles étaient en 1920. Cette augmentation notable est due à des provisions constituées pour le service des deux emprunts contractés en 1922. Une partie de cette provision est en caisse. Afin de ne pas laisser l'autre improductive pendant les périodes échelonnées d'encaissement et de paiement, elle est employée en valeurs à court terme particulièrement en bons de la Défense nationale dont le montant atteint 220.952.500 francs.

Les « Débiteurs divers » passent successivement de 406.989,55 en 1920 à 1.343.126,161 en 1921 et 6 mil-

---

(1) Voir en annexe le bilan des exercices 1920, 1921 et 1922.



liards 348.900,69 en 1922. Ce chapitre concerne les intérêts de prêts à long terme dont le versement aurait dû être effectué le 31 décembre. Ce retard porte en 1922 5.991.209 fr. 11. Le montant de l'impôt sur le revenu figure également pour 120.000 francs.

Il faut remarquer que le chiffre de 1922 est douze fois plus élevé que celui de 1920.

Le compte « actionnaires » représente les trois quarts non appelés du capital.

Le poste « Immeubles » (4 millions) reste sans changement au cours des 3 exercices, l'immeuble de la rue Cambronne ayant été payé sur la provision constituée dans le bilan de l'exercice 1921.

Les « Divers » comprennent en 1922 en majeure partie des affectations faites en fin d'exercice pour mettre au compte de ce bilan une partie des sommes qui, à des titres divers, ne doivent être encaissées que dans l'exercice suivant.

Ce chapitre a augmenté d'importance en 1922 où il est environ le triple de ce qu'il était en 1921.

Au passif, la « réserve légale » s'est accrue progressivement, elle figure en 1922 pour plus du double de ce qu'elle était en 1921.

Le chapitre « Réserve spéciale pour risques de contrats en cours » se monte en 1922 à un chiffre quatre fois plus élevé qu'en 1920. Cette réserve a été établie conformément à la convention du 7 juillet 1919 qui prévoit que tant que le poste n'aura pas atteint 30 % du montant des avances effectuées en vertu de l'article 2, le Trésor versera à cette réserve les sommes revenant à l'Etat d'après l'article 8 et la part de celui-

ci dans les bénéfices annuels ainsi qu'il est prévu à l'article 14. Actuellement ce poste n'a à sa charge, que le solde d'un prêt de peu d'importance.

La « Réserve légale » (2.500.000 francs) constitue un chapitre créé en 1922 conformément à la décision de l'assemblée générale de 1922 par une imputation spéciale sur les bénéfices du dernier exercice.

Les « Créiteurs divers » subissent des variations sensibles en 1922. Ils comportent pour la première fois un poste spécial pour les retraites du personnel.

Le Conseil d'administration ayant adopté dans sa séance du 4 avril 1922 un régime définitif de retraites, 4 comptes ont été ouverts concernant :

1° La participation du personnel ;

2° La part contributive du Crédit national ;

3° Les versements rétroactifs. C'est seulement la part contributive du Crédit national, qui figure ici.

Les retenues opérées sur les traitements du personnel et la part contributive du Crédit National sont versées à la Caisse Nationale des Retraites de la Vieillesse au compte de chaque intéressé.

Le chapitre comprend aussi le montant des diverses réalisations d'obligations et la part à verser au Trésor sur les sommes reçues des emprunteurs ou dues par eux au titre d'intérêt sur les avances à long terme.

Les « Correspondants financiers » n'existaient pas en 1920. Ils ont été créés pour faciliter la comptabilité des titres et coupons. Au lieu de figurer dans les écritures au moment du paiement, celui-ci est consi-

déré comme effectué lors de la présentation du coupon. Il est ainsi possible d'établir une concordance entre les quantités de coupons et de titres qui sont en dépôt dans les coffres du Crédit National.

Ce chapitre concerne donc les avances faites par les trésoriers généraux et les banques pour le paiement des coupons des obligations ainsi que les commissions et bonifications d'intérêt allouées aux intéressés. Il est en 1922 deux fois plus important qu'en 1921. Cette augmentation n'a rien d'étonnant étant donné l'accroissement des sommes consacrées au Service des titres.

Le poste « Service des Obligations et Bons » de 1922 correspond aux « Obligations » des bilans précédents. Il correspond au montant des titres amortis non présentés au remboursement. De 77.574.037 fr. 50 en 1920, ce chiffre tombe à 66.683.427 fr. 50 en 1921 pour remonter à 80.364.940 fr. en 1922. Cet écart très notable des titres en circulation est dû à ce fait que les possesseurs de coupons ou de titres amortis surveillent les tirages avec plus de soin qu'autrefois.

Le « Fonds de roulement » de 10.000.000 est resté le même au cours des 3 exercices. C'est la somme qui est mise à la disposition du Crédit national sur le produit des obligations en vertu de l'application de l'article 9 de la convention.

La « Provision de l'Etat pour le service financier des obligations » est prévue par l'article 7 de la convention. Cette somme est destinée à faire face à l'échéance du 1<sup>er</sup> janvier. Elle est en 1922 sensiblement le double de ce qu'elle était en 1920 et 1921.

Le compte « Divers » qui a augmenté sensiblement en 1921 est un peu réduit en 1922. Cette diminution provient de ce fait que ce poste comprenait en 1921, pour une somme importante, des versement à effectuer aux fonds d'emprunts et non encore régularisés.

La contre-partie du chapitre « Divers » figurant au Passif contient des virements d'écritures destinés à mettre au compte de l'exercice 1923 des sommes reçues par anticipation en 1922.

### *2° Bénéfices.*

Les bénéfices nets ont été de 2.413.200 fr. 46 en 1920 et de 4.230.948 fr. 45 en 1921 pour atteindre 9.798.601 francs 01 cent. en 1922. Le chiffre a donc été en progression rapide. Ce résultat est dû pour une faible part, au Service des prêts qui, on l'espère, assurera à l'avenir la rémunération du capital. Les profits les plus importants proviennent du taux rémunérateur des placements à court terme effectués avec les disponibilités.

Malgré l'importance des bénéfices, le Conseil d'administration a estimé qu'en raison de leur caractère temporaire et des risques que l'étendue des opérations peut faire courir, il importait de constituer des réserves importantes. C'est pour cette raison qu'il n'a été distribué en 1921, 1922 et 1923 qu'un dividende de 6 %, soit 7 fr. 50 brut par action.

### *3° Comptes de Fonds d'Emprunts.*

Sous ce titre, on a fait figurer tous les comptes dont l'ensemble permet de justifier de l'emploi des fonds provenant des emprunts gagés par une annuité inscrite au budget de l'Etat.

A l'actif, le poste « Primes et frais d'émission des obligations et bons à amortir » est passé successivement de 271.040.267 fr. 33 en 1920 à 328.921.573 fr. 38 en 1921 et à 506.559.163 fr. 63 en 1922. Cette importante augmentation est due aux frais d'émission qui passent de 160.532.883 fr. 37 à 300.563.713 fr. 37. Les bonifications d'intérêt consenties au moment des émissions élèvent sensiblement les frais moyens de chaque titre.

« Primes et frais d'émission d'obligations amorties ». Ce compte est destiné à remplacer le précédent qui sera entièrement liquidé lorsque les emprunts seront amortis.

« Les Fonds en compte avec le Trésor » concernent ainsi qu'il est prévu à l'article 9 de la convention des versements faits au Trésor et provenant des fonds d'emprunts en ne comptant pas les ordres de paiement et de virement qui n'auraient pas été payés, exécutés ou régularisés à la date d'établissement du bilan.

Ce poste très important en 1920, est notablement réduit en 1921 et en 1922. Cette différence en moins s'explique parce que les règlements de dommages s'effectuent actuellement avec plus de rapidité que par le passé.

Le chapitre « Paiements sur indemnités de dommages de guerre » figure au bilan de 1922 pour un chiffre qui est sensiblement huit fois plus élevé que celui de 1920, la progression a donc été rapide.

Ces divers paiements se décomposent ainsi qu'il suit :



« Paiements sur titres définitifs » :

« Avances sur indemnités » et « Remboursements sur Délégations » (1). Ces derniers ne sont plus effectués par le Crédit National. Aussi, les chiffres de 1921 et 1922 sont-ils sensiblement les mêmes.

Les « Avances à long terme au commerce et à l'industrie » figurent en 1922 pour un chiffre dix fois plus élevé qu'en 1920. Ainsi que nous l'avons signalé les prêts ont été consentis en prenant surtout comme garantie des annuités de dommages de guerre. La progression a surtout été très nette au cours de l'année 1921 puisque le chiffre est 8 fois plus élevé qu'en 1920.

Le « Fonds de roulement » forme la contre-partie du crédit prévu par la convention du 7 juillet 1922 et figurant au compte d'exploitation.

Les « Opérations à régler » subissent des variations sensibles. Leur importance en 1921 est due à ce fait qu'en date du 31 décembre 1921, le montant des souscriptions aux bons 6 % 1921 n'avait pas encore été réglé.

Au passif. — Les « Obligations et bons en circulation » se montaient au 31 décembre 1920 à 8 milliards représentant la valeur nominale des bons et

---

(1) Les obligations sont une charge que le sinistré donne à l'Etat, et par laquelle il reconnaît que ce dernier s'est libéré vis-à-vis de lui d'une partie de sa dette par une cession de matériel en nature. En plus de cette délégation, une réserve est faite au profit de l'Etat. La libération est en effet faite par anticipation avant l'estimation des dommages par la commission cantonale, la délégation sauvegarde les droits de l'Etat dans le cas où le montant des indemnités accordées serait inférieur à la valeur du matériel reçu.



obligations émis à ce jour. Les amortissements venant en déduction étaient de 7 millions à cette date. En 1921, le compte est de 11 milliards de francs avec 20.500.000 francs d'amortissements. En 1922, les chiffres sont portés à 19 milliards de francs et 37.451.000 francs.

Le chapitre « Avances à long terme à réaliser », concerne les fonds prêtés par le Conseil d'administration et que les emprunteurs n'ont pas encore retirés au Crédit National. C'est en 1921 qu'il est le plus important par suite du grand développement du service des prêts dû au relèvement des régions dévastées.

Le poste « Sociétés Coopératives de Reconstruction » a été créé au bilan de 1921. La loi du 15 avril 1920 a décidé en effet que les réquisitions d'avances concernant les coopératives ne seraient plus versées à leurs banquiers, mais portées provisoirement à un compte ouvert au Crédit national jusqu'à ce que, sur avis du Service départemental du Contrôle, les fonds aient été mis à la disposition des coopératives.

Le chiffre de 1922 est en diminution sensible sur celui qui figure au bilan de 1921.

Sous la rubrique « Opérations à régler » on a fait figurer le montant des remises, commissions et dépenses diverses imputables à l'exercice 1922 et non réglées à la date du 31 décembre 1922 ainsi que des provisions diverses pour frais de fabrication des titres définitifs et pour frais d'échange.

*4° Résultats généraux résultant de l'examen comparatif des bilans.*

L'étude comparative des différents bilans du Cré-

dit national permet de se rendre compte de l'accroissement continu des opérations. L'actif social est passé successivement de 327.385.130 fr. 82 à 336.255.511 fr. 45 et 512.854.257 fr. 90 ; il a donc presque doublé. Il est à prévoir que lorsque les actions auront un marché libre, elles bénéficieront d'une marge de hausse assez importante.

Les comptes de fonds d'emprunts qui concernent les opérations essentielles du Crédit National s'équilibrent en 1922 à 19.705.117.668 fr. 26 au lieu de 8 milliards 348.998.844 fr. 28 en 1920 et 11.665.130.359 fr. 58 en 1921. La progression qui a été rapide est encore loin d'être terminée car tous les dommages n'ont pas été payés.



## CONCLUSIONS

Le Crédit national a accompli un grand effort en ce qui concerne le paiement des indemnités pour dommages de guerre. Il est juste de rendre hommage à l'activité dont il a fait preuve sous l'impulsion énergique de son Directeur M. Louis MARTIS, de ses Directeurs, MM. FRACHON et SCHWEISGUTH, de son Secrétaire Général, M. RIBIÈRE, de ses Chefs de service et son personnel.

Bien que le relèvement de nos régions dévastées soit en bonne voie, il ne faut pas se dissimuler l'œuvre immense qui reste à accomplir et qui demandera encore de nombreuses années.

D'après les documents parus à *l'Officiel* du 24 mars, le montant approximatif des dommages de guerre serait le suivant : (1)

---

(1) L'année 1923 marquera une date importante pour la question des dommages de guerre car elle verra l'achèvement des opérations d'évaluation. L'Etat pourra ainsi connaître toute l'étendue de sa dette et les moyens qu'il lui faudra employer pour en assurer le paiement.

# MONTANT APPROXIMATIF DES DOMMAGES DE GUERRE

à payer aux sinistrés des dix départements dévastés.

|                      | 1 <sup>e</sup> CATÉGORIE<br>(Réquisitions) | 2 <sup>e</sup> CATÉGORIE<br>(Meubles) | 3 <sup>e</sup> CATÉGORIE<br>(Immeubles) | TOTAUX.        |
|----------------------|--------------------------------------------|---------------------------------------|-----------------------------------------|----------------|
| Aisne .....          | 712.402.000                                | 3.711.389.006                         | 11.385.086.000                          | 15.808.877.000 |
| Ardennes .....       | 613.078.000                                | 1.571.204.000                         | 3.479.089.000                           | 5.663.371.000  |
| Marne .....          | 30.287.000                                 | 1.250.879.000                         | 5.063.511.000                           | 6.344.677.000  |
| Meuse-et-Melle ..... | 524.690.000                                | 842.433.000                           | 3.028.639.000                           | 4.395.762.000  |
| Meuse .....          | 43.668.000                                 | 872.768.000                           | 3.220.594.000                           | 4.137.030.000  |
| Nord .....           | 6.532.716.000                              | 5.686.407.000                         | 13.473.369.000                          | 25.692.492.000 |
| Oise .....           | 33.021.000                                 | 520.773.000                           | 1.858.393.000                           | 2.412.187.000  |
| Pas-de-Calais .....  | 211.046.000                                | 2.296.985.000                         | 10.945.739.000                          | 13.453.770.000 |
| Somme .....          | 48.163.000                                 | 1.527.786.000                         | 5.790.463.000                           | 7.366.412.000  |
| Vosges .....         | 20.760.000                                 | 127.310.000                           | 366.983.000                             | 515.053.000    |
| Totaux .....         | 8.769.831.000                              | 18.407.934.000                        | 58.611.866.000                          | 85.789.631.000 |

Or, les chiffres de règlements effectués concernent :

1° Les avances et acomptes en espèces ;

2° Les avances et acomptes en nature ;

3° Les paiements en rentes ;

4° Les conventions de paiements par annuités se montaient au 31 décembre 1922 à 41.205.276.000 fr. se répartissant ainsi qu'il est indiqué dans le tableau suivant :



**Montant des Règlements effectués sur le Capital des Idemités de Dommages de guerre  
au 31 Décembre 1922.**

|               | Immeubles             |                       | Total                 | Total Meubles<br>et Immeubles |
|---------------|-----------------------|-----------------------|-----------------------|-------------------------------|
|               | Meubles               | Industriels           |                       |                               |
| Aisne         | 1.487.793.000         | 1.372.216.000         | 4.403.403.000         | 5.891.196.000                 |
| Ardennes      | 948.303.000           | 889.692.000           | 1.697.341.000         | 2.645.644.000                 |
| Marne         | 682.784.000           | 458.363.000           | 1.698.649.000         | 2.381.433.000                 |
| M.-et-Mosl.   | 893.348.000           | 960.259.000           | 1.918.564.000         | 2.811.912.000                 |
| Meuse         | 345.155.000           | 88.438.000            | 1.098.554.000         | 1.443.912.000                 |
| Nord          | 6.589.687.000         | 6.655.803.000         | 9.925.150.000         | 16.514.837.000                |
| Oise          | 206.478.000           | 96.348.000            | 635.919.000           | 842.397.000                   |
| P.-de-Calais  | 1.019.096.000         | 3.173.485.000         | 5.076.054.000         | 6.095.150.000                 |
| Somme         | 625.217.000           | 431.752.000           | 1.727.455.000         | 2.352.682.000                 |
| Vosges        | 105.457.000           | 95.422.000            | 180.859.000           | 286.316.000                   |
| <b>Totaux</b> | <b>12.903.318.000</b> | <b>14.221.778.000</b> | <b>28.361.958.000</b> | <b>41.205.276.000</b>         |

Les sinistrés ont donc obtenu seulement la moitié du capital des indemnités de dommages de guerre qui leur sont accordées.

Une rude étape reste donc à franchir et un effort considérable devra être accompli pour achever l'œuvre de réparation. En distinguant les différentes catégories de dommages la situation est en effet la suivante : (1)

| Nature des reconstitutions                                                      | Situation à l'armistice (étendue des dommages) | 1923 au 1 <sup>er</sup> Janvier Situation | Travail restant à accomplir |
|---------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------------|
| <b>1° Habitation</b>                                                            |                                                | (reconstruites)                           |                             |
| Maisons détruites ou gravement endommagées (nombre) . . . . .                   | 741.993                                        | 533.977                                   | 188.016                     |
| Reconstruction de maisons provisoires et baraques (nombre) . .                  | »                                              | 152.250                                   | »                           |
|                                                                                 | (restés dans                                   | les régions                               |                             |
| Nombre d'habitants . . .                                                        | 2.075.067                                      | 4.074.970                                 | 615.213                     |
| <b>2° Dommages agricoles</b>                                                    |                                                |                                           |                             |
| Reconstitution du sol (hectares) . . . . .                                      | 3.306.550                                      | 3.018.000                                 | 288.550                     |
| Comblement de tranchées (m. cubes) . . . . .                                    | 333.000.000                                    | 280.102.300                               | 52.897.700                  |
| Enlèvement de fils de fer barbelés (mètres carrés) . . . . .                    | 375.000.000                                    | 287.200.815                               | 87.799.185                  |
| Reconstitution des terrains de culture (hectares) . . . . .                     | 1.923.479                                      | 1.698.200                                 | 225.279                     |
| Construction et réparation provisoire de bâtiments agricoles (nombre) . . . . . | »                                              | 50.700                                    | »                           |

(1) Extrait de l'*Information financière* du 27 avril 1923.

| Nature des reconstitutions                                                                  | Situation à l'armistice (étendue des dommages) | Situation au 1 <sup>er</sup> Janvier 1923 | Travail restant à accomplir |
|---------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------|-------------------------------------------|-----------------------------|
| Réparation de bâtiments agricoles (nombre). . . . .                                         | »                                              | 75.260                                    | »                           |
| Reconstitution du cheptel (bétail introduit par l'Administration et par les particuliers) : |                                                |                                           |                             |
| Bœufs (nombre) . . . . .                                                                    | 834.933                                        | 523.848                                   | »                           |
| Chevaux, ânes, mulets, (nombre) . . . . .                                                   | 375.393                                        | 299.690                                   | »                           |
| Moutons, chèvres (nombre) . . . . .                                                         | 890.794                                        | 407.782                                   | »                           |
| Porcs (nombre) . . . . .                                                                    | 331.656                                        | 184.251                                   | »                           |
| 3° Dommages industriels                                                                     |                                                |                                           |                             |
| Reconstruction ou réparation d'usines (nombre) . . . . .                                    | 22.900                                         | 19.967                                    | 1.933                       |
| 4° Services publics.                                                                        |                                                |                                           |                             |
| Reconstruction des voies ferrées :                                                          |                                                |                                           |                             |
| d'intérêt général (kilomètres) . . . . .                                                    | 2.400                                          | 2.400                                     | »                           |
| d'intérêt local (kilomètres) . . . . .                                                      | 2.409                                          | 1.523                                     | 886                         |
| Réfection de canaux (kilomètres) . . . . .                                                  | 1.137                                          | 1.050                                     | 87                          |
| Reprise de la vie municipale (après interruption) . . . . .                                 | (communes évacuées)<br>3.255                   | 3.238                                     | 17                          |
| Réouverture d'écoles publiques (nombre d'écoles) . . . . .                                  | 7.401                                          | 7.125                                     | 276                         |
| Nombre d'élèves dans les écoles publiques.                                                  | 668.692                                        | 484.800                                   | 183.892                     |

D'après les chiffres précédents, on peut voir que la réorganisation des travaux publics, chemins de fer, canaux, est terminée ou en très bonne voie d'achèvement. La reconstitution agricole est beaucoup moins avancée.

C'est vers la reconstitution immobilière que devront être dirigés les principaux efforts car un tiers environ des habitants des régions libérées sont logés dans des baraquements provisoires ou semi-provisoires.

Les sacrifices qui ont été assumés jusqu'à présent par la France ont pesé lourdement sur la Trésorerie de l'Etat. Aussi la loi du 28 février 1923 est-elle venue répartir le poids sur un plus grand nombre d'années. Le plus gros effort devant, d'après ce que nous venons de dire, être dirigé sur la propriété bâtie, les dépenses de reconstitution seront payées intégralement en espèces. La reconstitution mobilière, au contraire, et le règlement des intérêts se feront, partie en espèces, partie en obligations du Trésor à échéance de 1929. Les paiements se trouvent, de plus, enfermés dans la limite d'une disponibilité annuelle.

La politique financière qui a été inaugurée par là témoigne d'une grande sagesse qu'il est bon de faire ressortir. Toutefois, d'autres mesures devraient être prises, qui, celles-là auraient pour objet de hâter la reconstitution des régions libérées. M. LOUCHEUR les exposait dans un discours qu'il a prononcé en avril 1923 au Conseil général du Nord.

« Il faut, a-t-il dit, que la situation normale dans les régions dévastées soit rétablie le plus tôt possible. Il faut agir et agir encore jusqu'à ce que les sinistrés des départements envahis sachent exactement à quelle date ils seront payés. Il faut pour cela adopter le système de paiement en quelques annuités, cinq par exemple, avec remise immédiate des titres de créance

correspondants et en payant intégralement les petits sinistrés jusqu'à vingt-cinq mille francs. Le sinistré sachant où il va lui-même, l'œuvre sera facile à terminer par l'escompte de ces reconnaissances formelles de créances.

Ce mode de paiement aurait assurément de grands avantages et il serait souhaitable que dans un avenir prochain, il puisse recevoir une application effective.

En ce qui concerne les avances à long terme prévues par l'article 2 et la convention du 9 juillet des résultats intéressants ont été obtenus en prenant comme garantie les annuités de dommages de guerre. Nous en avons signalé l'importance au cours de cette étude.

Les prêts hypothécaires exigent une grande prudence ; aussi ne faut-il pas se dissimuler les difficultés nombreuses qui seront à vaincre pour rendre possible un développement du service des Prêts capable de procurer à l'avenir au Crédit national des bénéfices aussi appréciables que ceux qui ont été obtenus par le paiement des dommages de guerre.

La question a besoin d'être étudiée de très près. les exemples étrangers le prouvent. Nous souhaitons donc qu'elle trouve en France une solution susceptible de répondre ainsi à un désir si souvent exprimé sans qu'il ait été possible de le réaliser pratiquement jusqu'à présent.

# ANNEXES

## LOI

„APPROUVANT LA CONVENTION CONCLUE ENTRE LE MINISTRE  
DES FINANCES ET LES FONDATEURS DU CRÉDIT NATIONAL  
POUR FACILITER LA RÉPARATION DES DOMMAGES CAUSÉS  
PAR LA GUERRE.

Le Sénat et la Chambres des députés ont adopté.  
Le Président de la République promulgue la loi  
dont la teneur suit :

### ARTICLE PREMIER

Est approuvée la convention conclue le 7 juillet  
1919 entre le Ministre des Finances, agissant au nom  
de l'Etat d'une part, et M. Charles Laurent, agissant  
au nom de la société (en formation) du Crédit nation-  
al pour faciliter la réparation des dommages causés  
par la guerre.

### ART. 2.

Le Crédit national sera subrogé à l'Etat dans le pri-  
vilège de l'article 2103 du Code civil, accordé à l'Etat  
par l'article 5 de la loi du 17 avril 1919, pour le rem-  
boursement des avances consenties, en vertu du 2° de



l'article premier de la convention approuvée par la présente loi.

ART. 3

Sont affranchis de l'impôt sur le revenu des capitaux mobiliers, édicté par l'article 38 de la loi du 31 juillet 1917, les intérêts des avances consenties par le Crédit national en vertu de ladite convention au moyen de fonds provenant de l'émission d'obligations, titres ou valeurs soumis eux-mêmes à l'impôt sur le revenu.

ART 4

Les émissions d'obligations prévues par l'article 3 de la convention seront autorisées par des arrêtés du ministre des Finances qui en fixeront les conditions et modalités. Il pourra, en vertu de ces arrêtés, être attribué aux obligations des lots et des primes payables au moment du remboursement.

ART. 5

Les obligations auront un privilège dans les conditions de l'article 7 de la convention approuvée par la présente loi, sur les annuités versées par l'Etat, pour assurer le service des obligations.

ART. 6

Les obligations du Crédit national gagées par une annuité inscrite au budget de l'Etat peuvent servir

d'emploi aux fonds des incapables, des communes, des établissements publics et d'utilité publique et autres particuliers et collectivités autorisées ou obligées à convertir leurs capitaux en rentes sur l'Etat.

ART. 7

Le Directeur général et les Directeurs du Crédit national seront nommés par décret du Président de la République contresigné par le ministre des Finances sur la présentation du Conseil d'administration.

La gestion et les services de la Société seront soumis aux vérifications de l'Inspection générale des Finances.

ART. 8

Les statuts du Crédit national et toutes modifications qui y seraient ultérieurement apportées ne seront définitifs qu'après avoir été approuvés par décret en Conseil d'Etat.

ART. 9

La convention approuvée par la présente loi, les statuts et tous les actes relatifs à la constitution du Crédit National seront dispensés des droits de timbre et enregistrés gratis.

Sont dispensés de tous droits de timbre et d'enregistrement ainsi que de toute taxe quelconque tous les actes passés entre la Société « le Crédit National » et le ayants-droit pour constater l'attribution, le verse-

ment ou le remboursement des indemnités ou avances prévues par la loi du 17 avril 1919, ainsi que de tous les actes passés entre la même Société et l'Etat pour l'exécution de la convention approuvée par la présente loi.

ART 10

Seront nulles de plein droit les élections au Conseil d'administration du Crédit national, ainsi que les nominations à un emploi rétribué dans l'administration de la Société ou de ses succursales :

1° De membres du Parlement ;

2° De fonctionnaires publics ou attachés à une administration publique ayant pris part, dans l'exercice de leurs fonctions, à la préparation de la convention approuvée par la présente loi, et n'ayant pas cessé ses fonctions depuis au moins cinq ans.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi de l'Etat.

Fait à Paris, le 10 octobre 1919.

R. POINCARE.

## CONVENTION

Entre les soussignés :

M. L.-L. KLOTZ, ministre des Finances, agissant au nom de l'Etat,

D'une part ;

Et M. Charles LAURENT, premier Président honoraire de la Cour des Comptes d'une Société anonyme à constituer sous la dénomination de « Crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre »,

D'autre part,

Ont été arrêtées les dispositions suivantes, qui entreront en vigueur, après ratification par le Parlement :

### ARTICLE PREMIER

Le Crédit national effectue, dans les conditions prévues par la loi du 17 avril 1919, par les décrets et arrêtés pris pour l'application de cette loi et par la présente convention, les opérations suivantes :

1° Verser aux ayants droit, pour le compte de l'Etat et dans la limite des ressources que le Crédit national aura réalisées, tout ou partie des indemnités payables en espèces et qui leur seront allouées

en toute propriété en vertu de la loi du 17 avril 1919, et effectuer le service des intérêts dus à propos de ces indemnités ;

2° Consentir, pour le compte de l'Etat et dans la même limite, tout ou partie des avances complémentaires d'une durée maxima de vingt-cinq ans prévues à l'article 5 de ladite loi, ainsi que celles prévues à l'article 44.

ART. 2

Le Crédit national peut, en outre, consentir, jusqu'à concurrence d'une somme globale de 500 millions, des avances d'une durée maxima de dix ans et minima de trois ans, en vue de faciliter la création le développement ou la remise en marche d'exploitations industrielles et commerciales établies en France et appartenant à des Français.

ART. 3

Le Crédit national réalisera, par l'émission d'obligations, les sommes qu'il pourra se procurer en vue des opérations précitées.

ART. 4

Le versement des indemnités et des intérêts y afférents ainsi que des avances prévues au 2° de l'article premier sera effectué aux conditions de la loi du 17 avril 1919 et des décrets et arrêtés pris par application de cette loi, soit entre les mains de l'ayant

droit, soit entre les mains des tiers qualifiés pour toucher ces sommes.

A cet effet, le ministre des Finances donnera à la Société des instructions détaillées et précises ; il lui fera connaître notamment les règles qu'elle devra suivre quant aux paiements à faire aux attributaires et aux justifications et pièces comptables qu'elle devra exiger d'eux suivant les cas, sous peine de ne pas se trouver à couvert vis-à-vis de l'Etat. Il en sera de même pour les avances consenties en exécution du 2° de l'article 1<sup>er</sup> ci-dessus. Ces instructions seront portées à la connaissance des intéressés par la voie du *Journal officiel*.

Le Crédit national sera qualifié pour recevoir et donner quittance de toutes sommes versées ou remboursées, mentionner le paiement de tous acomptes sur les titres de créance, et retirer ceux-ci pour les remettre à l'Etat après versement intégral des indemnités et des avances.

Toutes oppositions au paiement des indemnités et avances visées à l'article 1 doivent être transmises par le Ministère des Finances au Crédit national.

Le Crédit national n'assume, en raison de ces opérations, aucune autre responsabilité vis-à-vis de l'Etat ou des ayants droit que celle qui pourrait résulter d'une inobservation, de sa part, des prescriptions de la loi, des décrets et arrêtés, ou des instructions que lui aura données le Trésor, par application du présent article.



ART. 5

Les avances prévues à l'article 2 ci-dessus seront effectuées sous la responsabilité du Crédit national dans les conditions indiquées par les statuts et le règlement intérieur de la Société approuvé par le ministre des Finances.

Le taux de l'intérêt de ces avances sera fixé par le Conseil d'administration. Il pourra toujours être modifié pour les affaires non encore traitées.

Toutefois, le total du taux de revient en intérêts et de la contribution prévue à l'article 12 ci-dessous ne pourra dépasser de plus de 1 % le taux de revient en intérêts, primes et lots des obligations en circulation au moment de la fixation du taux d'intérêt des avances en question.

ART. 6

Les émissions des obligations prévues à l'article 3 ci-dessus seront autorisées par des arrêtés du ministre des Finances qui en détermineront les modalités.

ART. 7

L'Etat inscrira chaque année à son budget les annuités nécessaires pour assurer le service d'intérêt, le remboursement et, s'il en existe, les primes et lots des obligations que le Crédit national aura émises après autorisation.

---

(1) Voir page 215 la modification apportée à cet article.

Ces annuités seront calculées d'après la charge effective assumée par le Crédit national à raison de ces émissions, impôts compris s'il y a lieu ; elles seront majorées pendant les dix premières années de 0 fr. 25 % par an pour faire face aux dépenses d'exploitation de la Société, comme il est dit à l'article 8 ci-après ; après cette première période de dix ans, cette somme sera réduite à 0 fr. 125 % par an. Les sommes dues par l'Etat, y compris cette majoration, seront versées au Crédit national quinze jours au moins avant l'échéance du paiement des coupons ou du remboursement des titres amortis.

Elles seront, sauf la majoration, affectées par privilège aux obligations émises par le Crédit national. Mention de ce privilège sera inscrite sur les titres.

Dans le cas où la Société émettrait des obligations libellées en monnaies étrangères, le Trésor s'engage à prendre en outre à sa charge les frais de change et autres accessoires, y compris les impôts étrangers s'il y a lieu, de telle sorte que ladite Société se trouve placée dans la même situation que si elle avait créé et émis toutes ses obligations payables en francs français.

#### ART. 8

Dans le cas où la majoration annuelle de 0 fr. 25 %, puis de 0 fr. 125 % prévue au précédent article, n'aurait pas permis pendant le semestre précédent de couvrir les dépenses d'exploitation et dans la mesure de la partie non couverte, cette majoration pourra faire, sur la demande de la Société, l'objet d'une révi-

sion à la fin des six premiers mois qui suivront la publication faite par la Société, en exécution de l'article 70 des statuts, et ensuite de six mois en six mois.

Si un accord sur cette révision n'intervenait pas, la Société aurait la faculté d'entrer en liquidation : chargée de tout ou partie des fonctions qu'elle doit remplir d'après la présente convention.

Dans le cas où la majoration de 0,25 %, puis de 0.125 %, excéderait, avant ou après révision, le montant des dépenses d'exploitation d'une somme supérieure à 500.000 francs par semestre, 75 % du surplus feraient retour à l'Etat.

Pour l'application du présent article, les dépenses effectives d'exploitation de la Société seront divisées en deux parties proportionnelles aux montants respectifs des obligations gagées et non gagées par une inscription au budget de l'Etat, la première partie seule étant couverte par la majoration de 0.25 % ou de 0.125 % ci-dessus prévue.

#### ART. 9

Toutes les sommes provenant d'emprunts émis par la Société et dont le service sera assuré au moyen d'une annuité inscrite au budget de l'Etat seront versées au Trésor dans un délai de quinze jours après leur encaissement. Elles y resteront, sans intérêt, tant qu'elles ne seront pas nécessaires à l'exécution des opérations prévues par les articles 1<sup>er</sup> et 2 de la présente convention, sauf toutefois un fonds de roulement qui sera toujours maintenu égal à 10 millions

de francs au minimum et qui sera augmenté d'un commun accord en proportion des besoins que la pratique fera apparaître.

ART. 10

Les sommes payées au Crédit national par les bénéficiaires des avances consenties en vertu du 2° de l'article 1<sup>er</sup>, à titre d'intérêt et de remboursement de ces avances, seront reversées par lui à l'Etat ou portées à un compte spécial « A » dans un délai de quinze jours après encaissement.

ART. 11

Les sommes payées au Crédit national à titre de remboursement du capital des avances consenties en vertu de l'article 2 seront reversées à l'Etat ou portées à un compte spécial « B », dans les mêmes conditions, dans un délai de quinze jours après encaissement ; le Trésor s'engage à les remettre à la disposition du Crédit national, sur la demande de celui-ci, pour consentir de nouvelles avances d'une durée de trois ans au minimum et de dix ans au maximum, étant entendu qu'à partir de la trentième année les remboursements faits au Trésor lui seront acquis définitivement à raison de 25 millions de francs par an.

ART. 12

L'intérêt des avances effectuées en vertu de l'article 2 comprendra une contribution de 1 % au maximum

par an, se décomposant de la manière suivante :

0,50 % pour alimenter une réserve spéciale pour risques de contrats en cours ;

0,50 % à la disposition du Conseil d'administration.

Les sommes payées au Crédit national à titre d'intérêt de ces avances seront, dans un délai de quinze jours après encaissement, reversées à l'Etat ou portées à un compte spécial « C », après déduction, s'il y a lieu, de la somme nécessaire pour que la contribution ci-dessus prévue soit maintenue égale à 1 %.

Toutefois, dans le cas où, déduction faite de la contribution ci-dessus prévue, le taux de revient moyen en intérêt des avances consenties en exécution de l'article 2 serait inférieur de plus de 0 fr. 25 au taux de revient moyen, en intérêt, primes et lots, des obligations (compte tenu des impôts s'ils ne sont pas laissés à la charge des porteurs), chaque nouvelle différence de 0 fr. 25 en plus de la première donnera lieu à une réduction de la partie de ladite contribution qui est laissée à la libre disposition du Conseil d'administration ; cette réduction est fixée à 0 fr. 10 par fraction de 0 fr. 25 pénalisée.

Pour établir la comparaison ci-dessus prévue, le taux de revient moyen des obligations sera calculé d'après le prix d'émission de chaque sorte d'obligations en circulation pendant l'année précédente et au prorata du montant de chacune de ces sortes et du temps pendant lequel elles sont restées en circulation au cours de ladite année.

De même, le taux de revient moyen en intérêt des avances consenties en exécution de l'article 2 sera

calculé d'après les contrats d'avances, au prorata de montant de chacune d'elles et du temps pendant lequel elles seront restées en cours pendant ladite année.

N'entreront dans ce calcul que les obligations gagées par une annuité inscrite au budget de l'Etat.

La comparaison ci-dessus prévue sera faite chaque année, à partir de la seconde, dans le courant du mois de janvier, et ce n'est qu'à compter du jour où elle aura été établie que la partie de la contribution laissée à la disposition du Conseil d'administration sera définitivement acquise au Crédit national.

Les pénalités ne joueront que pour des fractions entières de 0 fr. 25.

#### ART. 13

Les sommes dont il est question aux articles 10, 11 et 12, qui n'auront pas été effectivement reversées à l'Etat, mais auront été portées à son crédit aux comptes spéciaux « A », « B », ou « C », porteront intérêt au profit de l'Etat à dater du seizième jour après leur encaissement et au taux qui sera fixé par le ministre des Finances. Ces comptes seront arrêtés semestriellement les 30 juin et 31 décembre, et le solde créditeur y compris les intérêts du semestre, sera obligatoirement versés au Trésor.

#### ART. 14

Jusqu'à entier remboursement des 500 millions concernant les avances comprises sous l'article 2, l'Etat



aura droit, dans les conditions et après les prélèvements prévus par l'article 64 des statuts de la Société, à la moitié du solde des bénéfices de celle-ci.

ART. 15

Tant que la réserve spéciale pour contrats en cours prévus à l'article 12 ci-dessus n'aura pas atteint 30 % du montant des avances effectuées en vertu de l'article 2 ci-dessus, le Trésor versera à cette réserve les sommes revenant à l'Etat d'après l'article 8 ci-dessus et la part de celui-ci dans les bénéfices annuels calculée comme il est dit à l'article 14.

Toutefois les sommes qu'en vertu de la révision, le Trésor pourrait avoir à payer en plus de 0,25 % (ou de 0,125 %), en exécution de l'article 8, seront récupérées par lui avant qu'il ait aucun versement de ce chef à faire à ladite réserve.

Les sommes dont la Société bénéficierait d'après l'article 8 seront, dans tous les cas, portées à ladite réserve.

Le produit de toutes les sommes inscrites au compte de cette réserve y sera porté en addition à la fin de chaque semestre.

ART. 16

Toutes les sommes consacrées aux avances faites en vertu de l'article 2 ci-dessus seront reversées par le Crédit national à l'Etat ou portées au compte de celui-ci au bout de 50 ans au plus tard.

Le fonds de réserve spécial pour contrats en cours sera liquidé à la même époque et après amortissement des pertes, de quelque nature qu'elles soient. Le solde net de cette réserve sera réparti à raison de :

50 % à l'Etat;

50 % à la disposition de l'assemblée générale, qui décidera de l'affectation à lui donner.

#### ART. 17

Le Crédit national gardera la libre disposition de tous les bénéfices résultant d'opérations qu'il ferait avec son capital ou le capital des obligations qu'il émettrait sous sa seule responsabilité, ainsi qu'avec ses réserves, sauf toutefois la réserve pour contrats en cours, comme il est dit à l'article 15 ci-dessus.

#### ART. 18

Dans un délai de quinze jours à partir de la publication qu'elle doit faire d'après l'article 70 de ses statuts, la Société fera connaître au ministre des Finances la liste des caisses où elle paiera les indemnités, à concurrence des sommes qu'elle aura pu se procurer.

Cette liste sera affichée, par les soins des préfets, dans toutes les communes ayant souffert des dommages prévus par la loi du 17 avril 1919.

En outre, le Trésor mettra à la disposition de la Société pour ses paiements, les services des trésoreries générales, des recettes particulières et des perceptions, et mention en sera faite sur la liste prévue à l'alinéa précédent.

Les indemnités seront payées sans frais pour les ayants droit à toutes les caisses indiquées ci-dessus. Si un attributaire demande à être payé ailleurs et si la Société accepte cette demande, les frais supplémentaires qui résulteront des instructions données à cet égard par cet attributaire seront à la charge de celui-ci.

Les versements à effectuer en exécution des avances consenties, suivant le 2<sup>o</sup> de l'article premier et l'article 2 de la présente convention, ainsi que les recouvrements et remboursements qui sont la conséquence desdites avances, pourront être faits par l'intermédiaire des mêmes caisses de paiements et des mêmes agents du Trésor.

Dans le cas où, pour l'exécution de la loi, l'Etat aurait recours à d'autres agents que ceux énumérés ci-dessus, il est entendu que la Société pourra également avoir recours à ces agents, dans les mêmes conditions, de façon qu'un traitement égal soit réservé à tous les attributaires ou bénéficiaires de ladite loi.

#### ART. 19

Le Crédit national devra être constitué dans un délai de 45 jours à compter de la promulgation de la loi portant approbation de la présente convention.

Fait en double à Paris, le 7 juillet 1919.

Lu et approuvé :  
Signé : Charles LAURENT

Lu et approuvé :  
Signé : L.-L. KLOTZ...

Vu pour être annexé à la loi du 10 octobre 1919,  
délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre  
des Députés.

*Le Président de la République française,*

R. POINCARE.

*Le Ministre des Finances,*

L.-L. KLOTZ.

### MODIFICATION

*apportée à l'article 7 des Statuts  
par l'assemblée générale extraordinaire  
du 6 novembre 1923*

Après mûr examen, le Conseil d'administration du  
Crédit National a estimé que la bonification annuelle  
pouvait être réduite sur la partie des emprunts qui  
dépasse un capital de 10 milliards, sans que cette  
réduction mette en péril le développement logique  
et nécessaire de la réserve. En conséquence elle a  
modifié l'article 7 ainsi qu'il suit :



## DECRET

APPROUVANT LES STATUTS DU CRÉDIT NATIONAL POUR  
FACILITER LA RÉPARATION DES DOMMAGES CAUSÉS  
PAR LA GUERRE

*Le Président de la République française,*

Sur le rapport du ministre des Finances,

Vu la loi du 10 octobre 1919, notamment l'article 8 ainsi conçu : « Les statuts du Crédit national et toutes modifications qui y seraient ultérieurement apportées ne seront définitifs qu'après avoir été approuvés par décret en Conseil d'Etat » ;

Vu la loi du 24 juillet 1867 et celle du 22 novembre 1913 ;

Vu la loi du 17 avril 1919 ;

Le Conseil d'Etat entendu,

DÉCRÈTE :

### ARTICLE PREMIER

Sont approuvés les statuts ci-annexés du « Crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre ».



ART. 2

Le ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 20 novembre 1919.

R. POINCARE.

Par le Président de la République française,

*Le Ministre des Finances*

L.-L. KLOTZ.

## STATUTS

DÉPOSÉS EN L'ÉTUDE DE M<sup>e</sup> MOYNE, NOTAIRE A PARIS,

le 17 novembre 1919,

APPROUVÉS PAR L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DES ACTIONNAIRES

le 20 novembre 1919.

### TITRE PREMIER

FORMATION DE LA SOCIÉTÉ. — DENOMINATION  
OBJET. — SIEGE. — DURÉE.

#### ARTICLE PREMIER

Il est formé, entre les propriétaires des actions ci-après créées, une Société anonyme qui sera régie par les présents statuts ainsi que par la convention conclue le 7 juillet 1919 et approuvée par la loi du 10 octobre suivant.

#### ART. 2

La Société porte le nom de « Crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre ».

ART 3

La Société a pour objet :

1° De verser aux ayants droit, pour le compte de l'Etat et dans la limite des ressources qu'elle aura réalisées, tout ou partie des indemnités payables en espèces et qui leur seront allouées en toute propriété, en vertu de la loi du 17 avril 1919, ou des lois subséquentes relatives aux dommages de guerre, et d'effectuer le service ds intérêts dus à propos de ces indemnités.

2° De consentir, pour le compte de l'Etat et dans la même limite, tout ou partie des avances complémentaires d'une durée maxima de vingt-cinq ans. prévues à l'article 5 de ladite loi, ainsi que celles prévues à l'article 44 de cette loi.

Elle peut en outre consentir, sous sa responsabilité, des avances d'une durée qui ne pourra être supérieure à dix ans et inférieure à trois ans, en vue de faciliter la création ,le développement ou la remise en marche d'exploitations industrielles ou commerciales établies en France et appartenant à des Français.

Elle réalisera les sommes qu'elle pourra se procurer en vue des opérations précitées par l'émission de deux catégories d'obligations, les unes pour le service desquelles une annuité sera inscrite au budget de l'Etat, les autres dont le service est assuré par la ressource de la Société avec ou sans garantie de l'Etat.

Le produit des obligations de la première catégorie ne peut être affecté aux avances prévues par le para-

graphe 3 du présent article que jusqu'à concurrence d'une somme de 500 millions.

Les particuliers et les sociétés privées peuvent seuls bénéficier des paiements et des avances prévus aux paragraphes ci-dessus.

ART. 4

La Société ne peut recevoir aucun dépôt ni d'espèces ni de titres, consentir aucune avance autre que celles visées ci-dessus, escompter aucun effet de commerce ou autre, faire aucune négociation de titres ni aucune opération de banque autre que celles nécessaires à la réalisation de son objet social tel qu'il est défini ci-dessus.

ART. 5

Le siège de la Société est à Paris.

Il pourra être transféré en un autre lieu de la même ville par décision du Conseil d'administration.

ART. 6

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années à compter du jour de la constitution définitive, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation prévus aux présents statuts.

## TITRE II

### CAPITAL SOCIAL. — ACTIONS. — VERSEMENTS.

#### ART. 7

Le capital social est fixé à 100 millions de francs et divisé en 200.000 actions de 500 francs chacune, à souscrire et payables en numéraire.

#### ART. 8

Le capital social peut être augmenté, au moyen de la création et de l'émission d'autres actions de même type ou de type différent, par décision de l'assemblée générale prise dans les conditions de l'article 49 ci-après.

La souscription de ces augmentations de capital sera, sauf décision contraire de l'assemblée générale prises dans les formes indiquées ci-dessus, réservée aux titulaires des actions déjà existantes, proportionnellement aux titres possédés par chacun d'eux.

Le Conseil d'administration fixera le taux et les conditions des émissions nouvelles, ainsi que les délais et formes dans lesquels le droit de préférence pourra être exercé.

L'assemblée générale peut aussi, en vertu d'une délibération prise comme il vient d'être dit, décider la réduction du capital social, pour quelque cause et de quelque manière que ce soit.

ART. 9

Le capital social, dans la mesure où il ne sert pas à couvrir les frais de constitution, d'établissement ou d'exploitation de la Société, ou à effectuer les opérations prévues par les présents statuts, devra être représenté par des espèces en caisse à la Banque de France ou au Trésor, ou par des bons, obligations ou rentes de l'Etat français, ou par des titres admis en garantie des avances de la Banque de France, ou par des reports pratiqués par ministère d'un agent de change sur valeurs cotées au marché officiel.

ART. 10

Le montant des actions à souscrire est payable, savoir :

Un quart, soit 125 francs, à la souscription ;

Le surplus aux dates qui seront fixées par le Conseil d'administration.

Quant aux actions qui pourront être créées par la suite conformément à l'article 8, le montant en sera payable suivant la décision prise par l'assemblée générale.



ART. 11

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des actionnaires par un avis inséré dans un journal d'annonces légales de Paris, quinze jours avant l'époque fixée pour chaque versement.

Les titulaires, les cessionnaires intermédiaires et les souscripteurs sont tenus solidairement du montant de l'action.

Tout souscripteur ou actionnaire qui a cédé son titre, cesse, deux ans après la cession, d'être responsable des versements non encore appelés.

ART. 12

A défaut de paiement sur les actions aux époques déterminées conformément à l'article 10, l'intérêt est dû par chaque jour de retard, à raison de 6 % l'an, sans qu'il soit besoin d'une demande en justice.

La Société, après une mise en demeure à l'actionnaire non libéré, peut faire vendre les actions dont les versements sont en retard, mais cette vente sera soumise aux mêmes conditions et formalités que celles indiquées aux articles 15 et 16 pour toute cession d'actions ; si après le délai indiqué au dit article la cession n'est pas réalisée au profit d'une personne désignée par le Conseil d'administration, la Société, sans autre mise en demeure ni formalité, a le droit de faire procéder à la vente des actions, en bloc ou en détail, pour le compte et aux risques et périls des retardataires, à la Bourse de Paris par le ministère d'un agent

de change. Si les actions ne sont pas cotées, la vente aura lieu en l'étude d'un notaire de Paris.

Les titres des actions ainsi vendues deviennent nuls de plein droit, et il est délivré aux acquéreurs de nouveaux titres portant les mêmes numéros.

Le produit net de la vente desdites actions s'impute, dans les termes de droit, sur ce qui est dû à la Société par l'actionnaire exproprié, lequel reste débiteur de la différence en moins ou profite de l'excédent.

La Société peut exercer également l'action personnelle et de droit commun contre l'actionnaire et ses garants, soit avant, soit après la vente des actions, soit concurremment avec cette vente.

#### ART. 13

Le premier versement est constaté par un récépissé nominatif qui sera ensuite échangé contre un titre provisoire d'action également nominatif.

Tous versements ultérieurs, sauf le dernier, sont mentionnés sur ce titre provisoire.

Le dernier versement est fait contre remise du titre définitif.

Les titres provisoires et définitifs sont extraits d'un livre à souche, revêtus d'un numéro d'ordre, du timbre de la Société et de la signature soit du directeur général et d'un administrateur, soit d'un délégué du directeur général et d'un délégué du conseil ; l'une de ces signatures pourra être apposée au moyen d'une griffe.

ART. 14

Les actions sont et resteront nominatives pendant un délai d'au moins dix ans à dater de la constitution définitive de la Société, même si, pendant ce délai, elles sont entièrement libérées. Elles pourront ensuite être mises au porteur, s'il en est ainsi décidé par une délibération de l'assemblée générale extraordinaire réunie et votant dans les conditions prévues à l'article 49.

ART 15.

La cession des titres nominatifs s'opère par voie de transfert inscrit sur le registre de la Société, signé par le cédant et le cessionnaire ou leur mandataire.

Les signatures du cédant et du cessionnaire ou de leur mandataire peuvent être reçues sur le registre des transferts ou sur des feuilles de transfert préparées à cet effet.

La Société peut exiger que la signature et la capacité des parties soient certifiées par un agent de change ou par un notaire.

En outre, tant que les actions resteront obligatoirement nominatives, toute cession ou transmission autre que celles effectuées entre les actionnaires, lesquelles s'opèrrent toujours librement dans les conditions susindiquées, ne pourra être effectuée que dans les conditions suivantes :

ART. 16

Toute offre de cession d'actions et toute demande de transfert résultant de cession proposée, d'adjudication publique, judiciaire ou volontaire, de donation ou de mutation par décès, devront être consignées sur un registre spécial tenu au siège social, sur lequel seront inscrits les nom, prénoms, profession et domicile du ou des cessionnaires ou attributaires proposés.

Pendant un délai de trente jours à partir de cette inscription, le Conseil d'administration pourra faire racheter les actions dont la cession ou le transfert sera demandé par toute personne ou société de son choix, moyennant un prix qui sera le pair jusqu'à la première assemblée générale annuelle et qui sera ensuite fixé chaque année par l'assemblée générale annuelle.

Si le délai de trente jours ci-dessus imparti s'écoule sans que le Conseil d'administration ait désigné un cessionnaire, la cession ou le transfert proposé sera opéré au profit de la personne ou des personnes désignées **dans la notification** consignée au registre **spécial** comme il a été dit ci-dessus.

ART. 17

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société qui ne reconnaît qu'un seul propriétaire pour chaque action.

Les propriétaires indivis sont tenus de se faire re-

présenter auprès de la Société par un seul d'entre eux, considéré par elle comme seul propriétaire.

ART. 18.

Sauf les droits qui seraient accordés aux actions de priorité, s'il en était créé, chaque action donne droit, dans la propriété de l'actif social, à une part proportionnelle au nombre d'actions émises.

Elle donne droit, en outre, à une part de bénéfice telle qu'elle est définie en l'article 64 ci-après.

ART. 19.

Les actionnaires ne sont responsables que jusqu'à concurrence du montant de leurs actions.

ART. 20

Les droits et charges attachés à l'action suivent le titre, en quelque main qu'il passe. La possession d'une action comporte, de plein droit, adhésion aux statuts de la Société et aux résolutions prises par l'assemblée générale.

ART. 21.

Les représentants ou créanciers d'un actionnaire ne peuvent, sous quelque prétexte que ce soit, requérir l'apposition des scellés sur les biens et papiers de la Société, ni s'immiscer en aucune manière dans son administration ; ils doivent, pour l'exercice de leurs droits, s'en rapporter aux inventaires sociaux et aux décisions de l'assemblée générale.

### TITRE III.

#### DIRECTION ET ADMINISTRATION

#### DE LA SOCIÉTÉ

#### SECTION PREMIÈRE

##### *Directeur général et Directeurs*

#### ART. 22

La direction des affaires de la Société est exercée par un Directeur général.

Deux directeurs remplissent les fonctions qui leur sont déléguées par le directeur général et, dans l'ordre de leur nomination, ils suppléent le directeur général en cas d'absence, vacance ou maladie.

Le directeur général et les directeurs sont nommés par décret du Président de la République, contre-signé par le ministre des Finances, sur la présentation du Conseil d'administration. Pendant la durée de leurs fonctions, ils ne pourront diriger aucune autre entreprise ou société.



ART. 23

Avant l'entrée en fonctions, le directeur général doit justifier de la propriété de cent actions de la Société, et chacun des directeurs, de la propriété de cinquante actions.

Ces actions demeurent affectées, par privilège, à la garantie de leur gestion. Elles sont inaliénables pendant la durée de leurs fonctions.

ART. 24

Le directeur général nomme et révoque, sur avis conforme du Conseil, tous sous-directeurs et fondés de pouvoirs. Il nomme et révoque tous autres fonctionnaires et agents et pourvoit à l'organisation des services.

Il signe la correspondance, fait le recouvrement des sommes dues à la Société, signe toute quittance avec ou sans mainlevée, ainsi que tous chèques, virements ou mandats. Il exécute les délibérations du Conseil d'administration et signe tous actes qui en sont la conséquence.

Il fait tous actes conservatoires, représente la Société au regard des tiers et exerce les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant.

Il signe, dans les conditions indiquées ci-dessus en l'article 13, les titres d'actions et vise les obligations émises par l'application de l'article 51.

ART. 26

Le directeur général peut exercer par mandataire tous les pouvoirs qui lui sont délégués pour un ou plusieurs objets déterminés.

SECTION II.

*Conseil d'administration*

355. 26

Le Conseil d'administration se compose du directeur général, des directeurs et des administrateurs pris parmi les associés et nommés par l'assemblée générale des actionnaires.

ART. 27

Les administrateurs sont au nombre de vingt au moins et de vingt-quatre au plus.

Ils doivent être propriétaires pendant toute la durée de leurs fonctions, chacun de cinquante actions au moins, lesquelles sont inaliénables et affectées par privilège à la garantie de leur gestion.

ART. 28

La durée des fonctions des administrateurs est de six années, sauf l'effet du renouvellement partiel.

Les premiers administrateurs nommés par l'assem-

blée générale constitutive de la Société resteront en fonctions jusqu'à l'assemblée générale ordinaire qui se réunira pour l'approbation des comptes du premier exercice clos.

A cette époque, tous les administrateurs seront soumis à la réélection.

A partir de la même date, le Conseil se renouvellera lors de l'assemblée annuelle, à raison d'un nombre d'administrateur déterminé, suivant le nombre des membres en fonctions, en alternant, s'il y a lieu, de façon que le renouvellement soit complet dans chaque période de six ans, et se fasse aussi également que possible suivant le nombre des membres.

Pour la première application de cette disposition, le sort indique l'ordre de sortie ; une fois le roulement établi, le renouvellement a lieu par ancienneté de nomination.

Les administrateurs sont toujours rééligibles.

#### ART. 29

Si les administrateurs sont au nombre de moins de vingt-quatre, le Conseil aura la faculté de compléter ce nombre.

Dans ce cas, les nominations faites à titre provisoire par le Conseil seront soumises, lors de sa première réunion, à la confirmation de l'assemblée générale.

#### ART. 30

Si une place d'administrateur devient vacante, le

Conseil d'administration peut pourvoir provisoirement au remplacement, et l'assemblée générale, lors de sa première réunion procède à l'élection définitive. L'administrateur nommé en remplacement d'un autre ne demeure en fonctions que pendant le temps restant à courir de l'exercice de son prédécesseur.

ART. 31

Le directeur général préside le Conseil.

En cas de partage, sa voix est prépondérante.

ART. 32

Le Conseil d'administration se réunit sur la convocation du directeur général aussi souvent que l'intérêt de la société l'exige, et au moins une fois par mois.

La présence de la moitié au moins des membres du Conseil en exercice est nécessaire pour la validité des délibérations.

Nul ne peut voter au Conseil par procuration.

ART. 33

Les délibérations sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre tenu au siège de la Société et signé par le directeur général et un administrateur.

Les copies ou extraits de ces délibérations qu'il peut y avoir lieu de délivrer sont certifiés par le directeur général.

ART. 34

Le Conseil délibère sur toutes les affaires de la Société autres que celles réservées exclusivement au directeur général, notamment sur tous traités, transactions, compromis transfert de rente sur l'Etat ou autres valeurs.

Il détermine l'emploi des fonds sociaux et de ceux provenant de l'émission des obligations dans les conditions prévues par les présents statuts et la convention annexée à la loi du 10 octobre 1919.

Il autorise le paiement des indemnités et l'octroi des avances en se conformant aux dispositions des présents statuts et de la convention précitée et du règlement prévus par l'article 61.

Il autorise toutes actions judiciaires tant en demandant qu'en défendant.

Il autorise l'achat et la vente de tous biens et droits mobiliers et immobiliers.

Il fixe les dépenses générales de l'administration.

Il délibère, sous réserve des attributions conférées au ministre des Finances par l'article 4 de la loi du 10 octobre 1919, sur la création, l'émission, l'achat et la vente des obligations de la Société.

Il établit et modifie, s'il y lieu, le règlement intérieur prévu à l'article 61, sous réserve de l'approbation du ministre des Finances.

Il délibère sur les comptes annuels à présenter à l'assemblée générale ainsi que sur la fixation du dividende et sur toutes les propositions à faire à cette assemblée.

Il fait au ministre des Finances ses présentations pour le choix du directeur général et des directeurs, ainsi que ses propositions pour la fixation de leurs traitements ; il donne son avis sur la nomination et la révocation des fonctionnaires et agents, dans les conditions déterminées à l'article 24 ci-dessus.

Il peut déléguer partie de ses attributions à un ou plusieurs comités pris parmi ses membres et comprenant le directeur général et l'un des directeurs.

#### ART. 35

Les administrateurs, le directeur général et les directeurs ne contractent, à raison de leur gestion, aucune obligation personnelle ni solidaire relativement aux engagements de la Société ; ils ne sont responsables que de l'exécution de leur mandat.

Il leur est interdit de prendre ou de contracter un intérêt direct ou indirect dans une entreprise ou dans un marché fait avec la Société ou pour son compte, à moins qu'ils n'y soient autorisés par l'assemblée générale conformément à l'article 40 de la loi du 24 juillet 1867.

Il est, chaque année, rendu à l'assemblée générale un compte spécial de l'exécution des marchés et des entreprises par elle autorisés.

#### ART. 36

Les administrateurs ont droit à des jetons de présence dont le montant global, déterminé par l'assem-



blée générale, reste fixé jusqu'à nouvelle décision de l'assemblée.

La répartition des jetons de présence entre les administrateurs est réglée par ceux-ci.

### SECTION III.

#### *Censeurs.*

##### ART. 37

Les censeurs sont au nombre de trois ; ils sont nommés chaque année par l'assemblée générale ; ils sont rééligibles.

##### ART 38

Les censeurs sont chargés de veiller à la stricte exécution des statuts ; ils assistent aux séances du Conseil avec voix consultative ; ils surveillent la création des obligations et leurs émissions ; ils examinent les inventaires et les comptes annuels et présentent chaque année, à l'assemblée générale, leur rapport sur la situation de la Société, sur le bilan et sur les comptes présentés par le Conseil d'administration.

Les livres, la comptabilité, et généralement toutes les écritures doivent leur être communiquées à toute réquisition.

Ils peuvent, à quelque époque que ce soit, vérifier l'état de la caisse et le portefeuille.

Ils peuvent, en cas d'urgence, convoquer la'semblée générale.

Les censeurs reçoivent une rémunération dont l'importance est déterminée par l'assemblée générale et reste fixée jusqu'à nouvelle décision.

## TITRE IV

### *Assemblées générales*

#### ART. 39

Les actionnaires sont réunis chaque année en assemblée générale par le Conseil d'administration avant la fin du semestre qui suit la clôture de l'exercice, au jour, heure et lieu désignés dans l'avis de convocation.

En outre, des assemblées générales peuvent être, à toute époque, convoquées extraordinairement soit par le Conseil d'administration, soit par les censeurs.

#### ART. 40

Les convocations aux assemblées générales ordinaires ou extraordinaires sont faites par lettres recommandées adressées aux propriétaires d'actions nominatives et par un avis inséré dans un des journaux désignés pour les annonces légales à Paris, vingt jours au moins avant la réunion pour les assemblées ordinaires et dix jours au moins avant la réunion pour les assemblées extraordinaires ou convoquées extraordinairement, et sauf application, en

outre, des dispositions spéciales de la loi du 22 novembre 1913, lorsqu'il s'agira d'assemblées générales extraordinaires ayant pour objet de délibérer sur des modifications aux statuts.

Pour les assemblées extraordinaires ou convoquées extraordinairement, les convocations doivent indiquer sommairement l'objet de la réunion.

#### ART. 41

Les assemblées générales ordinaires appelées à délibérer sur les cas prévus à l'article 48 se composent des actionnaires propriétaires de vingt actions au moins.

Toutefois les propriétaires de moins de vingt actions peuvent se réunir pour former le nombre nécessaire et se faire représenter par l'un d'eux.

Les propriétaires d'actions doivent, pour avoir le droit d'assister ou de se faire représenter à l'assemblée générale, être inscrits sur le registre de la Société ou, s'il est créé des actions au porteur, avoir déposé leurs titres dans l'une des caisses désignées par la Société, seize jours au moins avant celui fixé pour la réunion s'il s'agit d'une assemblée ordinaire, et cinq jours au moins avant celui fixé pour la réunion s'il s'agit d'une assemblée générale extraordinaire ou réunie extraordinairement.

Il est remis à chaque actionnaire ayant droit d'assister à l'assemblée une carte d'admission nominative.

ART. 42

Nul ne peut représenter un actionnaire à l'assemblée s'il n'est lui-même membre de cette assemblée. Toutefois les sociétés en nom collectif, en commandite simple ou par actions et anonymes y seront valablement représentées par un associé en nom ou un délégué du Conseil d'administration, les femmes mariées par leurs maris s'ils ont l'administration de leurs biens, les mineurs ou interdits par leurs tuteurs sans qu'il soit nécessaire que l'associé, le délégué, le mari ou le tuteur soit personnellement actionnaire. L'usufruitier et le nu propriétaire y sont représentés par l'un d'eux muni du pouvoir de l'autre ou par un mandataire commun.

La forme des pouvoirs est déterminée par le Conseil d'administration.

ART. 43

Les assemblées générales régulièrement convoquées et constituées représentent l'universalité des actionnaires, et leurs délibérations les obligent tous.

ART. 44

Les assemblées sont présidées par le directeur général.

Les fonctions de scrutateurs sont remplies par les deux plus forts actionnaires tant en leur nom que comme mandataires, présents et acceptants

Le bureau désigne le secrétaire, qui peut être pris en dehors des membres de l'assemblée.

Il est tenu une feuille de présence. Elle contient les noms et domiciles des actionnaires présents et représentés et le nombre des actions possédées par chacun d'eux. Cette feuille est certifiée par le bureau ; elle est déposée au siège social et doit être communiquée à tout requérant.

ART. 45

L'ordre du jour est arrêté par le directeur général après avoir pris l'avis du Conseil d'administration.

Il ne peut être mis en délibération aucun autre objet que ceux portés à l'ordre du jour.

ART. 46

Les assemblées générales ordinaires doivent être composées d'un nombre d'actionnaires représentant le quart au moins du capital social.

Si une première assemblée ne réunit pas ce nombre, il en est convoqué une deuxième, et elle délibère valablement quelle que soit la valeur du capital représenté, mais seulement sur les objets mis à l'ordre du jour de la première réunion.

Cette deuxième assemblée doit avoir lieu à quinze jours d'intervalle au moins de la première, mais les convocations peuvent n'être faites que dix jours à l'avance, et le Conseil d'administration détermine, pour le cas de cette deuxième assemblée, le délai



depuis lequel les actions doivent être inscrites sur les registres, ou, s'il était créé des actions au porteur, déposées dans l'une des caisses désignées par la Société, pour donner le droit de faire partie de cette assemblée.

ART. 47

Dans les assemblées générales ordinaires, les décisions sont prises à la majorité des voix et chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède ou représente de fois vingt actions. On ne peut disposer, comme mandataire, de plus de deux cents voix en plus de celles inscrites à son nom ; toutefois, si les actions sont mises au porteur nul n'a le droit de réunir, comme propriétaire et comme mandataire, plus de deux cents voix.

ART. 48

L'assemblée générale ordinaire qui doit se tenir chaque année entend le rapport du directeur général sur les affaires sociales ; elle entend également le rapport des censeurs faisant fonctions de commissaires sur la situation de la Société, sur le Bilan et sur les comptes présentés par le Conseil d'administration.

Elle discute, approuve, rejette ou redresse les comptes et détermine le bénéfice à répartir ; la délibération contenant l'approbation du bilan et des comptes doit être précédée du rapport des censeurs, à peine de nullité.

Elle nomme les administrateurs et les censeurs.

Elle détermine l'allocation du Conseil en jetons de présence et celle des censeurs.

Elle délibère sur toutes autres propositions portées à l'ordre du jour.

Elle prend toutes décisions relatives à la création et à l'émission des obligations, sous réserve de l'application des dispositions contenues dans les articles 52 et 53.

Enfin, sauf dans le cas dont il est parlé dans l'article ci-après, l'assemblée générale annuelle ou des assemblées réunies extraordinairement, mais composées néanmoins de la même manière, prononcent souverainement sur tous les intérêts de la Société et confèrent au Conseil d'administration les autorisations nécessaires pour les cas où les pouvoirs à lui attribués seraient insuffisants.

#### ART. 49

L'assemblée générale réunie et délibérant extraordinairement dans les formes susindiquées et dans les conditions spéciales prévues par la loi du 22 novembre 1913, peut, sur l'initiative du Conseil d'administration, modifier les présents statuts dans toutes leurs dispositions, notamment augmenter ou réduire le capital, proroger la durée de la Société ou prononcer sa dissolution anticipée, mais sans pouvoir toutefois changer la nationalité de la Société, ni augmenter les engagements des actionnaires.

Elle pourra également décider la mise au porteur

des actions dans les conditions déterminées à l'article 14.

Aucune modification aux statuts ne sera définitive qu'après avoir été approuvée par décret rendu en Conseil d'Etat.

ART. 50

Les délibérations de l'assemblée générale sont constatées par des procès-verbaux inscrits sur un registre spécial et signés par les membres composant le bureau.

Les copies ou extraits de ces procès-verbaux qu'il peut y avoir lieu de délivrer sont signés par le directeur général.

Après dissolution de la Société et pendant la liquidation, ces copies ou extraits sont certifiés par les liquidateurs ou l'un d'entre eux.

## TITRE V.

### *Emission des obligations*

#### ART. 51

En dehors de son capital et de ses réserves, la Société ne peut se procurer de ressources que par l'émission d'obligations dont le produit est exclusivement destiné aux indemnités allouées par l'Etat aux particuliers et sociétés privées victimes des dommages de la guerre et payables en espèces, ou aux avances autorisées par les présents statuts.

En attendant leur emploi ou leur emploi, conformément aux dispositions du précédent alinéa, les fonds provenant des émissions d'obligations recevront l'affectation prévue par la convention à la loi du 10 octobre 1919.

#### ART. 52

Les émissions d'obligations sont décidées, sur la proposition du Conseil, par l'assemblée générale annuelle ou, s'il est nécessaire, par une assemblée générale convoquée extraordinairement, mais délibérant aux conditions de quorum et de majorité fixées par

les articles 46 et 47 ci-dessus. Toutefois le Conseil d'administration est dès maintenant autorisé à procéder à l'émission d'obligations jusqu'à concurrence d'un capital nominal de 5 milliards de francs.

ART. 53

Toute émission d'obligations, même ne jouissant pas de la garantie de l'Etat, doit être autorisée par arrêté du ministre des Finances qui en arrêtera les modalités.

## TITRE VI

### DISPOSITONS SPECIALES DESTINEES A FACILITER LA CREATION DU DEVELOPPEMENT OU LA REMISE EN MARCHE DES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES ET COMMERCIALES

#### ART. 54

Sur les 500 millions affectés aux avances prévues à l'article 2 de la convention annexée à la loi du 10 octobre 1919, il sera réservé 400 millions aux industriels et commerçants des régions ou évacuées ou envahies.

#### ART. 55

La Société peut affecter à ces avances, en plus des fonds provenant des émissions d'obligations, tout ou partie de ses réserves et des sommes versées sur son capital actions.

#### ART. 56

Les avances doivent être garanties par une hypothèque de premier rang, ou par des titres agréés par le



Conseil d'administration, ou par l'engagement de caution solidaire d'un tiers, et subsidiairement par un nantissement de fonds de commerce.

ART. 57

Les avances seront remboursables au bout de trois ans au plus tôt et de dix ans au plus tard : il pourra être fait des remboursements partiels.

ART. 58

Les sommes remboursées ou non utilisées par les emprunteurs pourront être affectées par la Société à de nouvelles avances remboursables dans les mêmes conditions, sous réserve des dispositions contenues dans l'article 11 de la convention annexée à la loi du 10 octobre 1919.

ART. 59

La Société pourra suspendre les opérations d'avances prévues ci-dessus si elle subit de ce chef des pertes dépassant, en plus du montant du fonds de réserve spécial qu'elle constituera en vue de cette éventualité, 50 % de son capital.

ART. 60

Le total des avances faites au même emprunteur ne pourra dépasser 2 millions.

## TITRE VII.

### REGLEMENT INTERIEUR

#### ART. 61

Un règlement intérieur, adopté par le Conseil d'administration, détermine, pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts et par la convention annexée à la loi du 10 octobre 1919, les modalités des opérations sociales( notamment en ce qui concerne les émissions d'obligations et les avances que la Société est autorisée à faire.

Ce règlement, ainsi que toutes les modifications qui pourront y être apportées ,seront soumis à l'approbation du ministre des Finances.

## TITRE VIII.

### ETAT SEMESTRIEL. — INVENTAIRE ET FONDS DE RESERVE. REPARTITION DES BENEFICES

#### ART. 62

L'année sociale commence le 1<sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre.

Par exception, le premier exercice comprendra le temps écoulé depuis la constitution de la Société jusqu'au 31 décembre 1920.

#### ART. 63

Il est dressé, chaque trimestre, un état de la situation active et passive de la Société. Cet état est mis à la disposition des censeurs et publié au *Journal officiel*.

Il est, en outre, établi chaque année un inventaire contenant l'indication de l'actif et du passif de la Société, et un bilan résumant l'inventaire, dont la forme sera approuvée par le ministre des Finances.

L'inventaire, le bilan et le compte de profits et

pertes sont mis à la disposition des censeurs le quarantième jour au plus tard avant l'assemblée générale ; ils sont présentés à cette assemblée.

Quinze jours avant l'assemblée générale, tout actionnaire peut prendre au siège social communication de l'inventaire et de la liste des actionnaires, et se faire délivrer à ses frais copie du bilan résumant l'inventaire et du rapport des censeurs.

#### ART. 64

Les produits nets de la Société sont constatés et établis sous déduction de tous frais généraux et de toutes charges sociales, ainsi que de tous amortissements et provisions jugés utiles par le Conseil d'administration.

Sur le bénéfice net ainsi déterminé il est prélevé :

1° 5 % au moins pour constituer le fonds de réserve prescrit par la loi. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve atteint une somme égale au dixième du capital social, il reprend son cours obligatoire lorsque cette réserve descend au-dessous de ce dixième ;

2° La somme nécessaire pour servir aux actionnaires, à titre de premier dividende, 6 % des sommes dont lesdites actions sont libérées et non amorties.

Après prélèvement de la somme nécessaire pour payer aux actionnaires un dividende de 6 % et de toute somme que l'assemblée générale, sur la proposition du directeur général, approuvée par le Conseil d'administration, jugera utile d'affecter à des fonds

de réserve supplémentaires ou de reporter à nouveau, le solde jusqu'à entier remboursement des 500 millions concernant les avances prévues à l'article 2 de la convention, est divisé en deux portions proportionnellement, d'une part aux obligations gagées par une annuité inscrite au budget de l'Etat et affectées aux prêts, et d'autre part au capital de la Société et à ses réserves autres que la réserve pour contrats en cours et aux obligations non gagées par une annuité inscrite au budget de l'Etat.

La première portion est répartie à raison de :

50 % à l'Etat ;

50 % aux actionnaires.

La seconde est acquise en entier à ces derniers.

Au cas où l'assemblée générale déciderait l'amortissement des actions, cet amortissement se ferait par répartition égale entre toutes les actions, dans la forme déterminée par l'assemblée générale, sur la proposition du Conseil d'administration.

Après leur amortissement total, s'il y avait lieu, les actions de capital seront remplacées par des actions de jouissance qui, sauf le droit au premier dividende de 6 % stipulé ci-dessus, conféreront à leurs propriétaires tous les droits attachés aux actions non amorties dans le partage des bénéfices et l'actif social.

#### ART. 65

Le paiement des dividendes annuels se fait aux époques fixées par le Conseil d'administration, qui peut procéder à la répartition d'un ou plusieurs

comptes sur le dividende de l'exercice écoulé, si les bénéfices réalisés le permettent.

ART. 66

En cas de perte de trois quarts du capital social, le Conseil d'administration est tenu de provoquer la réunion d'une assemblée générale à l'effet de statuer sur la question de savoir s'il y a lieu de continuer la Société, ou de prononcer la dissolution.

La résolution de l'assemblée, est, dans tous les cas, rendue publique.

A défaut de la convocation par le Conseil, les censeurs peuvent réunir l'assemblée générale.

ART. 67

A l'expiration de la Société, ou en cas de dissolution anticipée, l'assemblée générale, sur la proposition du directeur général, règle le mode de liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs, avec pouvoirs de vendre, soit aux enchères, soit à l'amiable, les biens meubles et immeubles de la Société.

Le mode de liquidation et le choix des liquidateurs sont soumis à l'approbation du ministre des Finances.

Si l'assemblée générale ne s'acquitte pas des obligations prescrites par le paragraphe premier du présent article ou si, sa délibération n'ayant pas été approuvée par le ministre, une nouvelle assemblée ne la modifie pas dans le sens indiqué par le Gouvernement, le mode de liquidation et le choix des liqui-



dateurs seront déterminés par décret en Conseil d'Etat.

Les liquidateurs peuvent, en vertu d'une délibération de l'assemblée générale approuvée par le ministre des Finances, faire le transport à une autre société des droits et engagements de la société dissoute.

Pendant le cours de la liquidation, les pouvoirs de l'assemblée générale se continuent comme pendant l'existence de la Société.

Après le règlement de tous les engagements de la Société et amortissement des pertes, d quelque nature qu'elles soient, il sera procédé au partage du fonds de réserve spécial pour contrat en cours, à raison de :

50 % pour l'Etat ;

50 % à la disposition de l'assemblée générale, qui décidera de l'affectation à lui donner.

Le surplus de l'actif net de la liquidation sera employé à amortir le capital des actions émises si cet amortissement n'a pas encore eu lieu.

Le solde, après prélèvement de l'allocation que l'assemblée générale peut attribuer aux liquidateurs est divisé en deux parts proportionnelles aux montants des deux catégories suivantes de capitaux engagés : 1° sommes qui sont employées au moment de la dissolution et ont été procurées par émissions d'obligations gagées par une annuité inscrite au budget de l'Etat ; 2° sommes représentant, dans les mêmes conditions, le capital, les réserves autres que la réserve spéciale et les ressources provenant d'obli-

gations non gagées par une annuité inscrite au budget de l'Etat.

La première part est répartie à raison de :

50 % à l'Etat ;

50 % aux actionnaires.

## TITRE IX

### CONTESTATIONS

#### ART. 68

Toutes les contestations qui peuvent s'élever entre les associés sur l'exécution des présents statuts sont soumises à la juridiction des tribunaux de la Seine.

Les contestations touchant à l'intérêt général et collectif de la Société ne peuvent être dirigées, soit contre le Conseil d'administration ou l'un de ses membres, soit contre le directeur général, qu'au nom de la masse des actionnaires et en vertu d'une délibération de l'assemblée générale.

## TITRE X

### CONSTITUTION DE LA SOCIÉTÉ

#### ART. 69

La présente Société ne sera définitivement constituée qu'après :

1° Que les présents statuts aient été approuvés par décret en Conseil d'Etat ;

2° Que les formalités prescrites par la loi du 24 juillet 1867 aient été accomplies dans les conditions déterminées par celle-ci.

L'assemblée constitutive pourra être convoquée seulement un jour à l'avance par une insertion dans un journal d'annonces légales de Paris ou par lettres individuelles, et il en sera de même en cas d'augmentation de capital au moyen de souscriptions en espèces.

## TITRE XI

### *Publications*

Pour faire publier les présents statuts et tous actes et procès-verbaux relatifs à la constitution de la Société, tous pouvoirs sont donnés au porteur d'une expédition ou d'un extrait de ces documents.

## INSTRUCTIONS

### AU CREDIT NATIONAL

CONCERNANT LES PAIEMENTS A FAIRE PAR CET  
ETABLISSEMENT POUR LE COMPTE DE L'ETAT  
PAR APPLICATION DE LA LOI DU 17 AVRIL 1919

*en vertu de la Convention annexée à la loi*  
*du 10 octobre 1919*

1. — Jusqu'à une date qui sera ultérieurement fixée, l'intervention du Crédit national sera limitée au règlement en capital et intérêts des titres de créance délivrés après fixation définitive des indemnités par les Commissions cantonales d'évaluation ou les tribunaux de dommages de guerre.

Les paiements dès maintenant assurés par le Crédit National seront effectués suivant les règles ci-après indiquées.



## DELIVRANCE DES TITRES

2. — Sur réquisitions du ministre des Régions libérées établies au vu des extraits de décisions définitives délivrées par le greffe de la commission cantonale (ou par celui du tribunal des dommages de guerre), le ministre des Finances (Direction de la dette inscrite) créera et remettra au Crédit national les titres indiquant par catégories suivant les distinctions précisées au tableau annexé aux présentes instructions, la nature et le montant de la créance des attributaires vis-à-vis de l'Etat.

3. — Le Crédit national, au vu de ces titres, ouvrira à chaque ayant droit un compte crédité par catégories, du montant net des créances constatées par lesdits titres, déduction faite des avances et acomptes payés au bénéficiaire avant établissement des titres.

Ces avances et acomptes seront notifiés au Crédit national par les soins du ministère des Finances au moment de la remise des titres.

4. — Le Crédit National, après ouverture des comptes, transmettra les titres de créance aux intéressés sous pli postal recommandé avec avis de réception.

5. — Les sommes dues en capital aux attributaires sont liquidées par le préfet du département du lieu du dommage, sur demande de l'intéressé accompa-

gnée de toutes les justifications exigées par les services de l'Etat pour obtenir cette liquidation.

Le préfet adresse au Crédit national une réquisition de paiement de la somme liquidée par lui et y joint un certificat administratif du chef de service départemental des dommages de guerre attestant que l'intéressé a fourni les justifications prévues par la loi. Ce certificat présente le relevé des pièces produites telles que quittances, comptes, mémoires, factures, notes de livraisons, et indique, pour chacune d'elles, s'il y a lieu, le nom, la profession et le domicile de l'entrepreneur ou du fournisseur, la date de l'acquit donné par ce dernier, le montant de la somme payée et le lieu des travaux ou de la livraison de la fourniture.

Ce certificat comporte en outre :

a) Pour un premier acompte de perte subie supérieure à 100.000 francs (biens, meubles et immeubles — emploi ou reconstitution), mention de la date de la décision du tribunal des dommages de guerre reconnaissant la légitimité de la demande de la partie et fixant le montant de l'acompte.

b) Pour les acomptes autres que le premier (biens immeubles — emploi) *quel que soit le montant desdits acomptes*, attestation que l'indemnité a reçu une affectation immobilière et l'indication de la commune du dommage et de celle où a eu lieu le emploi avec constatation que celui-ci est bien effectué dans le périmètre prescrit au paragraphe 8 de l'article 5 de la loi du 17 avril 1919.

c) Pour les acomptes à titre de frais supplémen-

taires alloués en cas de restitution sur les biens meubles visés aux n<sup>os</sup> 1 et 3 du paragraphe 4 de l'article 13 de la loi, c'est-à-dire sur ceux ayant une utilité industrielle, agricole, professionnelle ou commerciale, certification de la reprise de l'exploitation.

d) Pour les acomptes sur indemnités donnant lieu à réinvestissement (meubles ou immeubles), attestation que l'indemnité a reçu une affectation constituant une opération de réinvestissement au sens du paragraphe premier de l'article 45 de la loi.

Les réquisitions de paiement sont établies d'une manière **distincte pour chaque titre** de créance. Les réquisitions ayant pour effet d'épuiser l'avoir net subsistant du chef de la créance visée doivent être obligatoirement accompagnées des titres de créance correspondants.

6. — Les intérêts afférents aux divers titres qui en sont productifs sont liquidés sur demande des intéressés par le Crédit national, sauf le montant du premier versement qui sera liquidé d'office par le ministère des Régions libérées et notifié par ses soins au Crédit national.

Les acomptes cessent de porter intérêt à la date d'émission des instruments de paiement.

## PAIEMENTS ET TENUE DES COMPTES DES ATTRIBUTAIRES

7. — Que les liquidations soient faites dans les conditions prévues à l'article 5 ou à l'article 6, le Crédit national s'assure, sous sa responsabilité, que

les **paiements requis ne dépassent pas les disponibilités** existant au compte de l'indemnitaire.

Il observe également l'ordre fixé par la loi pour le règlement des différentes catégories d'indemnités, savoir :

Aucun paiement ne peut être fait sur titre B( perte subie, biens meubles n'ayant pas une utilité industrielle, commerciale, agricole, professionnelle ou domestique — remploi) avant épuisement de toutes autres sommes dues à l'attributaire de dommages de guerre, ni sur titre E (meubles ayant une utilité industrielle, commerciale, agricole, professionnelle ou domestique — cas de reconstitution — frais supplémentaires), avant épuisement des titres A (perte subie), ni pour les immeubles donnant lieu à remploi, sur chacun des titres C (ou D) (perte subie), F (frais supplémentaires), G (indemnité attribuée à titre définitif sur le montant de la dépréciation pour vétusté), M (avances consenties sur le montant de la dépréciation pour vétusté en sus de l'indemnité figurant au titre G), avant épuisement des précédents.

8. — En ce qui concerne les liquidations faites par la préfecture, s'il n'est pas fourni de certificat établi comme il est indiqué à l'article 5 ou si le certificat produit présente des indications contradictoires ou des lacunes, ou enfin si les règles posées à l'article 7 ne sont pas observées, le Crédit national devra ajourner le paiement et en référer au préfet. Dans le cas où une entente ne pourrait s'établir avec ce dernier, le Crédit national saisira du titige le ministre des

Finances qui statuera après avis du ministre des Régions libérées.

9. — Les paiements à faire par le Crédit national en capital et en intérêts doivent rester dans les limites de l'attribution mensuelle des fonds faite par le ministre des Finances et répartie entre les départements par les soins du ministre des Régions libérées.

10. — Le Crédit National est tenu d'effectuer les paiements dont il est chargé à la caisse choisie par l'intéressé sur la liste prévue par l'article 18 de la convention approuvée par la loi du 10 octobre 1919.

A cet effet, le Crédit national interroge les ayants droits en leur transmettant, comme il est dit à l'article 4 ci-dessus, les titres de créance délivrés par le ministre des Finances.

A défaut de réponse parvenue au Crédit national, au plus tard avec la première réquisition de paiement concernant l'intéressé, le Crédit national assigne le paiement sur l'une des caisses portées sur la liste ci-dessus indiquée.

Le Crédit national peut également, sur demande spéciale de l'intéressé, effectuer les paiements au domicile de l'ayant droit, notamment par mandat du service des Postes ; les frais inhérents au paiement à domicile sont prélevés sur le montant des sommes à payer.

11. — Les paiements à faire à un attributaire par le Crédit national sont réalisés de la manière suivante :

a) Les paiements au profit d'un attributaire dont l'un des titres de créance dépasse avant tout règle-

ment 50.000 francs, ont obligatoirement lieu par virement au crédit d'un compte courant ouvert ou à ouvrir au nom de l'ayant droit à l'une des caisses mentionnées.

b) Les paiements au profit d'un attributaire dont aucun titre de créance ne dépasse avant tout règlement 50.000 francs peuvent avoir lieu au choix du bénéficiaire, soit par virement comme ci-dessus, soit par chèques, soit par remise d'espèces ou mandats-poste, dans le cas prévu au dernier alinéa de l'article précédent.

13. — Le préfet du département du lieu du dommage notifiera journellement au Crédit national le

Dans le cas où le règlement doit avoir lieu par virement, il appartient à l'attributaire de se faire ouvrir un compte à la caisse choisie par lui.

Quel que soit le mode de paiement utilisé, le Crédit National aura à rapporter la preuve des paiements effectués.

12. — Le Crédit National après avoir débité le compte prévu à l'article 3 ci-dessus du montant du paiement, adresse à l'attributaire un avis de virement si le paiement est effectué par crédit en compte ou un chiffre ou ordre de paiement, si le paiement doit être fait en espèces.

en paiement total ou partiel de sa dette vis-à-vis des attributaires.

Cette notification contiendra toutes précisions utiles pour permettre au Crédit national de porter le montant des cessions au débit des comptes ouverts.



dans ses écritures au nom des bénéficiaires des cessions.

14. — Le Crédit national notifiera journellement au préfet intéressé, avec toutes précisions utiles, les paiements en principal ordonnés par cet établissement au profit des attributaires.

15. — Sur demande des intéressés les titres de créance seront annotés par le Crédit national de toutes opérations inscrites au compte des sinistrés.

#### OPPOSITIONS, CESSIONS, TRANSPORTS DELEGATIONS, NANTISSEMENTS

16. — Les oppositions au paiement, qui ont été ou qui seront formées entre les mains des comptables directs du Trésor, feront immédiatement l'objet d'une notification directement adressée au Crédit national par les comptables intéressés. Cette notification sera transmise en même temps que le dossier de l'opposition et sera accompagnée de toutes indications utiles.

Les mainlevées d'oppositions reçues par les comptables du Trésor seront transmises au Crédit national dans les mêmes conditions.

17. — Les cessions, transports, délégations, et nantissemens de titres de créance signifiés à ces comptables sont, comme les oppositions, notifiés par eux directement au Crédit national.

## PERTE DES TITRES MODIFICATION DES LIBELLES

18. — En cas de perte d'un titre de créance, le titulaire devra en aviser immédiatement le ministère des Finances (Direction de la Dette inscrite) au moyen d'une déclaration de perte souscrite devant le maire de la commune de son domicile en présence de deux témoins.

Le titre délivré en remplacement du titre perdu sera transmis au titulaire dans les conditions prévues à l'article 4 ci-dessus, après avoir été annoté par duplicata de tous les paiements antérieurement faits.

19. — En cas de décès du titulaire, de rectifications ou de modifications à apporter au libellé des titres, ceux-ci doivent être transmis directement au Crédit national par les intéressés.

## INTERVENTION DES COMPTABLES DIRECTS DU TRESOR

20. — Seront seuls appelés à intervenir pour le compte du Crédit national, dans les conditions prévues par l'article 18 de la convention annexée à la loi du 10 octobre 1919, le caissier-payeur central du Trésor public, les trésoriers-payeurs généraux et, dans les régions libérées et la zone limitrophe de ces régions, suivant l'énumération qui sera publiée conformément audit article 18, les receveurs particuliers des finances et les percepteurs.

21. — Les paiements en espèces donnant lieu à l'intervention des comptables désignés à l'article précédent feront l'objet d'ordres de paiement émis par le Crédit national sur la caisse centrale du Trésor ou sur la caisse d'un trésorier-payeur général, suivant que le bénéficiaire réside dans le département de la Seine ou dans un autre département. Dans les régions libérées et la zone limitrophe de ces régions, les fonds seront remis à la partie, soit par la Trésorerie générale elle-même, soit par le comptable placé sous les ordres qui est indiqué dans le libellé de l'ordre de paiement comme devant effectuer matériellement l'opération. Le règlement des ordres de paiement ne sera pas exigible avant l'expiration d'un délai de quarante-huit heures pour les trésoreries générales et les recettes des finances et de cinq jours pour les percepteurs, à compter de leur émission.

22. — Le Crédit national adressera chaque jour aux comptables appelés à effectuer la remise matérielle des fonds aux indemnitaires des avis d'émission correspondant aux ordres de paiement payables à leur caisse. Des duplicata de ces avis d'émission seront transmis par le Crédit national au trésorier-payeur général en ce qui concerne les ordres de paiement à régler pour son compte par un comptable de son département.

23. — Les comptables auxquels sont présentés les ordres de paiement doivent vérifier la conformité de ces pièces et des avis d'émission correspondants. Ils ont, en outre, à s'assurer de l'identité des parties prenantes et de la concordance entre l'acquit donné au

dos de l'ordre de paiement et la désignation du bénéficiaire résultant du libellé de cette pièce. En cas de paiement à faire, soit à une Société, soit aux héritiers, cessionnaires, délégataires du sinistré, soit enfin à des tiers opposants, il appartient au Crédit national d'indiquer sur l'ordre de paiement le nom de la partie qualifiée pour toucher.

24. — Les paiements par virement au crédit de comptes courants ouverts ou à ouvrir au nom des bénéficiaires d'indemnités à la caisse centrale du Trésor ou dans les trésoreries générales auront lieu au vu d'ordres de virement adressés directement aux comptables intéressés par le Crédit national.

25. — Les ordres de paiement réglés par la Caisse centrale et les ordres de virement auxquels elle donne suite sont portés dans ses écritures au débit du compte sans intérêts ouvert au nom du Crédit national par application de l'article 9 de la convention annexée à la loi du 10 octobre 1919. Le caissier du Trésor remet au Crédit national, contre accusé de réception, les ordres de paiement acquittés par les parties prenantes et les ordres de virement revêtus de mentions apposées par la caisse centrale à l'effet de constater l'imputation de la somme due au crédit du compte courant de l'indemnitaire.

26. — Les trésoriers généraux constatent au débit d'un compte de trésorerie ouvert dans leurs écritures au nom du Crédit national le montant des paiements en espèces effectués par eux ou par leurs subordonnés et des règlements par virement opérés à la trésorerie générale. Ils adressent, en fin de chaque dizaine,

à cet établissement, avec un bordereau détaillé, les ordres de virement accompagnés de reçus de dépôt constatant que les sommes dues ont été portées au crédit des comptes courants des bénéficiaires à la trésorerie générale. Le Crédit national accuse réception aux trésoriers généraux et, après vérification des pièces, demande à la caisse centrale de créditer les comptes de ces comptables par le débit de son propre compte.

La caisse centrale procède à cette opération et adresse aux trésoriers généraux un récépissé de couverture au vu duquel ils créditent le compte de trésorerie ouvert dans leur comptabilité au Crédit national.

27. — Toutes communications, transmissions ou notifications destinées au Crédit national, émanant des autorités administratives, des comptables du Trésor ou des bénéficiaires d'indemnités devront être adressées au siège social de cet établissement, 45, rue Saint-Dominique, aPris (VII<sup>e</sup>).

Paris, le 5 février 1920.

*Le Ministre des Finances,*

F. FRANÇOIS-MARSAL.

## TABLEAU ANNEXE DES DIVERSES CATEGORIES DE TITRES A DELIVRER AUX INDEMNITAIRES

Série A. — Perte subie. — Biens meubles. — Reconstitution ou réinvestissement. — Titre productif d'intérêts à 5 % l'an (Loi du 17 avril 1919, art. 43 § 1 et 47).

Série B. — Perte subie. — Biens meubles n'ayant pas une utilité industrielle, commerciale, agricole, professionnelle ou domestique. — Reconstitution ou réinvestissement. — Titre non productif d'intérêts (art. 13, § 2, et 43, § 1, 44, § 5 et 47, § 1).

Série C. — Perte subie. — Immeubles. — Remploi ou réinvestissement. — Titre productif d'intérêts à 5 % l'an (art. 43, § 1 et 47, § 1).

Série D. — Perte subie. — Maisons de plaisance. — Remploi ou réinvestissement. — Titre non productif d'intérêts (art. 43, § 1 et 47, § 1).

Série E. — Titre complémentaire. — Biens meubles. — Reconstitution. — Titre non productif d'intérêts (art. 43, § 3).

Série F. — Titre complémentaire. — Immeubles. — Remploi. — Titre non productif d'intérêts (art. 43 § 2).

Série G. — Titre spécial. — Dépréciation pour vétusté, sommes allouées en toute propriété. — Remploi. — Titre non productif d'intérêts (art. 5, § 5 et 43, § 4).

Série H. — Titre spécial. — Prélèvements en espèces, amendes et contributions de guerre imposées par l'ennemi. — Titre comprenant à la fois le capital et les intérêts à 5 % l'an (art. 43, § 5).



Série I. — Perte subie. — Immeubles. — Non emploi ou réinvestissement. — Titre productif d'intérêts à 5 % l'an (art. 8 et 13, § 1, 45, § 1 et 47).

Série J. — Perte subie. — Maisons de plaisance. — Non emploi ou réinvestissement. — Titre non productif d'intérêts (art. 8 et 45, § 1, et 47).

Série K. — Perte subie. — Biens meubles. — Non remplacement ou non réinvestissement. — Titre productif d'intérêts à 5 % l'an (art. 13 et 45, § 2).

Série L. — Perte subie. — Biens meubles n'ayant pas une utilité industrielle, commerciale, agricole, professionnelle ou domestique. — Non reconstitution ou non réinvestissement. — Titre non productif d'intérêts (art. 13, § 2, 45, § 2 et 47).

Série M. — Titre d'ouvertures d'avances pour dépréciation de vétusté (art. 5, § 5 et 43, § 4).

## ARRETE

### *DU MINISTRE DES FINANCES*

du 19 février 1920

DÉSIGNANT LES CAISSES APPELÉES A PAYER LES INDEMNITÉS  
DE DOMMAGES DE GUERRE  
POUR LE COMPTE DU *CREDIT NATIONAL*

Le ministre des Finances,

Vu la loi du 17 avril 1919 relative à la réparation  
des dommages de guerre ;

Vu l'article 18 de la convention annexée à la loi  
du 10 octobre 1919 ;

Vu les propositions faites en application dudit ar-  
ticle par le Crédit national pour faciliter la répara-  
tion des dommages causés par la guerre ;

Vu les instructions en date du 5 février 1920 don-  
nées au Crédit national,

Arrête :

ARTICLE PREMIER. — Les paiements à effectuer par  
le Crédit National pour le compte de l'Etat par appli-  
cation de la loi du 17 avril 1919, relative à la répara-  
tion des dommages de guerre, seront réalisés, suivant

les distinctions indiquées aux instructions ci-dessus visées, soit par virements au crédit de comptes ouverts au nom des indemnitaires, soit par chèques tirés à leur profit, soit par remises d'espèces ou par mandats du service des postes.

Art. 2. — Les virements sont faits au crédit des comptes courants ouverts, soit à la Banque de France, soit dans toute Banque ayant un compte à la Banque de France, soit dans un bureau de chèques postaux, soit à la caisse centrale du Trésor public ou dans une trésorerie générale.

Il appartient aux indemnitaires de se faire ouvrir un **compte aux caisses désignées par eux.**

Art. 3. — Les paiements autres que par virements sont effectués par chèques tirés par le Crédit national sur la caisse désignée par les bénéficiaires dans la liste ci-après :

Banque de France, ainsi que ses succursales et bureaux auxiliaires fonctionnant effectivement dans la zone dévastée, définie par l'arrêté du ministre des Régions libérées du 12 août 1919 (1)

Banque Adam.

Banque d'Alsace et de Lorraine.

---

(1) La Zone dévastée, telle qu'elle est définie par l'arrêté du Ministre des Régions libérées du 12 août 1919, comprend : les départements de l'Aisne et des Ardennes, les communes de Mailly-le-Camp, Poivres et Semoine (Aube), les départements de la Marne, de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, du Nord, de l'Oise et du Pas-de-Calais, les arrondissements de Meaux, Coulommiers et Provins (Seine-et-Marne), les départements de la Somme, les arrondissements d'Epinal, de Saint-Dié et de Remiremont (Vosges) et le Territoire de Bel-

Banque Française pour le Commerce et l'industrie.

Banque Générale du Nord.

Banque de Mulhouse.

Banque Nationale de Crédit.

Banque de Paris et des Pays-Bas.

Banque des Pays du Nord.

Banque de l'Union Parisienne.

Banque R. Varin-Bernier et Cie.

Claude Lafontaine, Prévost et Cie (Comptoir des Ardennes).

Comptoir National d'Escompte.

Crédit Commercial de France.

Crédit Français.

Crédit Lyonnais.

Crédit du Nord.

Société Centrale des Banques de province.

Société générale Alsacienne de banque.

Société Générale de Crédit industriel et commercial.

Société Générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France.

Société Nancéienne de Crédit industriel et de dépôts

Ainsi que les agences des banques énumérées ci-dessus, lorsque ces agences fonctionnent effectivement dans la zone dévastée.

Les paiements en numéraire peuvent être également effectués, si les bénéficiaires en font la demande au moyen d'ordres de paiement assignés sur l'une des caisses suivantes :

A Paris : caisse centrale du Trésor public.

Dans les départements : trésoreries générales.

Et de plus, dans la zone dévastée : recettes particulières des finances et perceptions.

Ar. 4. — Faute par les indemnitaires d'avoir exercé leur choix en temps utile, le Crédit national peut assigner d'office les paiements sur l'une des caisses visées ci-dessus.

Fait à Paris, le 19 février 1920.

*Le Ministre des Finances,*

F. FRANÇOIS-MARSAL.

Paris, le ..... EPL...

M. ....

Nous avons l'honneur de vous adresser ci-joint ....  
certificats de créance émis à votre profit pour réparation de dommages de guerre en exécution de l'article 43 de la loi du 17 avril 1919, savoir :

|             |          |             |          |
|-------------|----------|-------------|----------|
| Série ..... | N° ..... | Série ..... | N° ..... |
| Série ———   | N° ———   | Série ———   | N° ———   |
| Série ———   | N° ———   | Série ———   | N° ———   |
| Série ———   | N° ———   | Série ———   | N° ———   |

Le montant net des créances constatées sur ces titres, déduction faite des avances et acomptes qui vous ont été antérieurement versés, a été porté au compte ouvert à votre nom, par le CREDIT NATIONAL, sous l'intitulé :

..... n° .....

Il est ESSENTIEL qu' à l'avenir, dans toute vos demandes et communications au CREDIT NATIONAL, ces

indications concernant votre compte soient rappelées d'une manière très exacte.

D'après les Instructions qui vous ont été données par le ministre des Finances, le paiement des acomptes qui vous seront dus sur le capital des indemnités sera provoqué par M. le Préfet d ..... à qui vous devrez adresser vos demandes. Mais en ce qui concerne les intérêts dus (1), vous aurez à en réclamer directement le montant au CREDIT NATIONAL, 45, rue Saint-Dominique, Paris, (VII<sup>e</sup>).

Les titres énumérés ci-dessus n'étant pas tous inférieurs à 50.000 francs en avoir brut, les paiements qui vous seront faits doivent, d'après les Instructions du ministre des Finances, avoir lieu obligatoirement par virements au crédit d'un compte courant ouvert ou à ouvrir à votre nom, soit à la Banque de France, soit dans toute autre Banque ou Etablissement de crédit ayant un compte à la Banque de France, soit à la Caisse Centrale du Trésor public ou dans une Trésorerie Générale (1), soit dans un Bureau de comptes courants et de chèques postaux (2).

Il vous appartient, dans le cas où vous ne seriez pas déjà titulaire d'un compte dans l'un de ces Etablissements ou Bureaux, de faire ouvrir un compte à votre nom à la Caisse choisie par vous.

---

(1) Les titres A, C, I, K, portent seuls intérêt. Les demandes en paiement d'intérêt doivent être établies sur les formules ci-jointes.

(1) Ayant comme correspondant les Recettes particulières des Finances et les Perceptions du même département.

(2) Ayant comme correspondants tous les Bureaux de poste.



Vous voudrez bien nous indiquer aussitôt que possible, en nous retournant le feuillet ci-contre complété par vos soins, le compte ouvert à votre nom et qu'il y aura lieu de créditer des sommes vous revenant.

CREDIT NATIONAL

FEUILLET A DETACHER ET A RETOURNER  
DUMENT COMPLETE AU CREDIT NATIONAL

45, Rue Saint-Dominique, Paris (7)

Je soussigné .....  
.....  
.....  
.....

Titulaire au CREDIT NATIONAL du compte .....  
n° ..... demande que les sommes qui me seront  
dues soient portées au crédit du compte qui m'est  
ouvert  
à (1) .....  
sous le n° .....  
.....

A ....., le ..... 192....

(Signature)

---

NOTA. — Au cas où le présent feuillet dûment complété ne serait pas retourné en temps utile et au plus tard avec la première demande de paiement, le CREDIT NATIONAL est en droit de provoquer l'ouverture d'office d'un compte courant au nom du titulaire et d'y faire porter par virement les sommes dues.

(1) Désignation de l'établissement (Banque, Trésorerie générale, Bureaux de chèques postaux), choisi par l'intéressé.

## DOMMAGES DE GUERRE. — INTERETS

Un premier décompte des intérêts échus sur chaque titre sera arrêté à la date de délivrance du titre. Cette date fixera le point de départ des décomptes subséquents.

Pour obtenir le paiement des intérêts échus, les attributaires devront adresser la demande ci-dessous complétée par leurs soins au

### CREDIT NATIONAL

(Services des dommages de guerre)  
45, rue Saint-Dominique — Paris - 7<sup>e</sup>

*Il devra être établi une demande  
pour chaque titre portant intérêt*

### DEMANDE DE PAIEMENT D'INTERETS

*Je soussigné (nom) ..... (prénoms) .....  
demeurant à .....  
titulaire au CREDIT NATIONAL du compte  
(Département) .. .....  
(Numéro) .....  
demande à recevoir paiement des intérêts échus sur  
le titre ci-dessous : (1)*

*Série ..... Numéro .. ..*

*A ....., le ..... EPL.....—*

*(Signature)*

---

— Ne pas omettre d'indiquer, le cas échéant, la succursale, le bureau auxiliaire ou l'agence où est ouvert le compte à créditer.

SITUATION AU 31 DECEMBRE 1920

ACTIF

|                                                                                         |             |    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------|-------------|----|
| Espèces en caisse et dans les banques, obligations et bons de la Défense nationale. Fr. | 244.315.420 | 34 |
| Débiteurs divers .....                                                                  | 406.989     | 55 |
| Paievements effectués pour compte des fonds d'emprunts . . . . .                        | 1.407.482   | 85 |
| Actionnaires . . . . .                                                                  | 75.000.000  | »  |
| Immeubles . . . . .                                                                     | 4.000.000   | »  |
| Divers . . . . .                                                                        | 2.255.238   | 08 |
|                                                                                         | <hr/>       |    |
|                                                                                         | 327.385.130 | 82 |

*Comptes de fonds d'emprunts*

|                                                                                                                |               |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------|----|
| Primes et frais d'émission des obligations à amortir . . . . .                                                 | 272.040.267   | 33 |
| Primes et frais d'émission des obligations amorties . . . . .                                                  | 193.626       | 45 |
| Fonds en compte avec le Trésor (art. 6 de la convention du 7 juillet 1919)<br>..... Fr.                        | 5.548.231.269 | 91 |
| A déduire : Opérations en<br>cours de règlement....                                                            | 500.808.046   | 90 |
|                                                                                                                | <hr/>         |    |
|                                                                                                                | 5.047.423.223 | 01 |
| Fonds de roulement art. 9 de la convention<br>du 7 juillet 1919).....                                          | 10.000.000    | »  |
| Versements à recevoir sur fonds propres du<br>Crédit National . . . . .                                        | 573.447       | 22 |
| Paievements sur titres définitifs d'indemnités<br>de dommages de guerre (principal et inté-<br>rêts) . . . . . | 104.623.475   | 38 |
| Avances sur indemnités (art. 44 de la loi du<br>17 avril 1919).....                                            | 1.094.512.890 | 34 |
| Remboursements de délégations.....                                                                             | 1.459.183.830 | 18 |
| Avances à long terme au commerce et à l'in-<br>dustrie . . . . .                                               | 31.045.000    | »  |
| Opérations à régler.....                                                                                       | 2.018.053     | 55 |
|                                                                                                                | <hr/>         |    |
|                                                                                                                | 8.021.613.813 | 46 |

ENSEMBLE..... Fr. 8.348.998.944 28

PASSIF

|                                               |                 |    |
|-----------------------------------------------|-----------------|----|
| Capital social .....                          | Fr. 100.000.000 | »  |
| Créditeurs divers .....                       | 20.493.532      | »  |
| Obligataires. (                               | 77.574.537      | 50 |
| Obligations amorties à rembour-               |                 |    |
| ser .....                                     | Fr. 3.721.400   | »  |
| Coupons échus à payer                         | 73.852.637      | 50 |
| Versements à effectuer aux fonds d'emprunts   | 573.447         | 22 |
| Fonds de roulement (art. 9 de la convention   |                 |    |
| du 7 juillet 1919).....                       | 10.000.000      | »  |
| Provision reçue de l'Etat pour le service     |                 |    |
| financier des obligations (art. 7 de la con-  |                 |    |
| vention du 7 juillet 1919) :                  |                 |    |
| Echéance du 1 <sup>er</sup> janvier 1921..... | 104.597.800     | »  |
| Divers . .....                                | 2.889.982       | 34 |
| Réserve spéciale pour risques de contrats en  |                 |    |
| cours (art. 15 de la convention du 7 juil-    |                 |    |
| let 1919) .....                               | 8.861.131       | 30 |
| Bénéfice net de l'exercice .....              | 2.413.200       | 46 |

---

327.385.130 82

*Comptes de fonds d'emprunts*

|                                            |                |    |
|--------------------------------------------|----------------|----|
| Obligations en circulation Fr.             | 7.9993.000.000 |    |
| Obligations amorties .....                 | 7.000.000      | »  |
|                                            | 8.000.000.000  | »  |
| Remboursements à effectuer aux fonds pro-  |                |    |
| pres du Crédit National.....               | 1.407.482      | 85 |
| Avances à long terme consenties à réaliser | 9.150.000      | »  |
| Opérations à régler.....                   | 11.056.330     | 61 |
|                                            | 8.021.613.813  | 46 |

---

ENSEMBLE..... Fr. 8.348.998.944 28

SITUATION AU 31 DECEMBRE 1921

ACTIF

|                                          |                 |    |
|------------------------------------------|-----------------|----|
| Espèces en caisse et dans les banques et |                 |    |
| valeurs du Trésor.....                   | Fr. 250.911.469 | 58 |
| Débiteurs divers .....                   | 1.343.126       | 61 |
| Actionnaires . .....                     | 75.000.000      | »  |

|                     |             |    |
|---------------------|-------------|----|
| Immeubles . . . . . | 4.000.000   | »  |
| Divers . . . . .    | 5.000.915   | 26 |
|                     | <hr/>       |    |
|                     | 336.255.511 | 45 |

*Compte de fonds d'emprunts*

|                                                                                                                |                |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|----|
| Primes et frais d'émission des obligations<br>et bons à amortir . . . . .                                      | 328.921.573    | 38 |
| Primes et frais d'émission des obligations<br>amorties . . . . .                                               | 611.309        | 99 |
| Fonds en compte avec le Trésor (art. 9 de<br>la convention du 7 juillet 1919) . . . . .                        | 886.918.540    | 67 |
| Fonds de roulement (art. 9 de la convention<br>du 7 juillet 1919) . . . . .                                    | 10.000.000     | »  |
| Paievements sur titres définitifs d'indemnités<br>de dommages de guerre (principal et inté-<br>rêts) . . . . . | 1.678.358.718  | 23 |
| Avances sur indemnités (art .44 de la loi du<br>17 avril 1919) . . . . .                                       | 5.420.942.232  | 90 |
| Remboursements de délégations . . . . .                                                                        | 2.705.518.332  | 57 |
| Avances à long terme au commerce et à l'in-<br>dustrie . . . . .                                               | 256.269.500    | »  |
| Opérations à régler . . . . .                                                                                  | 41.334.640     | 34 |
|                                                                                                                | <hr/>          |    |
|                                                                                                                | 11.328.874.848 | 13 |

ENSEMBLE . . . . . Fr. 11.665.130.359 58

PASSIF

|                                                                                                                           |                 |    |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|----|
| Capital social . . . . .                                                                                                  | Fr. 100.000.000 | »  |
| Créditeurs divers . . . . .                                                                                               | 4.794.814       | 03 |
| Correspondants financiers . . . . .                                                                                       | 17.559.116      | 06 |
| Obligataires :                                                                                                            |                 |    |
| Obligations amorties à rembourser                                                                                         |                 |    |
| . . . . .                                                                                                                 | Fr. 8.497.900   | »  |
| Coupons échus à payer . . . . .                                                                                           | 58.185.537      | 50 |
| Fonds de roulement (art. 9 de la convention<br>du 7 juillet 1919) . . . . .                                               | 10.000.000      | »  |
| Provision reçue de l'Etat pour le service<br>financier des obligations (art. 7 de la con-<br>vention du 7 juillet 1919) : |                 |    |

|                                                                                                             |                |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------|
| Echéance du 1 <sup>er</sup> janvier 1922.....                                                               | 104.501.050 »  |
| Divers .....                                                                                                | 11.376.814 26  |
| Réserve spéciale pour risques de contrats en<br>cours (art. 15 de la convention du 7 juillet<br>1919) ..... | 16.196.130 69  |
| Réserve légale .....                                                                                        | 120.660 02     |
| Profits et Pertes :                                                                                         |                |
| Report à nouveau de l'exercice                                                                              |                |
| 1919-20 ..... Fr.                                                                                           | 792.540 44     |
| Bénéfice net de l'exercice 1921 .....                                                                       | 4.230.948 45   |
|                                                                                                             | <hr/>          |
|                                                                                                             | 5.023.488 89   |
|                                                                                                             | <hr/>          |
|                                                                                                             | 336.255.511.45 |
|                                                                                                             | <hr/>          |

*Comptes de fonds d'emprunts*

|                                                                       |                       |
|-----------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| Obligations et bons en circulation                                    |                       |
| ..... Fr.                                                             | 10.979.950 »          |
| Obligations amorties ...                                              | 20.050.000 »          |
|                                                                       | <hr/>                 |
|                                                                       | 11.000.000.000 »      |
| Avances à long terme consenties, à réaliser                           | 113.332.000 »         |
| Sociétés Coopératives de reconstruction (Loi<br>du 15 août 1920)..... | 197.515.932 76        |
| Opérations à régler.....                                              | 18.026.915 37         |
|                                                                       | <hr/>                 |
|                                                                       | 11.328.874.848 13     |
|                                                                       | <hr/>                 |
| ENSEMBLE.....                                                         | Fr. 11.665.130.359 58 |

SITUATION AU 31 DECEMBRE 1922

ACTIF

|                                                                    |     |                |
|--------------------------------------------------------------------|-----|----------------|
| Espèces en caisse et dans les banques et<br>valeurs du Trésor..... | Fr. | 420.114.649 74 |
| Débiteurs divers .....                                             |     | 6.348.900 69   |
| Appels différés sur actions.....                                   |     | 75.000.000 »   |
| Immeubles .....                                                    |     | 4.000.000 »    |
| Divers .....                                                       |     | 7.390.707 47   |
|                                                                    |     | <hr/>          |
|                                                                    |     | 512.854.257 90 |
|                                                                    |     | <hr/>          |



*Comptes de fonds d'emprunts*

|                                                                     |                    |                         |
|---------------------------------------------------------------------|--------------------|-------------------------|
| Primes et frais d'émission des obligations et bons à amortir.....   | Fr. 506.559.163    | 63                      |
| Primes et frais d'émission des obligations et bons à amortir.....   | Fr. 1.134.549      | 74                      |
|                                                                     |                    | <hr/> 507.693.713 37    |
| Fonds en compte avec le Trésor.....                                 |                    | 705.857.543 86          |
| Paievements sur indemnités de dommages de guerre :                  |                    |                         |
| Paievements sur titres définitifs (principal et intérêts).....      | Fr. 6.225.710.609  | 92                      |
| Avances sur indemnités (art. 44 de la loi du 17 avril 1919).....    | 8.649.667.227      | 58                      |
| Remboursements de délégations . . . . .                             | 2.738.683.441      | 10                      |
|                                                                     |                    | <hr/> 17.614.061.278 60 |
| Avances à long terme au commerce et à l'industrie                   |                    |                         |
| Fonds de roulement (art. 9 de la convention du 7 juillet 1919)..... | 10.000.000         | »                       |
| Opérations à régler.....                                            | 679-813            | 30                      |
| industrie . . . . .                                                 | 353.971.061        | 23                      |
|                                                                     |                    | <hr/> 19.192.263.410 36 |
| ENSEMBLE.....                                                       | Fr. 19.705.117.668 | 26                      |

PASSIF

|                                                                                                           |                 |                    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------|--------------------|
| Capital social . . . . .                                                                                  | Fr. 100.000.000 | »                  |
| Réserve légale . . . . .                                                                                  | 332.207         | 44                 |
| Réserve spéciale pour risques de contrats en cours (art. 15 de la convention du 7 juillet 1919) . . . . . | 36.801.230      | 70                 |
| Réserve générale . . . . .                                                                                | 2.500.000       | »                  |
| Créditeurs divers . . . . .                                                                               | 15.552.129      | 21                 |
| Correspondants financiers . . . . .                                                                       | 41.338.683      | 24                 |
| Service des Obligations :                                                                                 |                 |                    |
| Obligations et Bons amortis                                                                               |                 |                    |
| Coupons échus non présentés                                                                               | 72.616.040      | »                  |
| non présentés . . . . .                                                                                   | Fr. 7.748.900   | »                  |
|                                                                                                           |                 | <hr/> 80.364.940 » |
| Fonds de roulement (art. 9 de la convention du 7 juillet 1919).....                                       | 10.000.000      | »                  |

Provision de l'Etat pour le service financier  
des obligations (art. 7 de la convention du  
7 juillet 1919) :

|                               |               |
|-------------------------------|---------------|
| Echéance de janvier 1923..... | 206.120.622 » |
| Divers .....                  | 9.233.902 83  |

Profits et Pertes

|                                                        |                |
|--------------------------------------------------------|----------------|
| Bénéfices reportés des exer-<br>cices antérieurs ..... | 811.941 47     |
| Bénéfice net de l'exerc. 1922                          | 9.798.601 01   |
|                                                        | <hr/>          |
|                                                        | 10.610.542 48  |
|                                                        | <hr/>          |
|                                                        | 512.854.257 90 |

### *Comptes de fonds d'emprunts*

Obligations et bons :

|                        |                  |
|------------------------|------------------|
| En circulation.... Fr. | 18.962.549.000 » |
| Amortis .....          | 37.451.000 »     |
|                        | <hr/>            |
|                        | 19.000.000.000 » |

Avances à long terme à réaliser..... 95.545.800 »

Sociétés Coopératives de reconstruction (Loi  
du 15 août 1920)..... 84.104.522 96

Opérations à régler..... 12.613.087 40

---

19.613.087 40

ENSEMBLE..... Fr. 19.705.117.668 26



# ARRETE

DU MINISTRE DES FINANCES

DU 27 FÉVRIER 1920

APPROUVANT LE RÈGLEMENT INTÉRIEUR

DU

CREDIT NATIONAL

Le Ministre des Finances,

Vu la loi du 10 octobre 1919 ;

Vu le décret du 20 novembre 1919 approuvant les statuts du Crédit national pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre et l'article 61 desdits statuts, ainsi conçu :

« Un règlement intérieur adopté par le Conseil d'administration, détermine pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts et par la convention annexée à la loi du 10 octobre 1919 les modalités des opérations sociales, notamment en ce qui concerne les émissions d'obligations et les avances que la Société est autorisée à faire.

« Ce règlement, ainsi que toutes les modifications qui pourront y être apportées, sera soumis à l'approbation du ministre des Finances ».

Vu les propositions du Conseil d'administration du  
Crédit national pour faciliter la réparation des dom-  
mages causés par la guerre,

Arrêté :

ARTICLE PREMIER

Est approuvé le règlement intérieur du Crédit natio-  
nal pour faciliter la réparation des dommages causés  
par la guerre, ci-annexé.

ART. 2

Le présent arrêté et le règlement annexé seront  
insérés au *Journal officiel*.

Fait à Paris, le 27 février 1920.

F. FRANÇOIS-MARSAL.

ANNEXE

CREDIT NATIONAL

POUR FACILITER LA RÉPARATION DES DOMMAGES  
CAUSÉS PAR LA GUERRE

REGLEMENT INTERIEUR

DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE PREMIER

Le présent règlement a été élaboré en vertu de l'article 61 des statuts de la Société « *Crédit National pour faciliter la réparation des dommages causés par la guerre* ».

TITRE PREMIER

ÉMISSIONS D'OBLIGATIONS

ART. 2

Les obligations sont représentées par des titres extraits d'un registre à souche.



Ces titres sont signés par le directeur général un directeur ou un délégué, et par un administrateur : les deux signatures peuvent être remplacées par une griffe. Ils portent, en outre, le timbre de la Société.

Mention est faite sur les titres de la garantie de l'Etat.

### ART. 3

Les obligations sont nominatives ou au porteur.

Les obligations nominatives sont transmissibles par transfert sans autre garantie que celle qui résulte de l'article 1693 du Code civil.

Les obligations au porteur se transmettent par simple tradition.

### ART. 4

Le Conseil d'administration peut autoriser le dépôt et la conservation des titres dans la caisse sociale.

Il sera délivré au déposant un récépissé à son nom.

Le Conseil d'administration détermine les conditions et les frais desdits dépôts.

### ART. 5

Les obligations portent un intérêt dont le taux, les époques et le mode de paiement sont fixés par le Conseil d'administration, conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel qui a autorisé l'émission.

Quelle que soit la forme des titres, l'intérêt est valablement payé au porteur.

ART. 6

Les conditions de remboursement des obligations seront fixées par le Conseil d'administration conformément aux dispositions de l'arrêté d'autorisation.

La Société pourra se réserver le droit de rembourser les obligations par anticipation, par voie de tirages ou de rachat en Bourse.

ART. 7

Avec l'autorisation du ministre des Finances, il peut être attribué aux obligations des lots et des primes payables au moment du remboursement.

Le Conseil d'administration en détermine l'importance et la répartition.

ART. 8

Le tirage des obligations qui doivent être appelées au remboursement par la voie du sort est effectué en présence d'un directeur ou d'un administrateur et d'un censeur.

Dans les quinze jours de l'opération, les numéros sortis sont affichés au siège de la Société et insérés dans deux journaux d'annonces légales de Paris.

Les obligations désignées par le sort sont remboursées le jour indiqué par la publication.

ART. 9

Les obligations remboursées par suite du tirage au sort sont immédiatement frappées d'un timbre d'annulation.

Elles sont détruites en présence du directeur général ou de son délégué, d'un membre du Conseil et de l'un des censeurs.

Il est dressé procès-verbal de cette opération.

#### ART. 10

Le service d'intérêt, le paiement des lots et le remboursement des obligations seront effectués par la Société à ses guichets ou à ceux des établissements désignés par le Conseil d'administration.

### TITRE II

#### INDEMNITÉS ET AVANCES

#### ART. 11

Le paiement des indemnités et des avances visées par l'article 5 et l'article 44 de la loi du 17 avril 1919 a lieu dans les conditions prescrites ou autorisées par la loi et les instructions données par l'Etat en vertu de la convention annexée à la loi du 10 octobre 1919.

### TITRE III

#### PRÊTS VISÉS PAR L'ARTICLE 2 DE LA CONVENTION

DU 7 JUILLET 1919

#### ART. 12

Toute demande de prêt adressée à la Société est soumise à un Comité de prêts institué par le Conseil d'administration et présidé par le directeur général ou, à son défaut, un directeur.

ART. 13

Ce Comité, composé d'industriels et de commerçants, répartit ses membres en sections comprenant chacune de trois à sept membres et groupant autant que possible des industries ou commerces analogues.

ART. 14

Chaque section du Comité de prêts examine les demandes de prêts que le directeur général lui renvoie en tenant compte de la nature de l'industrie ou du commerce des demandeurs. Un administrateur préside chaque séance de section ; il lui adjoint un chef de service. La présence d'au moins deux membres du Comité est nécessaire pour la validité des délibérations.

Les membres présents touchent un jeton de présence dont la valeur est fixée par le Conseil.

ART. 15

Chaque demande de prêt donne lieu à l'établissement d'un dossier qui doit comprendre entre autres pièces :

1° Une demande de l'emprunteur appuyée de toutes pièces justificatives de sa nationalité, de son identité et, s'il y a lieu, du préjudice que lui a causé la guerre ;

2° Un bilan certifié conforme par l'emprunteur de sa situation active et passive, avec l'indication détail-

lée de ses créanciers et des garanties qu'il leur a données ;

3° Un relevé du cadastre et des hypothèques, ainsi que des nantisements pouvant frapper les fonds de commerce ou le matériel de l'emprunteur ;

4° Un rapport d'un agent de la direction.

Un délai maximum de trois mois est accordé aux intéressés à dater de leur demande pour fournir leurs pièces ; passé ce délai, la demande est considérée comme non avenue.

#### ART. 16

Le dossier, constitué comme il est dit à l'article précédent, est transmis avec un rapport de la section compétente au Conseil d'administration qui statue.

#### ART. 17

La somme pouvant être avancée à un même emprunteur ne devra pas dépasser 60 p. 100 de la valeur estimative des garanties réelles offertes par cet emprunteur et au maximum 30 p. 100 de la valeur totale de son actif. Toutefois, cette dernière condition peut être supprimée dans le cas où une hypothèque est donnée en garantie si la valeur de l'immeuble hypothéqué indépendamment de son affectation commerciale ou industrielle représente au moins le double du montant du prêt. Dans le cas de prêts sur titres, la proportion du prêt varie avec la nature des titres et est fixée par le Conseil d'administration. Enfin,

dans le cas de caution solidaire, l'avoir de la caution peut être cumulé avec celui de l'emprunteur en vue du calcul de la proportion de 30 p. 100 ci-dessus fixée.

#### ART. 18

L'intérêt des prêts fixé par le Conseil d'administration d'accord avec le Ministre des Finances, et qui pourra toujours être modifié dans les mêmes conditions pour les affaires non encore traitées, comprend une contribution de 1 % au maximum par an se décomposant de la manière suivante :

0,50 p. 100 pour alimenter une réserve spéciale pour risques et contrats en cours, et

0,50 p. 100 au maximum à la disposition du Conseil d'administration.

#### ART. 19

Les prêts peuvent être stipulés remboursables, soit par fractions, soit en une fois, suivant les stipulations que contiendra chaque acte de prêt.

Les intérêts sont payables par semestres.

#### ART. 20

Les débiteurs peuvent se libérer par anticipation, en totalité ou en partie.

Ils paieront dans ce cas une indemnité suffisante pour que la Société puisse faire face au service de ses obligations correspondantes jusqu'à l'expiration de la durée de l'avance.



ART. 21

Tout remboursement en capital et tout semestre d'intérêt non payés à l'échéance portent intérêt de plein droit et sans mise en demeure au profit de la Société, à un taux supérieur de 1 p. 100 à celui auquel le prêt a été fait.

Les frais de poursuite faits par la société pour arriver au recouvrement de ses créances porteront le même intérêt et ce, à partir du jour où ils ont été avancés.

Le défaut de paiement de deux semestres rend exigibles, un mois après la mise en demeure, le remboursement de la totalité de la somme restant due, et le paiement de l'indemnité pour remboursement anticipé prévue à l'article 20.

ART. 22

L'emprunteur hypothécaire est tenu de dénoncer à la Société, dans le délai d'un mois, les aliénations totales ou partielles qu'il peut avoir consenties sur les biens hypothéqués.

A défaut de dénonciation de ces faits dans ce délai, la Société peut exiger de lui le remboursement intégral. En outre, l'emprunteur est tenu de payer une indemnité calculée comme il est dit à l'article 20.

ART. 23

L'emprunteur hypothécaire doit également dénoncer dans le délai susindiqué les détériorations que

les biens hypothéqués peuvent avoir subies et tous les faits de nature, soit à troubler sa possession, soit à porter atteinte à son droit de propriété.

A défaut de dénonciation ou, dans tous les cas, si les faits ci-dessus compromettent les intérêts de la Société, elle peut exiger le remboursement et l'indemnité prévue à l'article 20 sera due.

#### ART. 24

La dette devient également exigible, et l'indemnité déterminée par le dernier alinéa de l'article 20 est acquise à la Société en cas de dissimulation par l'emprunteur hypothécaire des causes d'hypothèques légales, de résolution ou de rescision qui peuvent grever les biens hypothéqués de la Société.

#### ART. 25

Les biens susceptibles de périr par le feu doivent être assurés contre l'incendie, aux frais de l'emprunteur hypothécaire.

L'acte de prêt contient transport de l'indemnité en cas de sinistre.

L'assurance doit être maintenue pendant toute la durée du prêt.

La Société peut demander que l'assurance soit faite en son nom, et le montant des charges annuelles acquité par ses mains.

Dans ce cas le chiffre des annuités ou des semestres d'intérêts est augmenté d'autant.

ART. 26

En cas de sinistre, l'indemnité est touchée directement par la Société.

Dans le délai d'un an, à partir du règlement du sinistre, le débiteur a la faculté de rétablir les biens dans leur état primitif.

Pendant ce temps, la Société conserve l'indemnité à titre de garantie, jusqu'à concurrence de ses droits calculés à l'expiration de l'année.

Après la reconstruction des biens, elle remet l'indemnité au débiteur, déduction faite de ce qui est exigible.

Toutefois, la Société pourra, après entente avec son débiteur, lui consentir des avances pour le règlement des travaux en cours, à condition qu'hypothèque lui soit donnée.

Si, à l'expiration de l'année, le débiteur n'a pas usé de son droit de rétablir les biens ou, si avant cette époque, il a notifié son intention de ne pas en user, l'indemnité est définitivement acquise à la Société et imputée sur sa créance comme paiement fait par anticipation.

ART. 27

Les remboursements anticipés qui proviennent de sinistres ne donnent pas lieu à l'indemnité prévue par l'article 20.

La Société, si elle juge que, par le fait du sinistre, ses sûretés sont compromises, peut exiger le paiement de ce qui lui reste dû.

ART. 28

L'estimation des biens immobiliers offerts a lieu d'après les titres, baux et autres renseignements fournis par le propriétaire qui demande à contracter l'emprunt.

La Société a le droit, en outre, de faire précéder à une estimation par experts.

Dans tous les cas, l'estimation est faite sur la double base du revenu net et du prix vénal.

ART. 29

Les emprunteurs sur titres pourront être tenus, au cas où la valeur de leurs titres en Bourse ou en banque baisserait de 20 p. 100 au moins de fournir, sur réquisition du Conseil d'administration, de nouvelles garanties ou de rembourser partiellement leur prêt en payant l'indemnité prévue à l'article 20 de telle façon que la proportion du prêt à la valeur des titres revienne au chiffre primitif.

ART. 30

La Société peut stipuler dans les conditions de ses prêts toutes mesures de contrôle que le Conseil jugera nécessaires pour suivre l'emploi des sommes prêtées ou en assurer le remboursement.

Pour les prêts garantis par une caution solidaire, par un nantissement ou par des titres non cotés, elle peut également se réserver le droit de reviser l'esti-

mation de ces gages, et d'exiger en cas de diminution de 10 p. 100 au moins soit un supplément de gage, soit un remboursement anticipé.

*Le Ministre des Finances,*

F. FRANÇOIS-MARSAL.

## BIBLIOGRAPHIE

---

### Ouvrages

- ALLIX. — *Traité élémentaire de Science et Législation financière.*
- BERTHELEMY. — *Traité élémentaire de droit administratif.*
- JEZE. — *Traité élémentaire de Science et Législation financière.*
- JEZE. — *La Réparation intégrale des dommages de guerre.*
- NOGARO. — *Le Crédit à long terme. Le projet de 1914.*
- RIST. — *Cours de science fin année (doctorat) 1921-22.*

### Documents parlementaires

Rapport fait à la Chambre des Députés au nom de la Commission du budget par M. Laurent EYNAC concernant le projet de loi relatif à la création du Crédit national.

Rapport fait au Sénat au nom de la Commission des Finances par M. MILLIES-LACROIX concernant le projet de loi relatif à la création du Crédit national.

### Revue et Journaux

Extraits de :

*Le Journal des Economistes.*

*Bulletin de la Fédération des Industriels et Commerçants.*

*L'Information.*

*La Journée Industrielle.*

Rapports des assemblées générales du Crédit National.



**Vu : *Le Doyen,***  
**H. BERTHELEMY**

**Vu : *Le Président de la thèse.***  
**GERMAIN MARTIN.**

**Vu et permis d'imprimer :**  
***Le Recteur de l'Académie de Paris,***  
**P. APPELL**





